

HITLER EN ESPAGNE

O. K. SIMON

HITLER EN ESPAGNE

Avec 16 documents hors-texte
PRÉFACE D'EMILE BURÉ

ÉDITIONS DENOËL

19, rue Amélie, 19

PARIS

Copyright by O. K. Simon, 1938

Ce livre est d'un puissant intérêt. Peut-être parviendra-t-il à réveiller l'intelligence endormie des gouvernements démocratiques qui continuent de parler « Droit » à des gouvernements totalitaires qui se soucient du « Droit » comme poissons d'une pomme. L'Angleterre, la France et l'Amérique laissent croire qu'elles « sont trop fières pour se battre », et si elles ne se reprennent pas elles seront battues par l'Allemagne et l'Italie qui ont une toute autre conception de la fierté, dont les chefs, le Führer et le Duce sont même par essence des conquérants, des bellicistes. Ils s'arment avec ténacité, avec rage, et leurs meilleures armes ne sont pas encore dans les arsenaux comme on le croit généralement : elles sont dans les bureaux de la Wilhelmstrasse préposés à l'espionnage. Tout Allemand hitlérien vivant à l'étranger est un agent du Troisième Reich prêt à tout, prêt au crime même pour assurer la gloire de ce dernier dont les succès ne se comptent plus, qui peut maintenant espérer qu'il asseoir sa domination sur l'Europe d'abord, sur le monde ensuite.

Les démocraties vivent des temps difficiles, elles sont par leur vertu même désavantagées

dans la lutte que mènent, avec tous les moyens que le vice met à leur disposition, les dictatures. L'espion, l'agent isolé est dangereux déjà, mais au service d'une puissante organisation de propagande, il peut porter le coup mortel au pays où il exerce son effroyable industrie. Ce qu'il a fait de l'Espagne, il aurait pu le faire de la France, l'affreuse affaire des cagouleurs en témoigne. Ah, certes, ce fut un coup de génie du Führer de déclarer la guerre au communisme. Du coup, toute une bourgeoisie apeurée fut tentée de se tourner vers lui dans les pays dont il conspire la perte. L'esprit de classe dans ces pays prit le pas sur l'esprit national et ainsi Franco put, avec le concours des Allemands et des Italiens, entrer en campagne aux applaudissements de la fleur du conservatisme européen et particulièrement des conservatismes français et anglais, alors que sa rébellion mettait directement en péril l'Angleterre, la France et avec elles tous les pays que leur victoire de 1918 sauva de la servitude.

Des bourgeois considérables, à l'ordinaire intelligents, crurent stupidement que Franco et ses soutiens Hitler et Mussolini se donnaient pour mission de débarrasser l'Espagne du communisme et par là de garantir notre pays de la contagion révolutionnaire. Il n'y avait point de communisme en Espagne, mais ils n'y prirent garde. Aujourd'hui, plusieurs d'entre eux s'aperçoivent qu'ils ont été dupés, que

la guerre voulue par Hitler et par Mussolini pourrait bien avoir commencé en Espagne, que Franco aurait seulement alors été l'instrument des deux dictateurs bellicistes dont le but était de gêner la mobilisation de l'Angleterre et de la France en Méditerranée, mais ils n'osent encore crier très fort leur conviction.

Quand on s'est trompé, il faut du courage pour reconnaître son erreur et c'est ce qui manque le plus à la fraction de notre classe bourgeoise qui a perdu confiance en elle-même, qui attend le salut de quelque Mussolini, de quelque Hitler français. Que ceux-ci ruinent le capitalisme qui leur est cher, c'est certain, mais ils ne sont sensibles qu'au décor autoritaire des régimes qu'ils ont instaurés. Leur aveuglement est tel que le plus grand nombre d'entre eux croient encore que c'est Staline qui a commencé dans la péninsule ibérique. Cette croyance est même leur alibi de conscience : elle leur permet sans remords d'accepter les bombardements aériens des villes ouvertes, les assassinats d'enfants et de femmes qui en résultent et qui font désespérer de la civilisation humaine.

Le livre de Simon les privera de cet alibi de conscience. Ils ne pourront plus douter, après l'avoir lu, que la rébellion de Franco fut lentement et savamment préparée par Hitler et par Mussolini. Des documents sont là, irréfutables, pour l'attester. Ils seront, je veux

l'espérer, résumés et répandus par le moyen de tracts d'une lecture facile pour tous. Alors la presse de mensonge qui, sous le couvert de l'anticommunisme, travaille chez nous, comme outre-Manche, contre la nation au profit de Berlin et de Rome, aura peut-être plus de peine à remplir sa triste mission. Il ne serait pas inutile non plus que ceux qui ont la charge de la sécurité française et de la sécurité britannique sussent comment le sol politique espagnol a été miné par l'espionnage allemand et italien, un dans sa diversité audacieuse. Ainsi seront-ils à même de prévenir chez eux son action destructrice.

Emile BURÉ.

LA CROIX GAMMÉE DANS LE BASSIN DE LA MÉDITERRANÉE

Il y a 40.000 documents : des lettres, des aides-mémoire, des quittances. On les trouva lors de perquisitions opérées par les autorités républicaines au lendemain de la tentative de révolte militaire à Barcelone, dans les bureaux de la section « Espagne » du parti national-socialiste allemand. Ces 40.000 lettres, circulaires et instructions démontrent l'activité fiévreuse des nazis en Espagne, leur travail incessant, le soin méticuleux qu'ils mettaient à utiliser chaque occasion, à tirer profit des incidents les plus minimes. Dans quel but ?

Ce but, les événements qui se sont déroulés depuis lors se sont chargés de nous l'apprendre. Ce travail méthodique, quotidien, des conjurés national-socialistes était à la base de la révolte des généraux et faisait partie d'un plan hitlérien de grande envergure, plan qui, par le déclenchement de la guerre d'Espagne, devait entrer dans la phase des réalisations.

Ce n'est qu'une petite sélection de ces 40.000 documents que l'on a pu donner dans cet ouvrage. Ils ont trait au travail de presse et de propagande, aux tentatives de corruption, au

mouchardage, à l'activité de la Gestapo, à l'espionnage économique ainsi que militaire, à l'agitation au Maroc espagnol, qui devait mener à des événements sanglants. Enfin, ils concernent la participation active à la révolte militaire espagnole et aux livraisons d'armes avant même que cette révolte n'ait éclaté. Tels sont les principaux domaines de l'activité national-socialiste en Espagne avant le 18 juillet 1936.

Les nationaux-socialistes n'étaient d'ailleurs pas seuls à exécuter ce travail. Tandis qu'ils prenaient surtout à charge les généraux espagnols et la Phalange, Mussolini se réservait le soutien des traditionnalistes espagnols (de tendance monarchiste) et les carlistes.

Déjà en mai 1937, le gouvernement espagnol avait publié le procès-verbal d'une conférence qui avait eu lieu à Rome au printemps 1934 entre Mussolini et certains hommes politiques espagnols de droite, entre autres le leader monarchiste Goicocea. Au cours de cette entrevue Mussolini s'était engagé à fournir aux droites monarchistes en Espagne un million et demi de pesetas, 200.000 fusils et 200 mitrailleuses. Des documents découverts plus tard ont démontré que Mussolini avait tenu parole. Longtemps avant le soulèvement, des armes italiennes, de l'or italien s'acheminaient vers l'Espagne.

Il en était de même de l'or allemand et des armes allemandes. Le général Sanjurjo s'en

était assuré la fourniture au cours d'un séjour à Berlin au printemps 1936. Dans le chapitre intitulé « Espions et conjurés », on peut lire comment, peu de temps après, les armes allemandes parvenaient aux conspirateurs.

On était donc à Berlin absolument au courant des préparatifs en vue de l'insurrection. Plusieurs mois avant la révolte, la presse national-socialiste avait essayé de la justifier en publiant force récits inventés de toutes pièces au suet de soi-disant atrocités perpétrées en Espagne sous le régime républicain. Et le 15 juillet 1936, donc trois jours avant le déclenchement du mouvement, on l'annonçait dans le *Völkischer Beobachter* en ces termes :

« En tout cas ce ne serait au cours des derniers vingt ans, pas la première fois si la trêve estivale que l'Espagnol est accoutumé d'avoir, devait être troublée par des surprises politiques graves »

« Les bâtons lancés dans les roues de la France »

En participant à la préparation et à l'organisation de la guerre civile d'Espagne, le national-socialisme ne faisait que suivre un chemin que l'impérialisme allemand avait déjà maintes fois indiqué. En effet les fauteurs de guerre allemands ont toujours misé sur la carte espagnole. C'est Bismarck qui inventa la méthode, qui trouva la formule « *Spanische fliege in Frankreichs Nacken* ». On peut

traduire librement : des bâtons espagnols dans les roues de la France. La politique allemande pendant la guerre mondiale montre que la leçon n'avait pas été oubliée à Berlin.

Le professeur pangermaniste Paul Herre, déclarait dans son livre : « L'Espagne et la guerre mondiale » publié à Munich en 1915 :

« On peut être absolument sûr que les dirigeants de l'Etat allemand ont leur part secrète dans mainte décision du gouvernement espagnol ».

La flotille sous-marine allemande stationnée à Pola coula 127.000 tonnes de navires alliés ou neutres dans l'espace de quatre mois (d'octobre 1916 à janvier 1917). Les unités trouvaient un refuge constant dans les eaux espagnoles où, grâce à l'activité d'agents allemands et l'aide enthousiastes d'officiers espagnols, la marine du Reich possédait de nombreux points d'appui. Pour ne citer qu'un cas : le sous-marin V-35 commandé par le capitaine lieutenant Lothar Arnauld de la Perrière, fit escale le 21 juin et de nouveau le 30 septembre 1916 à Carthagène, base navale espagnole, où il se ravitailla en essence et en vivres. Lors de sa première escale, sur sa route aller et retour, il coula 40 navires français ou anglais, totalisant 57.000 tonnes ; la deuxième visite lui valut un butin de 61 navires, jaugeant 70.000 tonnes, pour la plupart anglais et italiens. Il est évident que ces escales à Carthagène avaient été profitables. Ces cas de viola-

tion de neutralité avec le consentement tacite du gouvernement espagnol se répétèrent si souvent qu'en fin de compte le scandale qui en résulta occasionna la démission du ministre de la Guerre d'alors, le général Primo de Rivera.

Hitler proclame que la France est « de beaucoup l'ennemi le plus redoutable » et encore « l'ennemi mortel allemand » (Adolf Hitler, *Mein Kampf*, pp. 704 et 699). Un tel homme politique allemand ne peut que s'inspirer de la politique de Bismarck. Il peut, ce faisant, s'appuyer sur les forces en Espagne chez lesquelles la germanophilie est de tradition et qui, du temps de Bismarck et pendant la guerre mondiale, avaient travaillé pour l'Allemagne impériale. La citation qu'on va lire n'est pas, comme on serait tenté de le croire, du *Voelkischer Beobachter* de 1936, mais de la *Gazette de Francfort* du 18 octobre 1916 :

« Cependant, la partie saine de la population, presque tous les officiers, les cléricaux, les conservateurs qui suivent Maura, les adhérents de Jaime, les Carlistes, expriment ouvertement leurs sympathies pour l'Allemagne ». (Lettre d'un commerçant allemand domicilié à Madrid et y jouissant d'excellentes relations dans le monde et dans les affaires).

Quant à la lettre dont le texte suit, adressée le 30 juin 1915 par le commandant en chef austro-hongrois, Conrad von Hoetzendorff à son collègue allemand le général von Falken-

hayn, elle ressemble étrangement aux documents que l'on lira dans le chapitre intitulé « Presse et Propagande » :

« L'opinion publique en Espagne dépend de la presse de Madrid et, en partie, de celles des villes provinciales : Séville, Barcelone, Valence et Bilbao, et deuxièmement, de l'influence exercée par quelques personnalités politiques. Ces journaux et personnalités, ne jouissant ni de subventions du gouvernement, ni d'indépendance financière propre, peuvent tous, sans exception, être achetés.

Mon correspondant, digne de toute confiance, m'informe qu'en sacrifiant de 10 à 20 millions de couronnes, on peut gagner à notre cause les deux facteurs et garantir non seulement une alliance de l'Espagne avec les puissances centrales, mais aussi la déclaration de guerre de l'Espagne à la France . »

L'isolement et l'encerclement de la France

Celui qui veut comprendre la politique de Hitler en Espagne ne doit jamais oublier qu'elle est inspirée par deux idées maîtresses : 1° Hitler ne veut tolérer à côté de l'Allemagne aucune deuxième puissance continentale de premier ordre ; 2° La guerre avec la France qu'il estime inévitable, doit être préparée par l'isolement politique de la France. Ces idées sont exposées dans *Mein Kampf* avec une clarté qui ne laisse rien à désirer, ce qui a peut-être induit maints Français à les considérer plutôt comme une théorie académique que comme une directive à réaliser. Un

homme politique français me demanda un jour : « Croyez-vous qu'on puisse faire une politique comme on fait un livre ? » Question à laquelle, hélas, les événements se sont chargés de répondre. *Mein Kampf* est réellement la directive de la politique hitlérienne. Ce livre, écrit de 1924 à 1926 prévoit toutes les initiatives que Hitler a prises depuis qu'il est au pouvoir ; il prévoit également celles qu'il prendra à l'avenir. Les États démocratiques ne se font pas idée de l'intensité de la propagande dont Hitler se sert pour réaliser cette politique, qui veut faire du national-socialisme le maître de l'Europe. L'alpha de la propagande hitlérienne est le mensonge. Hitler, d'ailleurs, ne s'en cache pas ; il écrit dans *Mein Kampf* :

« Les seuls mensonges qui ont de l'efficacité sont les mensonges exceptionnellement gros, si gros qu'il ne vient à l'idée de personne qu'ils pourraient être des mensonges... L'énormité du mensonge est en une certaine mesure un facteur de la crédulité ».

Le mensonge sert d'avant-garde aux avions et aux tanks. Ainsi plusieurs mois avant le 18 juillet 1936, la presse nazie en Allemagne et le ministère de la Propagande du Dr. Goebbels avaient répandu à l'étranger la nouvelle que les élections espagnoles du 16 février 1936 seraient suivies d'anarchie et de désordres sanglants. Trois jours avant l'entrée des troupes hitlériennes en Autriche, on employait

la même méthode. On voit que les délais entre le mensonge et l'action qu'il doit préparer se raccourcissent. Les reportages publiés dans la presse allemande avant l'annexion de l'Autriche ressemblent comme des frères jumeaux à ceux publiés au sujet de l'Espagne en mars 1936 et pendant les mois qui suivirent.

Le national-socialisme connaît le profond amour de la paix qui anime les masses de tous les pays. C'est pourquoi il cache ses intentions belliqueuses sous des déclarations pacifiques. Ils sont nombreux, ceux qui tombent dans ce piège des phrases pacifiques de Hitler. C'est à eux sans doute que pensait le secrétaire l'Etat, colonel Hierl, lorsqu'il écrivait ces lignes dans son livre : « Les bases de la politique militaire allemande » :

« Ce pacifisme hypocrite est un moyen de combat et est susceptible de servir à la préparation de la guerre. Il chloroforme l'adversaire à l'aide de phrases pacifiques et cherche ainsi à l'induire à négliger ses armements. La brume soporifique dont il enveloppe l'adversaire est également utile à masquer nos propres armements. »

C'est ainsi que cette « brume soporifique » est lancée sur la France et sur l'Angleterre, tandis que tonnent en Espagne les canons Krupp, tandis qu'en Autriche les avions Junkers vrombissent et que la marche pesante des régiments hitlériens réduit au silence du désespoir la majorité de la population.

Ce n'est pas seulement sous le masque d'ini-

tiatives pacifiques que se présente l'action hitlérienne dans les régions danubiennes ou au delà des Pyrénées pour isoler la France, l'encercler et préparer ainsi son anéantissement. Il y a un autre prétexte : Hitler lui-même nous l'a indiqué : « combattre le bolchevisme qui sape les fondements de la civilisation européenne ». La technique de l'incendie du Reichstag se discerne clairement dans les événements d'Espagne ; là aussi on prétend qu'un soulèvement communiste aurait été à la veille de se déclencher. Là aussi on prétend avoir découvert des documents établissant ces intentions communistes, documents que l'on va, dit-on, publier incessamment.

Mais là aussi on se garde bien de les publier. Vingt mois après que le général Franco, du fond du Maroc espagnol, eût lancé sa campagne de destruction contre sa patrie, pas un seul de ces fameux documents n'a vu le jour ; on n'a pas fourni l'ombre d'une preuve que les communistes espagnols auraient préparé ou même seulement envisagé l'éventualité d'un soulèvement.

Non — il est faux de dire que la guerre d'Espagne répondait à la nécessité de repousser un putsch communiste ; au contraire, il s'agit d'une rébellion de tous les éléments anti-démocratiques d'Espagne, soutenus de la façon la plus vigoureuse par les Etats autoritaires.

Le poison de l'anti-bolchevisme vient s'ajouter à la brume du pacifisme hypocrite.

Le national-socialisme a formé une galerie de soi-disant bolcheviques. Un nouveau nom y apparaît en mars 1938. C'est celui du catholique Schuschnigg qui prend place à côté du républicain Azaña, du libéral Martinez Barrio, du conservateur Eden.

La Méditerranée et le front des Pyrénées

Si l'Espagne est l'alliée de l'Allemagne, celle-ci peut menacer la France de deux côtés. Si Hitler devait contrôler les Pyrénées, toute action française en Europe se verrait paralysée par le danger d'une attaque dans le dos.

L'alliance espagnole permettrait à l'axe Rome-Berlin de menacer les communications de la France avec ses colonies non seulement dans le quadrilatère Marseille - Tunis - Oran - Port-Vendres, mais encore sur la ligne de Bordeaux à Casablanca et Dakar.

Déjà avant la venue au pouvoir de Hitler, la littérature militaire allemande faisait allusion au rapprochement avec l'Italie et à la valeur stratégique de l'Espagne en cas de guerre contre la France. En 1931, la *Deutsche Wehr* (No. 10) publiait une étude de ces problèmes par le professeur Dr. Fecht, collaborateur du haut commandement des Troupes d'Assaut :

« L'Allemagne et l'Italie ont le même adversaire principal, la France.. La conférence navale de Londres a mené à une course aux armements de terre et de mer entre ces deux puissances méditerranéennes. La France doit s'efforcer de maintenir son premier rang en Méditerranée pour éviter de voir couper ses lignes de communications avec l'Afrique du Nord. Le manque de territoire suffisant pour sa population pousse l'Italie vers une expansion qui, en premier lieu, vise la Tunisie française. A la suite de ces différends, un conflit armé n'est nullement impossible.. L'Italie doit donc aujourd'hui souhaiter que l'Allemagne soit assez forte économiquement, politiquement et militairement, pour repousser toute tentative française de passage par l'Allemagne méridionale lorsque les hostilités seront engagées à la frontière des Alpes. »

Le commandant Hans Rohde, l'un des écrivains allemands les plus connus, a publié en 1931 un livre intitulé : « Les différends politiques, militaires et économiques entre la France et l'Italie ». Il y traite longuement de la question d'Espagne :

« Grâce à sa situation géographique, l'Espagne contrôle toute la navigation entrant et sortant de Méditerranée par le détroit de Gibraltar. Sans doute, la force de cette position est-elle considérablement diminuée par le Gibraltar anglais et le Tanger international. Elle reste cependant suffisamment importante pour assurer à l'Espagne une influence décisive en cas de conflit franco-italien. La même chose est vraie à plus forte raison des Baléares. La possession des Baléares donne à l'Espagne la position la plus importante de toute la Médi-

terranée occidentale La signification de ces îles du point de vue stratégique ressort de la carte, ainsi que de l'histoire des temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Elles ont joué un rôle de premier plan dans presque toutes les guerres maritimes qui se sont déroulées en Méditerranée occidentale. Ce n'est sans doute pas sans cause que la flotte anglaise fréquente ces eaux assez longtemps presque chaque année... Ce n'est pas sans raison que, ces temps derniers, la France cherche de plus en plus à assurer la neutralisation de ces îles. Enfin, ce n'est pas un hasard qui les fit choisir comme unique escale de la puissante escadrille italienne qui, en 1928, accomplissait un raid au-dessus de la Méditerranée occidentale

...Si un jour le projet français de canal entre Bordeaux et Narbonne devait se réaliser, cette importance stratégique et navale des Baléares se trouverait encore amplifiée à un degré extraordinaire.

...Ces îles, avec Carthagène, Cadix, la côte du nord marocain, El Ferrol et les Canaries, confèrent à l'Espagne une position extrêmement importante au flanc du duel franco-italien ; position qui revêt une importance d'autant plus grande que l'Espagne dispose de forces armées de terre, de mer et d'air qui ne sont pas négligeables.

...Grâce à sa situation stratégique et à sa force militaire, l'Espagne est appelée à jouer le rôle décisif dans un conflit franco-italien. L'Espagne serait à même, en se servant, ou des Baléares ou de Carthagène comme base, de diminuer ou d'augmenter très appréciablement le danger qui menacerait le transport des troupes coloniales françaises d'Alger et de Tunis à Marseille ou à Toulon de la part des forces navales italiennes basées sur leurs points d'appui en Sicile et en Sardaigne. De plus, l'Espa-

gne, de ses bases d'El Ferrol, de Cadix et des Canaries, pourrait faciliter ou entraver sérieusement le transport d'unités navales françaises de l'Atlantique en Méditerranée, et influencer de même les communications entre la métropole et les ports de l'Afrique Occidentale Française. En dernier lieu, il y a la frontière entre l'Espagne et la France, qui permettrait à l'Espagne d'immobiliser une partie de la flotte et des portions appréciables de l'armée française. »

Il serait superflu d'ajouter à ces lignes un commentaire quelconque.

Depuis la venue au pouvoir de Hitler, la littérature militaire allemande au sujet de l'Espagne a augmenté de volume, mais les conclusions de ces nouvelles études restent les mêmes : une Espagne francophobe crée un troisième front, celui des Pyrénées et menace les communications de la France avec ses colonies.

Le contrôle de l'Espagne constituerait donc un facteur d'une importance capitale dans cette guerre future contre la France dont rêve le national-socialisme et qu'il s'applique à préparer.

Minerais de fer, de cuivre, de zinc et de plomb

Ce ne sont pas en dernier lieu des considérations d'ordre économique qui déterminent l'intérêt que porte le Troisième Reich à l'Espagne et avant tout au Maroc espagnol.

Le 1^{er} novembre 1936, le ministre allemand Goebbels s'écriait à ce propos au cours d'un discours tenu à Berlin :

« Il nous faut des matières premières. Puisque nous ne les possédons pas, on doit nous abandonner notre part des richesses du monde. »

L'appétit de l'industrie lourde allemande en fait de matières premières pour le réarmement est tout à fait anormal. C'est toujours le même cycle. On a commencé par armer pour obtenir des matières premières et maintenant on a besoin de matières premières pour continuer à armer. De plus, on s'inquiète de constituer, pour le cas de cette guerre que l'on projette, des stocks de réserve de matières premières.

Il se trouve que ce dont on a le plus besoin se trouve en Espagne et dans les colonies espagnoles : du cuivre au Maroc et dans les mines du Rio Tinto, du fer dans le Nord, du mercure à Almaden, et à Penarroja où se trouve également du manganèse. Du zinc, du plomb et de l'argent. Du caoutchouc dans la Guinée espagnole. Il y a là vraiment de quoi bien garnir la table du Troisième Reich qui souffre de la faim et de l'autarchie ! La finance allemande participe depuis toujours à l'exploitation du sous-sol espagnol, et le Reich veut maintenant s'assurer en Espagne ses matières premières pour l'avenir.

Le tableau suivant montre dans quelle mesure cela est réalisable.

	Production espagnole en 1929	Importation allemande en 1935
Minerais		
de fer ..	7.600.000 tonnes	14.000.000 tonnes
cuivre ..	540.000 »	400.000 »
zinc ...	160.000 »	120.000 »
plomb ..	120.000 »	1.000.000 »

Il en ressort que l'Allemagne a la possibilité de se procurer en Espagne une grande partie des métaux dont elle a besoin pour ses superarmements, et qu'elle n'a pas attendu la fin de la guerre civile, mais a agi rapidement et énergiquement.

Dans un discours tenu peu avant la prise de Bilbao au printemps 1937, Hitler déclara :

« Le général Franco doit remporter la victoire, car nous avons besoin du minerai de fer de Bilbao. »

On voit que combattre le Bolchévisme en Espagne est en réalité combattre pour se procurer du minerai de fer ! La « libération du peuple espagnol, opprimé par le communisme » est en réalité une tentative d'enlever au peuple espagnol les richesses de son sous-sol.

L'Espagne et l'Autriche

Nous avons déjà dit que Hitler veut isoler la France ; ses initiatives en Espagne et dans

la région danubienne en sont une nouvelle preuve. La guerre d'Espagne fut la première entreprise militaire de Hitler au delà des frontières du Reich. Cependant, il estima nécessaire de déguiser en « volontaires » les soldats qu'il expédiait en Espagne. Ses avions survolaient les Pyrénées de nuit et en secret. Les navires qui transportaient ses fournitures de tanks et de canons pour Franco surent éviter les contrôleurs de la Non-Intervention.

En juillet 1937, il s'aventura plus loin; il osa entreprendre sa première action militaire sous le drapeau allemand. Les vaisseaux de guerre de Hitler bombardèrent Almería.

En août 1936, Hitler avait signé ce pacte qui est connu dans l'histoire sous le nom d'Accord de Non-Intervention. Il ne connaissait probablement pas le mot de Talleyrand au Congrès de Vienne: la non-intervention est une formule diplomatique mystérieuse qui souvent sert de masque à l'intervention. Mais s'il ne connaissait pas ce mot, il en a confirmé le sens. Le Troisième Reich, comme Mussolini, n'a jamais eu la moindre intention d'observer la Non-Intervention. Il a fourni des hommes et des armes à Franco. Il a observé attentivement la façon dont les puissances démocratiques réagissaient à cette violation flagrante et persistante d'un accord solennellement conclu. Il y eut des discours et des protestations; mais il n'y eut aucun acte. C'est là-dessus que des aviateurs allemands incendièrent et détruisi-

rent Guernica et par des bombardements aériens quotidiens, terrorisèrent la population civile de Bilbao et de Santander. Rien ne se passa. Aussi les croiseurs allemands se mirent à bombarder Almería.

Encore rien. Alors Hitler déclara qu'il ne tolérerait en aucune circonstance l'existence d'un régime bolchevique en Espagne. Par « régime bolchevique », le National-Socialisme comprend tout ce qui n'est pas fasciste).

Lorsqu'il eût constaté que rien, toujours rien, ne se passait, Hitler somma le Chancelier Schuschnigg de se rendre à Berchtesgaden le 12 février 1938 et lui asséna un ultimatum. Toujours aucune réaction. Le 20 février 1938, Hitler déclara au Reichstag qu'il assumait le rôle de protecteur de tous les Allemands vivant en dehors des frontières du Reich.

Comme on ne réagissait encore pas, Goering renchérit quelques jours plus tard : « L'armée de l'air allemande serait prête à entrer en action pour protéger les Allemands en dehors du Reich ». Rien, toujours rien ! Alors, le 11 mars 1936, les troupes d'Adolf Hitler envahirent l'Autriche. L'Autriche fut rayée de la carte de l'Europe.

Grâce à l'héroïsme du peuple espagnol, Hitler et Mussolini n'ont pas réussi à faire de même de la République espagnole. Mais ils ont réussi à s'emparer de certains points stratégiques de la plus haute importance. La

guerre d'Espagne leur a permis d'accumuler dans le dos de la France environ 1.000 avions et 800 canons. Ce sont les méthodes de la guerre d'Espagne qui ont été appliquées en Autriche. La guerre d'Espagne trouvera demain sa continuation en Tchécoslovaquie.

Il y a un dénominateur commun à toutes ces entreprises, depuis le bombardement d'Almería jusqu'à l'occupation de Vienne et la menace à Prague. Ce dénominateur commun, c'est l'hostilité à la France.

Il est important de dévoiler les méthodes que le national-socialisme a employé pour préparer la guerre civile et la guerre d'intervention. Les 40.000 documents découverts à Barcelone et décrits dans cet ouvrage, mettent ces méthodes en lumière. Ce sont les méthodes employées par le national-socialisme en Espagne. Mais ce sont les mêmes qu'il a appliquées en Autriche, qu'il emploie aujourd'hui à Eupen-Malmédy, que Heinlein pratique en Tchécoslovaquie, et dont se servent les groupes locaux et les agents de propagande nazis en France et en Angleterre.

Il n'y avait que trois jours que la guerre civile avait éclaté lorsqu'on trouva ces documents. Depuis lors le monde a pu constater les résultats de ce travail national-socialiste en Espagne.

Qui veut vaincre l'adversaire doit étudier ses méthodes. C'est dans ce but que ce livre a été écrit.

LE « REPRESENTANT DE LA SOUVERAINETE » ET SA « MAISON D'IMPORTATIONS »

« D'abord, j'avais eu l'intention de ne pas me mêler activement à la politique de l'Espagne, ne connaissant pas les conditions du pays. Mais on y travaille avec tant d'intensité que le vieux nazi que je suis n'a pu résister à la tentation. »

Le « vieux nazi qui n'a pu résister à la tentation » est M. Hans Hellermann, 28 ans, chef de la section « Espagne » du Parti National-Socialiste depuis avril 1936. La phrase que nous venons de citer se trouve dans une lettre, adressée le 24 mars 1934 à un ami résidant à Schwerin dont Hellermann est originaire.

Hans Hellermann est le quatrième lieutenant de Hitler dans la presque île ibérique. M. Friedhelm Burbach, établi comme commerçant à Lisbonne dès 1930, était le premier chef de la section « Espagne et Portugal » du Parti. Il s'occupait d'exportations. L'article préféré qu'il exportait, c'était le national-socialisme. Burbach est aussi un « ancien ». Il a fait une brillante et rapide carrière au sein du Parti : en 1934, il devient le directeur de l'Of-

ficie IV (ultérieurement Office II) de l' « Organisation pour l'Etranger du Parti National-Socialiste ».

C'est en 1930 que Burbach commença à organiser un groupement nazi au Portugal. La légation allemande de la République de Weimar à Lisbonne lui assurait sa précieuse collaboration. En effet, alors que M. Burbach attaquait, dans des articles de journaux et dans des tracts, la « République des juifs », il faisait adresser son courrier à la légation de cette même « République des juifs » à Lisbonne ! Cette légation, comme d'ailleurs presque toutes les légations à l'étranger, hébergeait, bien avant l'avènement au pouvoir de Hitler, un grand nombre de membres inscrits au Parti National-Socialiste. Ces messieurs ne manquaient pas de renseigner les chefs nazis sur les moindres mouvements de la politique allemande à l'étranger. Ils contribuaient activement à discréditer la République à l'étranger et à la miner à l'intérieur.

C'est grâce à ses relations étroites avec de nombreux services portugais — relations qui ressortent de sa correspondance — que Burbach put s'attaquer déjà en 1931 et 1932 à l'Espagne. C'est lui qui créa, en collaboration avec M. Walter Zuchristian, employé de la Maison Siemens à Madrid, le filet brun en Espagne.

Après le 30 janvier 1930, M. Burbach devient commissaire du Parti National-Socialiste pour

l'Espagne et le Portugal. A Barcelone un certain Hermann Sack devient chef de la section « Espagne » tandis que Walter Zuchristian devient le chef du territoire espagnol central et méridional.

Après avoir été nommé à un poste important dans l'Organisation pour l'Etranger du Parti, Burbach « éloigne » son « camarade » Sack suivant la manière habituelle. Sack est mêlé à un scandale financier au sein du Parti. Il est remplacé par Zuchristian qui est ainsi récompensé de l'appui qu'il a prêté à Burbach en Espagne pendant la période d'organisation.

Burbach s'occupe des sections en Grande-Bretagne et Irlande, France, Espagne, Portugal, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas, Algérie, Tunisie, Maroc Espagnol et Maroc Français. Sa compétence nous est révélée dans les « Communications (confidentielles) de l'Organisation pour l'Etranger du Parti ». La section espagnole peut profiter ainsi des expériences si importantes faites en France et en Angleterre et vice-versa.

« Nous attendons le moment propice... »

A peine au pouvoir, le national-socialisme commence à élargir la base de son travail à l'étranger. Il n'a plus besoin de compter sur des subventions, sur des sommes soutirées à l'industrie complice ; maître du Trésor, il fait

rouler à l'étranger le Mark de M. Goebbels. « La section Espagne », lisons nous dans une lettre de M. Burbach, adressée à Zuchristian le 12 août 1933, « peut compter sur un budget élevé ». Au moment où Burbach écrit cette lettre, les droites en Espagne sont déjà en train de gagner du terrain. Dans les débuts de la République Espagnole, les nationaux-socialistes, par crainte de représailles et se faisant une idée trop haute de la vigilance des républicains espagnols, n'avaient travaillé qu'avec une extrême prudence ; ils avaient concentré tous leurs efforts sur la création de « bases » et de « noyaux ».

L'extrait suivant d'une lettre, adressée par Zuchristian à Burbach le 12 mars 1933, est caractéristique du travail nazi en Espagne à cette époque :

« Nous attendons le moment propice. Pour le moment, nous ne bougeons pas ; mais nous préparons tout pour déployer notre activité lorsque la révolution viendra. Tous les symptômes font ressortir que le peuple ne veut plus du gouvernement des gauches et qu'il veut se libérer. Soyez sans crainte — nos groupes locaux seront prêts à ce moment... »

Le moment viendra en effet... Les élections de 1933 confirment la victoire de M. Gil Robles. M. Lerroux, « radical », président du conseil en tant que lieutenant du fascisme, livre à Gil Robles l'accès du mécanisme de l'Etat. De même que les nazis, avant l'avènement au

Auslands-Organisation der N.S.D.A.P.
Hamburg

Personalamt

Personalbogen



des Hans Hellermann

(Name und Vorname)

Wohnort: (genaue Anschrift) Barcelona, Calle de Jesús, 6, 5º

Geboren: (Jahr, Tag, Monat) 26. Dezember 1909

Bo? (Ort, Reg.-Bez., Bundesstaat) Schwelm i/Westf., Regierungsbezirk
Arnsberg i/Westf. Preussen.

Religion: evangelisch-lutherisch

Verheiratet: (wann?) nein

(mit wem? Geburtstag) ---

Kinder: (Vorname, Geburtstag, falls erwachsen, ob erwerbstätig?) ---

Beruf: selbst. Vertreter

Welche Stellung bisher bekleidet? kaufm. Korrespondent i/fa. Schmidt & Co., A.-G.
Schwelm i/Westf.
(Zeugnisabschriften)

Schulen, Weggang, Studium: Volkschule, Realgymnasium, Oberrealschule.
kaufm. Lehrling, Angestellter.

Militärische Dienstzeit: (Reinholdat, Orden und Ehrenzeichen?) ---

Mitgliedsnummer: (186 221)
1-86 721

Eintritt in die Partei: Dezember 1929

Gerichtliche Strafen: ---

La fiche individuelle de M. Hellermann, chef de la conspiration
national-socialiste en Espagne.

Veh...

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Reichsleitung
Auslands-Organisation

Bankkonto: Hamburger Sparkasse von 1827
Zahlstelle: Grindelallee unter:
Ernst Wilhelm Bohle NSDAP. Auslands-Abt.
Postcheckkonto: Hamburg Nr. 67877 unter:
Ernst Wilhelm Bohle NSDAP. Auslands-Abt.
Fernsprecher: 44 48 44/44 48 45



Postanschrift: Hamburg 1, Postfach 787,
ohne jeden Zusatz.
Einschreiben, Wertsendungen usw. an:
Ernst Wilhelm Bohle, Hamburg 13,
Harvestehuderweg 22
Drahtanschrift: Elhob, Hamburg

Veh...

Adjutantur.

W1./F.

Hamburg 13, den 8. Juni 1934.
Harvestehuderweg 22

Landesgruppenleiter S p a n i e n.

Betr.: A u s k u n f t .

Ich danke Ihnen für die in Ihrem Schreiben vom 4.6. 1934 erteilte Auskunft über den Botschafter Graf von Welczeck.

Bezüglich der anderen beiden erwähnten Herren ist über die fraglichen Punkte selbstverständlich jede direkte Anfrage Ihrerseits bei den Betreffenden zu vermeiden.

Über die arische Abstammung und Logenzugehörigkeit sind die Angehörigen des Auswärtigen Dienstes sowieso verpflichtet, entsprechende Erklärungen abzugeben. Mich würde es interessiert haben, wenn Sie noch etwas Näheres über die frühere politische Gesinnung und Einstellung der beiden Herren mir hätten mitteilen können. Vor allem erwartete ich eine klare Stellungnahme, ob Sie sich für oder gegen eine Aufnahme derselben aussprechen.

Ich weiss, dass, je grösser das Verantwortungs-
bewusstsein, umso schwieriger eine entscheidende
und endgültige Stellungnahme in diesem Falle oft ist.
Ich darf Sie aber bitten, mir nach erneuter Über-
prüfung der Angelegenheit einen definitiven Bescheid

b.w.

Lettre confidentielle de l' « Organisation pour l'Etranger » au
chef de la Section « Espagne », demandant des renseignements
sur le comte Welczeck, Ambassadeur à Madrid, et tout le
personnel de l'Ambassade.

pouvoir de Hitler, avaient placé aux points stratégiques de la République allemande leurs partisans, ainsi les créatures de Gil Robles prennent peu à peu les leviers de commande essentiels de la République Espagnole.

L'assassinat de partisans des gauches est à l'ordre du jour. Cette méthode devient légale le jour où M. Gil Robles fait supprimer par son lieutenant, M. Lerroux, l'autonomie de la République Catalane, où il permet au « Tercio » de faire sa besogne sanglante dans les Asturies, où il fait fermer et incendier les maisons syndicales et où il expose aux horreurs des prisons espagnoles 30.000 adhérents des gauches.

Les « vieux nazis » se sentent à l'aise dans ce « climat » politique. Déjà en juin 1933, Zuchristian adresse une circulaire aux groupements locaux en leur ordonnant d'entrer en rapport avec les « fascio » locaux des droites espagnoles. M. Gil Robles fait le voyage de Nuremberg où il représente, auprès du Congrès National du Parti National-Socialiste, son parti. L'alliance entre le fascisme espagnol et le national-socialisme allemand reçoit ainsi sa consécration officielle. Des chefs triés sur le volet du parti de M. Gil Robles sont envoyés en Allemagne pour y recevoir une instruction spéciale. Des « anciens » du Parti National-Socialiste qui opèrent en Espagne, deviennent les instructeurs des différents groupements fascistes de ce pays.

Les lettres de la direction de la section « Espagne » des nazis prouvent qu'il existe des affinités entre le fascisme espagnol et le national-socialisme. Voici comment Zuchristian parle de la répression sanglante, par le « Tercio » et les Marocains, de la révolution des Asturies dans une lettre en date du 18 octobre 1934 : « Enfin on devient énergique. On extirpe les rouges ! » Et l'arrestation du Président Azaña qui provoque une tempête de protestations mondiale est jugée par Zuchristian dans une lettre comme suit : « C'est la récompense qu'a méritée cet agitateur ! »

Cinquante groupes locaux et « bases »

(« Stützpunkte ») !

Les années de Gil Robles sont les belles années du national-socialisme en Espagne. Une puissante organisation est créée. On a établi environ cinquante groupes locaux et « bases » en Espagne et au Maroc Espagnol. Comme dans tous les autres pays, la construction des organisations nazies se fait d'après les principes suivants : le groupe local et la « base » (« Stützpunkt ») constituent le noyau du travail national-socialiste local. Les organisations auxiliaires — telles que le « Front du Travail Allemand », les associations scolaires, les associations de l'Eglise, la « Fédération des

femmes allemandes à l'étranger » et autres — se groupent autour de ce noyau. Les noyaux nazis ne sont pas connus du public. On ne fait acte de présence qu'en tant que « colonie allemande ».

Une précaution qui s'est révélée particulièrement utile en France est aussi adoptée en Espagne. Les chefs principaux du national-socialisme sont des « employés » des grandes maisons allemandes ou de leurs succursales et agences établies en Espagne. Zuchristian « travaille » chez Siemens à Madrid. C'est là que travaille également son préposé à la Gestapo, Carl Cords, chef du « Service des Ports ». Le chef du groupe local de Barcelone, Hans Hellermann, qui devient plus tard chef de la section « Espagne » est en mesure de camoufler son activité derrière ses apparentes occupations de la « maison d'importations » Hellermann et Philippi. M. Engling, chef du Service des Ports à Barcelone, et son suppléant sont « employés » de la maison « Soies Gütermann ». Le chef de la base d'Alicante, Kindler von Knobloch, est le chef de la maison Baquera, Kusche et Martin, messageries maritimes. Ainsi le travail du national-socialisme est camouflé et financé à la fois par des représentants de l'économie allemande mise au pas.

Les sections et les groupes locaux sont militairement constitués. L'Organisation pour l'Etranger publie quotidiennement son « ordre du jour ». Il y a une « voie hiérarchique »,

il y a des « règlements de service ». Tous les ans, les « chefs politiques » sont de nouveau « assermentés ». Il y a un « Tribunal du Parti » et des « peines de Parti ». Les chefs des sections et des groupes locaux ont leur « Etat-Major ». Dans leur district ils sont les maîtres absolus munis de pouvoirs discrétionnaires. Le « Fuehrer » leur a donné le titre de « Représentant de la Souveraineté » (« Hoheits-traeger »). Les représentants diplomatiques mêmes du Troisième Reich sont subordonnés à leur « souveraineté ». Le chef de section et ses groupes locaux sont les véritables représentants du Troisième Reich à l'étranger.

Les chefs politiques — c'est ainsi que l'on désigne les fonctionnaires les plus importants, jusqu'au chef du groupe local en descendant l'échelle — reçoivent une partie de leurs directives par divers périodiques. Le plus important de ces organes, c'est le « Mitteilungsblatt der Auslands-Organisation » paraissant régulièrement depuis 1934. Ces « informations » contiennent des règlements confidentiels sous forme de « décrets du Gauleiter ». Citons l'exemple suivant :

« Office du Commerce Extérieur 152/35.

Re : noms fictifs dans les circulaires.

Je vous prie d'employer dorénavant en répondant aux circulaires de l'Office du Commerce Extérieur les noms fictifs suivants :

Aryen :	groupe 1
Membre du Parti :	groupe 50
Franc-maçon :	groupe M
Juif :	groupe U

Dans les lettres normales vous pouvez continuer à employer les mots de « aryen, membre du Parti, franc-maçon, juif », etc.

Berlin, le 17 mai 1935.

Signé : W. Bisse. »

A côté de ce « Mitteilungsblatt », vingt bureaux différents de l'Organisation pour l'Etranger du Parti publient des instructions spéciales à l'usage des « chefs politiques » en Espagne !

On a déployé la plus grande habileté pour camoufler la dépendance de certaines organisations du commandement suprême national-socialiste en Espagne ; tel est le cas pour le « Front du Travail », le « Deutscher Fichte-Bund » et les organisations réunies dans la « Fédération des associations allemandes » telles que les associations scolaires, l'association de gymnastique, l'office pour les échanges scientifiques, les communes catholiques et protestantes et de nombreuses autres associations de ce genre. Ce camouflage était nécessaire non seulement vis-à-vis de l'opinion publique en Espagne, mais aussi vis-à-vis des membres de certaines organisations, notamment des associations de caractère confessionnel dont les adhérents et membres étaient loin d'être nationaux-socialistes.

Les chefs n'ont pas la confiance des membres du parti...

Vers le milieu de 1935, les premiers symptômes d'une crise se font sentir au sein de la section « Espagne » du Parti National-Socialiste. Les nazis en Espagne sont fortement impressionnés par les nouvelles relatives à la situation économique critique du Troisième Reich. Les groupes locaux sont « démoralisés » par le coup de barre à gauche qu'annonce l'évolution de la politique espagnole. Et, point très important, la direction de la section, en s'isolant orgueilleusement du gros de ses membres, a perdu sa confiance. Des scissions se produisent au sein des associations nazies, notamment à Barcelone, à Bilbao et à Malaga. Des scandales éclatent un peu partout. Des intrigues, l'ambition et l'envie désagrègent les groupes. M. Steffin, chef du groupe local de Madrid, est inculpé d'abus de confiance et doit quitter son poste. Le Tribunal du Parti constate qu'il a commis des détournements au détriment de la maison Osram. Mais il n'est frappé que d'un avertissement. Steffin a disparu du groupe local de Madrid, mais uniquement pour obtenir de l'avancement : il est chargé de mission auprès du « Front du Travail Allemand » et il est même, en 1936, candidat au poste de chef du « Front du Travail » en Amérique du Sud. On voit que l'abus de confiance, chez les nazis,

est une condition essentielle pour atteindre aux plus hautes fonctions.....

Le chef de la section « Espagne », M. Zuchristian, n'est pas à la hauteur de sa tâche. Il est très difficile d'empêcher la désorganisation des associations national-socialistes en Espagne. Une lettre, écrite le 27 mars 1936 par un certain Erich Schnaus, se prononce à son sujet comme suit :

« On est unanime à constater dans tous les « noyaux » que la situation actuelle du groupe est la conséquence du manque de cohésion entre la direction du groupe et ses membres ainsi que du fait que les chefs n'ont pas la confiance des membres du Parti. On n'a cessé de me répéter — et en particulier de la part de camarades qui ont été des nôtres bien avant l'avènement au pouvoir — que les chefs n'ont eu aucun souci du « petit » membre du Parti... ..Personnellement, j'ai obtenu de nombreuses preuves du manque d'esprit de camaraderie dans les groupes en question.... »

Fin 1935, Zuchristian est rappelé à Berlin pour faire un rapport sur son activité. Il ne retournera pas en Espagne.

Les nazis se camouflent

C'est M. Erich Schnaus qui remplace M. Zuchristian et qui vient à Madrid en vue de réorganiser la section « Espagne ». M. Schnaus avait travaillé à l'Etat-Major de l'Organisation

du Parti pour l'Etranger. En dix-huit mois il avait obtenu un commandement dans les SS. Il passe pour un des hommes de confiance de la Gestapo au sein de l'Organisation pour l'Etranger. Cet homme est chargé — comme il l'explique dans une lettre du 27 mars 1936 adressée à l'Organisation pour l'Etranger — « de préparer jusqu'à ce qu'ils soient archiprêts les groupes en Espagne ».

Ce but ne peut être atteint sous le gouvernement du Front Populaire en Espagne qu'au moyen d'un camouflage 100 p. 100. Déjà en 1935, l'Organisation pour l'Etranger avait envoyé aux groupes locaux à l'étranger des statuts modèles en langue espagnole leur permettant de se faire enregistrer comme associations anodines et de se soustraire à toute ingérence des autorités espagnoles. Et, en effet, il n'y avait que « des associations décentralisées destinées à faciliter l'information des adhérents en ce qui concerne la vie culturelle, artistique et sociale en Allemagne ». Dans ces statuts, toute discussion de problèmes politiques ou confessionnels espagnols est rigoureusement interdite. Voici, à titre d'information, un extrait des statuts du groupe local de Barcelone qui figurait sous le titre officiel de « Union Alemaña Nacional NSDAP » :

« Il sera formé, sous le titre de « Union Alemaña Nacional NSDAP », une association en vue d'informer ses membres sur la vie culturelle, artistique et sociale en Allemagne. Il est

expressément interdit aux membres de discuter des problèmes politiques ou confessionnels de l'Espagne. »

Le siège officiel des groupes locaux est le plus souvent transféré aux consulats d'Allemagne. Vers la fin de l'année 1935, la direction de la section « Espagne » reçoit, de la part des fascistes espagnols, l'avertissement que des mesures officielles contre les groupes locaux sont à redouter. Et la fin de l'année apporte la certitude que les élections imminentes se termineront par une défaite écrasante des fascistes. La direction de la section prend toutes les mesures de précaution qui s'imposent. Le 8 janvier 1936, la lettre suivante est envoyée à tous les groupes locaux :

« Madrid, le 8 janvier 1936

Ultraconfidentiel.

Cher camarade,

La situation actuelle à Madrid nous paraît nécessiter certaines précautions et nous commander d'être tout particulièrement sur nos gardes dans les semaines prochaines. Je vous prie donc de bien vouloir déposer en un endroit sûr tous les dossiers et toute la documentation dont vous n'avez pas besoin pour travailler ; le mieux serait de les emballer, de les sceller et de les déposer au consulat d'Allemagne. Dans le cas où il faudrait renoncer à toute correspondance, je vous enverrais un télégramme ainsi libellé : « Contrato firmado, Juan. ». A partir de ce moment toute correspondance par la poste devra cesser immé-

diatement jusqu'à nouvel ordre. A ce moment vous devrez faire disparaître de votre appartement ou de votre bureau toute documentation. La présente lettre devra être détruite après lecture.

Salutations amicales. Heil Hitler !
Votre..... »

Le 4 février 1936, l'étudiant David Frankfurter abat à Davos le chef de la section « Suisse », Gustloff. Le gouvernement de la Confédération Helvétique interdit toutes les organisations centrales du Parti National-Socialiste en Suisse, c'est-à-dire toutes les directions de région ou de province. L'Organisation pour l'Etranger craint à ce moment que d'autres pays n'imitent la Suisse et donne l'ordre télégraphique que des précautions encore plus rigoureuses soient prises immédiatement.

Le 16 février 1936, les élections ont lieu en Espagne. Le Front Populaire remporte une victoire décisive. Les dirigeants nazis deviennent de plus en plus nerveux. Deux jours après les élections, la direction de la section fait circuler l'ordre suivant :

« 18 février 1936

A tous les groupes locaux, bases, etc.

A partir d'aujourd'hui, toute correspondance avec les organisations du Parti à l'intérieur et à l'extérieur de l'Espagne devra cesser. Tous les dossiers du Parti ainsi que le papier à en-tête doivent être transportés secrètement

au siège des missions du Reich, déposés et scellés. Partout où une telle mesure ne sera pas possible, la documentation devra être transférée en un autre lieu sûr.

La présente circulaire devra être détruite après lecture.

Heil Hitler !

Signé :, aide-de-camp. »

« Les réunions, si populaires, de nos clients... »

Le premier choc passé, les autorités espagnoles ayant montré qu'elles étaient beaucoup moins à craindre que l'on n'avait pensé, M. Erich Schnaus commence à s'occuper de la réorganisation dont il a été chargé. Nous publions ci-après une longue circulaire du « Front du Travail Allemand » en date du 28 mars 1936 qui montre de quelle manière cette réorganisation est réalisée. Indépendamment des ordres relatifs aux modifications à apporter à la correspondance — qui devra devenir une « correspondance purement commerciale » — aux précautions à prendre quant au fichier contenant les adresses et à la correspondance avec l'Allemagne, c'est le genre des réunions qui est modifié d'une manière décisive. On interdit les grands meetings des groupes locaux tout entiers, on organise des « réunions amicales en petit comité ». Le travail est fait par les « détachements de choc ». La circulaire du « Front du Travail Allemand » est déjà

rédigée dans le nouveau style : les membres sont des « clients », la situation politique est la « situation commerciale ».

Voici le texte de la circulaire en question :

« Ultraconfidentiel ! »

Barcelone, le 28 mars 1936

Cher Monsieur,

La situation commerciale actuelle nous force à prendre des mesures rigoureuses dans l'intérêt même de nos représentants. Nous venons de recevoir, ces derniers temps, des rapports qui nous poussent à décréter les mesures suivantes qui devront être observées rigoureusement :

Papiers d'affaires et lettres

Tous les papiers d'affaires devront être revus afin de constater si les affaires en question sont classées. Dans l'affirmative, le représentant en personne devra détruire, par le feu, les papiers pour éviter que la concurrence en prenne connaissance. Les dossiers et les lettres datant d'avant le 1^{er} octobre 1935, pourront être considérés comme périmés et détruits, étant trop encombrants. Les dossiers à conserver devront être enfermés dans des enveloppes et scellés ; ils devront être déposés en un endroit sûr pour être à l'abri de la concurrence.

Correspondance

Notre propagande par écrit doit se faire sur un papier complètement « neutre » ; toutes les communications devront également être faites sur du papier sans en-tête. Les représentants et directeurs de succursales étant assez

connus, il est inutile de signer en qualité de « directeur de succursale », etc.

Les lettres doivent être rédigées sur un ton de camaraderie.

En général, les lettres devront se terminer par : « J'ai l'honneur d'être, etc... » Pour éviter toute difficulté et tout malentendu, chaque signature sera accompagnée du nom du signataire tapé à la machine. Par exemple :

Signature :

.....

Fr. Schulze.

a) Pour tous les détails concernant la forme et la présentation de la propagande et des lettres, je vous prie de bien vouloir vous référer au modèle ci-joint.

b) Les représentants qui ont du papier à lettre avec en-tête doivent détruire ce papier. Les facsimilés de signature ne devront plus être employés.

Réunions

Les réunions, si populaires, de nos clients devront être limitées dans la mesure du possible pour empêcher la concurrence de prendre connaissance de nos méthodes. Elles devront être remplacées par des réunions en petit comité.

Adresses

Il est strictement interdit de faire figurer sur les enveloppes n'importe quelle indication. J'attire votre attention tout particulièrement sur ce point parce que je reçois tous les jours des lettres portant la mention « représentant général » ou portant seulement mon titre et le numéro de mon casier postal. Le nom du signataire de la lettre devra figurer au verso comme expéditeur.

Fichier d'adresses

Il faut le conserver de telle sorte qu'il soit toujours à votre disposition, mais introuvable pour la concurrence.

Envoi postal

Plus de carte postale pour parer à toute indiscretion !

La plus petite communication doit se faire par lettre sous enveloppe. Plus d'imprimés, excepté nos journaux !

Rapports insérés dans le journal de notre maison

La place étant trop restreinte, les rapports devront être réduits au minimum. Plus de noms. Les réunions de nos clients étant limitées, une limitation s'impose pour les rapports. Mais il faut publier dans notre journal tous les meetings, réunions sportives, bals, etc., bref toute l'activité à côté de notre activité purement commerciale.

Mandats

Devront être adressés exclusivement au nom du trésorier du représentant en question.

Circulaires

Désormais, les circulaires seront signées par les chefs de bureau du représentant général de leur nom entier sans indication de leur titre.

Correspondance avec nos amis en Allemagne

Toutes les lettres de Berlin seront désormais écrites sur du papier neutre. Nous procéderons de la même manière. Les copies continueront, comme par le passé, d'être signées et envoyées au représentant général.

Je prie tous les représentants de bien vouloir se conformer strictement aux ordres énumérés ci-dessus pour n'entraver en rien l'organisation de notre affaire.

Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de cette lettre.

D'ici peu, le numéro de l' « apartado » du représentant général changera. Vous en serez informé en temps utile.

Je profite de cette occasion pour vous rappeler que nous devons nous abstenir en tant que commerçants de toute activité politique dans le pays qui nous donne l'hospitalité.

Mit deutschem Gruss !

signé : Leistert.

Recommandée. »

Un commentaire de cette circulaire nous est donné par une lettre adressée par M. Erich Schnaus au chef du « Front du Travail Allemand », Leistert, dont la signature figure sous la circulaire que nous venons de reproduire. Dans cette lettre, datée du 1^{er} avril 1936, Schnaus exprime sa satisfaction au sujet des mesures prises et qui ont été discutées à l'occasion d'un séjour que Leistert a fait à Madrid. Voici ce que Schnaus écrit dans cet ordre d'idées :

« Cette modification apportée quant à la présentation ne doit en rien affecter la bonne marche de nos affaires. La réorganisation, au contraire, comportant un « service » plus souple à l'avantage de nos clients, devra avoir pour résultat une augmentation du chiffre d'affaires. Autrement elle serait inutile. Les rapports sur la concurrence démontrent que sa

direction n'est pas unanime en ce qui concerne l'appréciation de nos nouvelles méthodes. Il faut s'attendre, à la suite des efforts faits par la concurrence, à ce que la situation financière qui se présentera soit si tendue que les valeurs de la concurrence ne pourront pas tenir le coup. C'est pourquoi nous devons instruire aussi bien nos représentants que nos clients pour être à la hauteur de la situation qui pourrait se présenter, quelle qu'elle soit. »

Traduite « en clair » cette lettre explique que la direction du mouvement national-socialiste en Espagne se préparait dès le 1^{er} avril 1936 à des combats, qu'elle s'attendait à des divergences au sein des partis gouvernementaux et qu'elle s'attendait surtout à une attaque dirigée contre le Front Populaire, attaque au cours de laquelle « les valeurs de la concurrence ne pourront pas tenir le coup ». Cette lettre constitue un des documents les plus importants qui aient été trouvés à Barcelone. Trois mois et demi après qu'elle eût été envoyée, l'insurrection éclata en Espagne.

« Les véritables sentiments combatifs ne répondront à des interdictions et à des difficultés que par un redoublement d'énergie ».

Les lettres et les dossiers des organisations national-socialistes étaient soigneusement gardés par les consulats et par l'Ambassade d'Allemagne. Les « clients » étaient réorganisés en « petits comités ». Les « camarades » —

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Die Leitung der Auslands-Organisation

Bankkonto: Berliner Stadtbank, Kasse II,
Berlin W 9, Pankstr. 7-8.
Girokonto: Nr. 2400 unter:

Willy Schneider

Auslands-Organisation der NSDAP.

Fernsprecher: Sammelnummer B2 (Lühov) 7941



Postanschrift: Berlin W 35; Postfach 50

Einschreiben, Wertsendungen usw. an:

E. W. Böhle, Berlin W 35, Tiergartenstr. 4

Drahtanschrift: Elböh, Berlin

Diktatscheit u. Abfertigung
im Auswärtigen Amt

Aussenhandelsamt
Buch-No. 22894
Hd/U.

Landesgruppe
S p a n i e n .

Wirtschaftsstelle.

Betr.: Ankauf von Blei für französische Rechnung in Spanien.

Wir empfangen Ihr Schreiben vom 29. Juni und danken
Ihnen für Ihre Mitteilungen, die wir selbstverständlich streng
vertraulich behandeln werden.

Heil Hitler !

E. W. Böhle

Ch. Kov.

Gg. Cord

(En haut) : L' « Organisation pour l'Etranger » exige de la
Section « Espagne » qu'elle se livre à l'espionnage économique.
(En bas) : Réponse faite par le chef du Service du Port de Cadix
à une circulaire demandant aux groupes locaux, quelle quan-
tité de matériel de propagande ils pourraient faire passer en
contrebande.

Überwacht

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Reichsleitung
Auslands-Organisation

Bankkonto: Hamburger Sparkasse von 1827
Zahlstelle: Grindelallee unter:
Ernst Wilhelm Bohle NSDAP. Auslands-Abt.
Postcheckkonto: Hamburg Nr. 67877 unter:
Ernst Wilhelm Bohle NSDAP. Auslands-Abt.
Fernsprecher: 44 48 44/44 48 45



Postanschrift: Hamburg 1, Postfach 787,
ohne jeden Zusatz.
Einschreiben, Wertsendungen usw. an:
Ernst Wilhelm Bohle, Hamburg 13,
Harvestehuderweg 22
Drachianschrift: Elbhor, Hamburg

Referat Spanien-Portugal.

Wi/Fr.

Hamburg 13, den 17. Mai 1934.
Harvestehuderweg 22

Landesgruppe Spanien.

Betr. Auskunft.

Ich bestätige dankend den Eingang der auf Grund
unseres Rundschreibens 55/34 erteilten Auskünfte.

Entgegen Ihrer Annahme ist Botschafter Graf Welczek
noch nicht Parteigenosse, sondern hat lediglich seine
Aufnahmeerklärung eingereicht. Ich darf Sie daher bit-
ten, ein - möglichst ausführliches - Gutachten über
den Botschafter noch einzureichen.

Ausserdem würde ich es sehr begrüßen, wenn es Ihnen
möglich wäre, die über den Botschaftsrat Völkers und
den Gesandtschaftsrat Dr. Mey gemachten Angaben zu
vervollständigen.



L' « Organisation pour l'Etranger » demande à la Section
« Espagne » de faire un rapport détaillé sur le Comte Welczek,
Ambassadeur à Madrid.

« Pg. » — étaient devenus de simples « Messieurs ». Les estampilles avaient disparu et avec elles le papier à en-tête. Erich Schnaus ne pouvait pas rester très longtemps en Espagne. On le connaissait trop bien à Madrid. La presse antifasciste avait déjà publié des révélations sur son activité subversive et souterraine. Il fallait donner un nouveau « Fuehrer » aux « clients ». On choisit Hans Hellermann à Barcelone.

Pourquoi précisément cet homme ? Hans Hellermann est arrivé à Barcelone au printemps 1933. Il est le type parfait du « légionnaire » que le national-socialisme emploie de préférence à l'étranger. Hellermann est un « ancien ». A Schwelm, sa ville natale, il était devenu « Truppfuehrer » des SA. De graves dissentiments avec son père qui ne voulait plus tolérer son oisiveté ni toutes ces soirées de réunions, de meetings, d'exercices, lui avaient donné l'idée de se rendre à l'étranger.

L'atmosphère politique en Espagne pendant les années 1933-1934 devait plaire à ce lansquenet. Rapidement, il était devenu le chef du groupe local de Barcelone. Il avait « dressé » son groupe et il l'avait sauvé du déluge d'innombrables scandales. M. Erich Schnaus le décrit de la manière suivante dans une lettre en date du 27 mars 1936 :

« Hellermann a su, en deux ans, réorganiser la colonie démoralisée de Barcelone, assurer la primauté au Parti et prouver ses qualités de

« Fuehrer ». Hellermann est un « ancien » et il avait une haute fonction dans les rangs des SA. Son éducation par les SA a été brillamment mise à l'épreuve au cours de son activité dans le groupe local de Barcelone. »

Hellermann, après avoir été nommé chef du groupe local, avait écrit une lettre à Schnaus en date du 6 avril 1936 dont nous reproduisons le passage suivant :

« Les véritables sentiments combattifs ne répondront à des interdictions et à des difficultés que par un redoublement d'énergie..... Il y a certains représentants du Parti qui profitent de ces interdictions et difficultés pour ne rien faire... Lorsque les SA avaient été interdits en Allemagne, j'ai assisté en ma qualité de membre de leur Etat-Major aux travaux de réorganisation après de telles périodes de tranquillité. Il fallait commencer par le commencement. C'est pourquoi, dans la situation actuelle, il faut un homme qui soit dominé par l'idée..... »

Avec un autre national-socialiste, M. Otto Philippi, Hellermann avait créé la maison d'importations « Hellermann et Philippi », Calle Avino, Barcelone. Philippi faisait figure de « gentleman ». Né en Amérique du Sud, il parlait l'espagnol à la perfection. Un léger accent sud-américain lui donnait un « charme exotique » qui ne manque que rarement son effet surtout sur les femmes. Il avait été élevé en Allemagne et avait conservé, du temps de ses études, des relations qui devenaient très précieuses pour son « commerce ». Sa relation

la plus importante était un architecte attaché au Ministère de l'Air. Il s'occupait surtout de questions techniques militaires et connaissait de ce fait un grand nombre de hauts officiers à Barcelone. Il incarnait le type de l'arriviste : brutal avec ses subordonnés et servile envers ses supérieurs. On connaît ces garde-chiourmes des camps de concentration : brutaux envers des hommes sans défense, lâches au moment du danger. Lorsque les miliciens de Barcelone perquisitionnèrent à son domicile, il pleura et demanda grâce bien que personne ne l'eût menacé même d'un geste ! On ne trouva dans son appartement ni livres, ni revues intéressantes, seulement la revue pornographico-antisémite « Der Stuermer » et dans un tiroir de son secrétaire on trouva, soigneusement conservés et désignés par leurs prénoms, des nus de jeunes femmes espagnoles et allemandes dans les positions les plus curieuses.....

Hellermann et Philippi constituaient un couple bien assorti : ils étaient les importateurs nés de l'« idée national-socialiste ».

Acier de Solingen

Les « importateurs » Hellermann et Philippi dont le chiffre d'affaires — d'après leur propre comptabilité — ne dépassait guère quelques milliers de Pesetas par mois, dispo-

saient néanmoins de quatre pièces. Il y avait là une « exposition » pour présenter les marchandises que la maison prétendait importer en Espagne.

Dans la deuxième pièce, les rayons étaient remplis de dossiers jusqu'au plafond, ou plus simplement de chemises portant des inscriptions innocentes concernant des « affaires ». Et le bureau du patron évoquait les « commerçants royaux » de Hambourg...

Mais ce n'est que très rarement que des visiteurs eurent la possibilité d'entrer dans la quatrième pièce dont on peut dire qu'elle était le véritable bureau de la maison Hellermann et Philippi. Dans cette pièce, le matériel de propagande national-socialiste était soigneusement rangé. Il s'agissait de tracts et de brochures en allemand et en espagnol. En regardant de près les chemises on constatait que le dossier « Acier de Solingen » contenait la correspondance avec les groupes locaux et que le dossier « Pièces de rechange pour automobiles » contenait celle avec les groupes du Maroc.

Il y avait des raisons personnelles pour confier à Hellermann la direction de la section « Espagne ». Mais il y avait aussi une raison politique. M. Schnaus, dans une lettre du 4 avril 1936, adressée à l'Organisation pour l'Etranger, avait expliqué qu'il était plus avantageux de transférer la direction de la section sur le territoire de la Catalogne parce que le

nationalisme des Catalans ne laissait prévoir aucune difficulté pour un travail subversif dirigé contre Madrid. Les événements qui ont suivi le début de l'insurrection ont démontré que M. Schnaus s'est trompé quant aux sentiments des Catalans.

Le 6 avril 1936, Hellermann est nommé commissaire du Reich à la direction de la section « Espagne » du Parti National-Socialiste. Le siège de la direction est transféré de Madrid à Barcelone. Le 26 avril, Hellermann se rend en avion en Allemagne pour demander des instructions. Il va de soi qu'il voyage comme courrier de l'Ambassade d'Allemagne et protégé par l'immunité diplomatique. Voici la lettre qu'après son retour, la maison Hellermann et Philippi adresse aux groupes locaux :

« Cher ami,

La saison d'été demande que vous renouvelliez vos assortiments. M. Hellermann est de retour après un voyage en Allemagne ; il est en mesure de vous faire des offres qui ne manqueront pas de vous intéresser. Etant donné que nous ne disposons que de quelques modèles des nouveautés que nous voulons lancer, nous vous serions très obligés si vous vouliez bien venir nous voir un de ces jours.

Veuillez agréer, etc., etc... Heil Hitler !

Signé : Hellermann. »

Entre le 1^{er} mai et le 10 mai, 32 chefs de groupes locaux sont venus à Barcelone pour voir les « nouveautés » de la maison Hellermann et Philippi.....

« Tous les anciens combattants devront s'inscrire avant le 15 juin ! »

A peine un mois s'est-il écoulé après le retour de Hellermann que celui-ci reçoit une lettre de Burbach le priant de se rendre, le 13 mai 1936, à l'aérodrome de Barcelone pour y accueillir « un vieil ami ». Le « vieil ami » — c'est M. Burbach lui-même. Il est resté une quinzaine de jours à Barcelone, car on a trouvé, dans les dossiers des nazis à Barcelone, un reçu, signé Burbach, de 1.200 pesetas et daté du 26 mai 1936.

Le but de son voyage ? On a trouvé dans les dossiers une note écrite par Hellermann et dévoilant le mystère. Voici la note :

« Tous les anciens combattants devront s'inscrire avant le 15 juin.

Compléter les listes des émigrés avant le 25 juin.

S'informer si nous disposons d'un code.

Liste du matériel de propagande.

Vol plané. »

Cette note date du 28 mai 1936. Elle est tout ce qu'il y a de plus explicite. Elle dit que l'Organisation pour l'Etranger a demandé, avant le 15 juin, la liste de tous les anciens combattants, qu'elle a demandé également que fussent établies des « listes noires » des émigrés pour pouvoir arrêter ceux-ci le moment venu, qu'elle a demandé encore que fût examinée la question de savoir si les groupes locaux dispo-

sent du code employé par l'Organisation pour l'Etranger et qu'elle a demandé enfin que fût dressée une liste du matériel de propagande existant et demandé ; en outre, elle paraît avoir eu des idées particulières en ce qui concerne la section de vol plané, des idées dont le caractère ne semble point douteux... Avec la lettre de Schnaus que nous avons citée, cette note constitue une des preuves les plus concluantes de la complicité des national-socialistes en ce qui concerne les événements sanglants d'Espagne. Les groupes national-socialistes en Espagne — ceci semble suffisamment établi par les documents — ont été entraînés en vue de l'insurrection projetée.

En juin et juillet, la maison Hellermann et Philippi redouble d'activité. Il faut mobiliser 50 groupes locaux. Parmi les membres, se trouvent des spécialistes de la « Sainte Vehme », des assassins de tout premier ordre qui ont gagné leurs galons dans les rangs des SA. Ils prêteront « leurs connaissances techniques » aux Carlistes et Phalangistes espagnols. Parmi les membres, il y a des anciens combattants, des anciens aviateurs de la grande guerre, des techniciens, des ingénieurs, des propagandistes avertis. Les groupes locaux comprennent environ 1.000 nazis. Le « Front du Travail Allemand » groupe environ 1.500 autres Allemands cédant à la pression des nazis. Ces hommes disciplinés sont entraînés pour être prêts le jour de l'insurrection.

Mais on ne leur dit pas ce qui se prépare. Ce ne sont que les chefs des groupes locaux qui, le moment venu, sont initiés. Les autres reçoivent leurs instructions sans savoir de quoi il s'agit. Mais M. Langenheim, ingénieur à Tétouan, MM. Fiessler et Drager, consul à Séville, M. Dede, consul à Majorque et d'autres sont au courant. Ils le prouveront d'ailleurs par leur attitude dès le premier jour de la rébellion.

" SERVICE DES PORTS " EN ESPAGNE

Celui qui, jusqu'à présent, avait considéré les villes de Madrid, de Paris, de Zurich, de Prague et de Bruxelles comme des villes « intérieures », est désormais, grâce au parti national-socialiste, édifié sur son erreur. Dans ces villes, en effet, comme dans des centaines d'autres villes « intérieures », les nationaux-socialistes entretiennent un « Service des Ports ». La direction suprême se trouve à Berlin, ville qui n'est pas non plus au bord de la mer.

C'est donc à Berlin, dans la maison de l'Organisation pour l'Etranger, que les bureaux du Service Central des Ports sont installés. Au sein de l'Organisation, on n'aime guère parler de ce service. Un voile de mystère l'entoure. M. Kurt Wermke, son chef, appartient à l'Organisation pour l'Etranger depuis 1931. Bien qu'il soit le deuxième suppléant du « Gauleiter » Bohle, la plupart des membres du parti ignorent son nom à peu près totalement. Il joue au bourgeois inoffensif et ne porte qu'à de rares occasions les insignes du parti et de son rang.

En examinant de près ce « Service des Ports » nous constatons que ses rapports avec la navigation sont singulièrement restreints. Le Service Central des Ports est, en effet, une section de la Gestapo. Et c'est à cette section qu'est confiée la tâche de surveiller et d'espionner les Allemands de l'étranger. Dans l'accomplissement de cette tâche, le Service des Ports bénéficie de la collaboration d'une deuxième section de l'Organisation pour l'Etranger, dénommée « Office de Rapatriement » et destinée à « prodiguer tous les soins aux compatriotes revenant de l'étranger ». Certains se voient « prodiguer » tant de « soins » que, aussitôt de retour, ils sont jetés dans un camp de concentration ou traduits devant le « Volksgericht » (« Tribunal du Peuple »). C'est M. Harald Schulze-Hermann qui dirige cet Office de Rapatriement.

A l'étranger, le Service des Ports et cet office se trouvent réunis entre les mains des chefs respectifs du Service des Ports. Tout groupe local et toute base situés à l'étranger ont leur propre chef du Service du Port, de même que toute direction régionale ou centrale du parti a le sien. En Espagne, il y avait cinquante chefs du Service des Ports, dont les documents de Barcelone permettent d'établir l'activité jusque dans les moindres détails.

Le premier chef du Service des Ports en Espagne, ainsi que l'organisateur du service tout entier, fut M. Carl Cords. Avant la guerre, il

avait été, à Casablanca, le chef d'une maison d'importation de thé. Après la guerre, en 1921, il vint se fixer en Espagne où, en 1931, il trouva une situation dans l'agence à Madrid de la Maison Siemens. Depuis le 1^{er} mars 1933, il est membre du parti national-socialiste. C'est avec une véritable passion qu'il a organisé son « Service du Port ». La chasse à l'homme lui fait visiblement plaisir. C'est M. Alfred Engling, de Barcelone, qui, en mai 1936, lui succéda dans la direction générale du service en Espagne. Agé de 26 ans, ce jeune homme, membre du parti national-socialiste depuis le 1^{er} octobre 1931, avait déjà auparavant assuré les fonctions de chef du Service du Port, dans le groupe local de Barcelone. C'est à Mayence, dans la Section d'Assaut 273, qu'il avait fait ses preuves. La Maison « Soies Guetermann », en l'employant dans sa succursale de Barcelone, lui permit de camoufler son activité.

C'est sous les auspices de ces deux hommes que les chefs du Service des Ports ont organisé et exécuté, en Espagne, leur battue contre les réfugiés, les israélites et les hommes politiques de gauche.

Un rapt

En 1934, B..., étudiant allemand, arrivé en Espagne en 1928, attira sur lui l'attention du « Service du Port » de Grenade. Le 2 septem-

bre 1934, le chef de ce service établit un long rapport sur la façon dont B... avait été espionné.

« Depuis quelques jours, un nommé B..., étudiant allemand, rôde dans les parages. Il fait la propagande anti-allemande la plus insolente; il profite notamment de toute occasion pour couvrir de boue notre Reichsfuehrer Adolf Hitler. — J'ai moi-même entendu de sa bouche de tels propos, d'autres les ont confirmés. — Dans la liste noire du Consulat allemand de notre ville, son nom ne figure pas moins de trois fois; ce qui laisse supposer qu'il s'agit d'un personnage excessivement suspect.

Un Allemand habitant la ville envoya exprès cet homme à mon bureau. Là, me gardant bien de le traiter de goujat, je lui parlai de façon à ce qu'il ne s'aperçût guère qu'il était tombé dans un piège. — Il possède un livre couvert d'un certain nombre de signatures, dont la première est celle de M. Pedro Rico, alcalde (maire) de Madrid.

Son père, né à Oberdorf (Neckar), se trouve actuellement employé à la Société Siemens à Vienne. — Son frère aurait été employé aux Imprimeries du Reich, à Berlin. — Il raconte aux gens que Hitler est une bête féroce, que l'on fusille les gens à qui mieux, que tout le monde est enfermé dans les camps de concentration, que les enfants dénoncent leurs parents, qu'il y a actuellement en Allemagne plus de chômeurs que jadis, et ainsi de suite.....

Tout le pénible travail de propagande fait par nos camarades auprès de leurs amis espagnols, restera vain si on laisse en liberté des types pareils. — On croit plutôt ces traîtres à la Patrie que les gens honnêtes. C'est ainsi que,

de temps à autre, il paraît, dans les journaux régionaux, des articles incroyables et bassement calomnieux. »

Plus loin, la lettre relate que B... est parti pour Malaga. Il est signalé à l'attention de la direction du « Service du Port » de cette ville. Or, cette attention ne manque pas. Au bout de quatre jours, le 6 septembre 1934, M. Leube, chef du groupe local, est déjà à même d'adresser, à Madrid et en Allemagne, le rapport suivant :

« Vu la gravité des charges relevées dans la lettre contre le susnommé, je me mis d'accord avec le consulat allemand de la place pour faire arrêter B. par la police espagnole, afin de le faire ramener en Allemagne par le paquebot « Spezia », des Messageries Sloman, qui doit appareiller le 10 courant, à destination de Hambourg.

Par conséquent, le Consul d'Allemagne s'adressa à la police, qui se déclara immédiatement prête à donner suite à notre demande. Lorsque, le lendemain, B. repassa voir notre camarade Fiessler à l'agence de voyages de la Maison « Bakumar » afin de retenir sa cabine pour Oran, le dit camarade engagea une conversation avec lui et le retint jusqu'à ce que la police, prévenue entre-temps, arrivât sur les lieux ».

Afin d'obtenir l'arrestation de B... par la police espagnole, le « Service des Ports » l'accuse d'un acte criminel quelconque. Le consul se prête à ce jeu. Après l'arrestation, l'affaire prend le développement prévu. Le 18 octo-

bre 1934, Malaga envoie à Madrid le compte rendu suivant :

« A titre d'information je vous communique qu'à la date du 15 crt., le susnommé a été régulièrement amené, par la Police Espagnole, à bord du paquebot « Spezia ». Il y a été reçu par le chef de base du navire et par différents camarades de la place, et mis à la disposition du capitaine, chargé de le ramener en Allemagne..... »

A la collaboration du Consulat et du « Service des Ports » viennent s'ajouter, en l'occurrence, une agence de voyages et le chef de base en fonctions à bord du « Spezia ». La tragédie qui s'est déroulée à bord du « Spezia », se trouve réduite à la phrase laconique : « Le susnommé a été reçu par le chef de base du navire et par différents camarades de la place. » Nous ignorons l'accueil qui a pu lui être réservé à Hambourg. Mais d'autres récits, poignants, nous permettent de l'imaginer.

Les « rapatriés »

Par ses agents à l'étranger, le national-socialisme prêche le « retour à la Patrie » de certains ressortissants allemands, notamment de techniciens spécialisés. Alors qu'il leur fait apparaître le retour en Allemagne comme une preuve de patriotisme, il les fait surveiller en

même temps par les chefs du « Service des Ports ». Le 21 juin 1935, en effet, l'Office Central du Service des Ports, de Berlin, donne à la section « Espagne » les instructions suivantes :

« En réponse à vos lettres, je vous informe qu'il est désirable que les groupes locaux délivrent, à *tout* camarade et compatriote rentrant en Allemagne avec l'intention d'y rester, un certificat de bonnes mœurs, et qu'une copie en soit remise à l'Office du Service des Ports, et une autre, le cas échéant, à l'Office IV. A ces copies, on pourra ajouter une note confidentielle sur la conduite de la personne en question dans le domaine de la politique et du parti national-socialiste, note que nous ferons connaître à l'Office de Rapatriement... »

Pour l'émigré qui retourne plein de confiance, la note confidentielle devient une chausse-trape. S'il a eu des relations avec des juifs ou des francs-maçons, ou s'il a montré peu d'intérêt pour la « vie de la colonie allemande », ou bien s'il a lu la presse des réfugiés, lui, que « la Patrie appelle », se voit dénoncé par le chef du « Service des Ports ». Ces lettres se terminent par la formule stéréotype : « Nous vous prions de bien vouloir réserver au sus-nommé l'accueil qui lui est dû. »

Parfois, aux rapports, des « documents » sont joints, tels que, par exemple, l'attestation suivante, donnée sous la foi du serment :

« Par la présente, le soussigné affirme sous la foi du serment que M. Willy Kremers, ressor-

tissant du Reich, demeurant à Madrid, s'est prononcé, au restaurant Edelweiss, sur le Gouvernement allemand, etc., d'une façon tout à fait méprisante.

Madrid, le 18 décembre 1935.

(sig.) : Josef Rollfritz. »

Les dénonciations de contrebande de devises et d'achats de marks bloqués, effectués par les émigrés qui rentrent, sont particulièrement en vogue. Celui qui dénonce un « contrebandier de devises » touche une rémunération en rapport avec l'importance de la somme qui faisait l'objet de la contrebande. Il n'y a pas que les chefs du « Service des Ports » pour collaborer à cette chasse aux devises. Ainsi, par exemple, M. Zuchristian, chef de la section « Espagne », a dénoncé, le 8 avril 1935, un de ses collègues de la Maison Siemens, qui, en avril 1935, quittait Madrid pour rentrer à Berlin, en indiquant que ce collègue, sous prétexte d'aller en vacances, avait acheté des marks bloqués, réalisant ainsi un bénéfice considérable. La banque espagnole à laquelle les marks bloqués avaient été achetés, ainsi que la banque allemande à laquelle ils devaient être touchés, étaient indiquées dans la dénonciation.

Gare au chef du « Service des Ports » si un émigré rentrant en Allemagne lui échappe ; gare à lui si un Allemand rentre en Allemagne sans être annoncé par le « Service des Ports »...

Les mouchards ne travaillent pas assez...

Sans cesse, la meute des cinquante limiers est sur la piste de la bête traquée. Mais, à Berlin, l'Office du Service des Ports n'est pas satisfait. Les mouchards travaillent trop peu. Il faut que ça change, et complètement. Sans cesse, le chef régional du Service des Ports est inquiet, sans cesse lui-même inquiète ses subordonnés. Le 30 juillet 1935, M. Carl Cords adresse aux Offices du Service des Ports soumis à ses ordres, la circulaire suivante :

« Je profite de l'occasion qui se présente, pour enjoindre aux chefs du Service des Ports des groupes locaux d'observer, régulièrement et avec la plus grande attention, tous les éléments louches se trouvant dans leur circonscription, et de m'en référer le plus rapidement possible, aussitôt établies les dates nécessaires, notamment date et lieu de naissance et dernière résidence.

Je tiens à souligner que, depuis quelque temps, les avertissements des Consulats se multiplient, alors que mes chefs du Service des Ports ne me transmettent que peu de chose. Certes, nous devons et voulons collaborer étroitement avec les représentations diplomatiques du Reich. Mais, d'autre part, nous voulons prouver, à l'Organisation pour l'Etranger, que nous avons une conception juste du but poursuivi par le Service des Ports... »

Voici donc les Consulats et les chefs du Service des Ports, engagés dans la noble compétition d'une chasse à l'homme. D'innombrables

rapports prouvent que les uns et les autres sont dignes de leur mission et que « les chefs du Service des Ports ont une conception juste du but de leur travail ». Impossible de reproduire les « cas » auxquels le Service des Ports espagnols a consacré son activité. Ils rempliraient un livre entier.

Des réfugiés inquiets sans motif...

Le « Service du Port » de Grenade, dirigé par M. Edouard Noë, Consul honoraire d'Allemagne, note, le 9 octobre 1934, que deux juives allemandes ont ouvert une pension à Grenade. M. Cords, chef régional du Service des Ports, transmet la note à Berlin, le 12 octobre 1934, en y ajoutant la remarque significative :

« Les deux femmes sont attentivement observées. Toutefois, leur conduite serait sans reproche, et — ce qui a été confirmé également par des Espagnols — elles ne feraient pas de propagande anti-allemande... »

De cette information laconique, il ressort que la Gestapo, à titre d'indicateurs, fait collaborer aussi des Espagnols. La réponse, datée du 8 décembre 1934, de l'Organisation pour l'Etranger est également très intéressante, car elle confirme que différentes autorités du Reich possèdent des fichiers de réfugiés :

« Dans nos archives, la susnommée figure depuis le 1^{er} juin 1934, comme appartenant au

nombre des réfugiés qui ont quitté le territoire du Reich à la suite d'inquiétudes sans motif. Au point de vue criminel et fiscal, ses dossiers ne contiennent rien. Il en est de même pour nos autres fichiers. »

Quel mécanisme ne déclenche-t-on pas, uniquement parce que deux réfugiées allemandes — « à la suite d'inquiétudes sans motif » — ont ouvert une petite pension : la Police judiciaire, le percepteur, la Gestapo et les Offices du Service des Ports de Berlin, de Madrid et de Grenade.

Le « Front du Travail Allemand » au service de la Gestapo

Dans la tâche qu'il accomplit parmi les Allemands habitant l'étranger, le Service des Ports s'appuie aussi sur les organisations secondaires du parti national-socialiste, notamment sur le « Front du Travail Allemand ». Les employés allemands à l'étranger, qu'une pression inouïe a obligés d'adhérer aux sections locales du « Front du Travail Allemand », sont pris dans un filet d'agents bien organisé. Mois par mois, les directions du Service des Ports en Espagne reçoivent des rapports du « Front du Travail Allemand » sur la conduite de chacun de ses membres. Le 2 octobre 1935, la direction de la section « Espagne » du « Front du Travail Allemand » a lancé la dénonciation suivante :

« Lors de son dernier passage à Bilbao, le camarade Anton Leistert, chef de la section, a appris qu'à deux Ministères de Madrid, deux femmes allemandes seraient employées, dont l'une serait mariée avec un juif, l'autre en relations avec un juif. Ces deux employées sont fortement soupçonnées d'espionnage au préjudice de l'Allemagne.

A la suite de cette dénonciation, le Service des Ports a pu établir que l'une des deux femmes était employée au Ministère espagnol du Travail. Il a fait l'impossible pour lui faire perdre sa situation. L'Ambassade d'Allemagne fut mise à contribution ; elle fit jouer ses relations avec le Gouvernement. Heureusement pour la persécutée, les élections de février 1936 amenèrent le Gouvernement Azaña. Le Service des Ports devait donc renoncer à traquer cette femme.

« Règlement approprié » à l'aide de l'Ambassade d'Allemagne

D'une façon générale, l'Ambassade d'Allemagne se met toujours, et avec plaisir, à la disposition du Service des Ports. Du moment qu'il s'agit d'éclaircir des « affaires », elle n'est pas difficile.

Toute une correspondance, comprenant de nombreuses lettres et de nombreux rapports, concerne un réfugié allemand qui prétendait posséder des disques phonographiques

prouvant la participation de Goering à l'incendie du Reichstag. Depuis cet incendie, chaque organisation allemande antifasciste à l'étranger s'est vu offrir ces disques. Aucune d'entre elles n'a été dupe de cette grossière escroquerie. Mais il en a été autrement pour l'Ambassade d'Allemagne à Madrid. Elle craignait qu'il ne pût exister de nouvelles preuves de la culpabilité de Goering dans l'incendie du Reichstag. Pour écarter le danger, elle mit à la disposition du chef du Service des Ports, la somme coquette de 2.500 pesetas. Dans sa lettre du 10 janvier 1936, le chef du Service du Port de Barcelone écrit à ce sujet :

« Aff. : Fritz Hanke.

Ainsi que vous le savez, l'Ambassadeur d'Allemagne vient d'accorder ptas. 2500.— pour le règlement « approprié » de cette affaire... »

C'est M. Engling, chef du Service du Port, qui a mis entre guillemets le mot « approprié ». La correspondance ne nous apprend pas si ce mot signifie des pots-de-vin pour les policiers ou une effraction dans la prison de police ou bien l'enlèvement de Hanke.

La surveillance des navires allemands

Le marin allemand qui, dans un port étranger, se voit saluer et fêter par le groupe local du parti national-socialiste, est loin de se douter que c'est par une filature serrée de l'équi-

page que le Service du Port exprime la joie que lui cause l'arrivée du navire allemand. Une fois par mois, les chefs du Service des Ports font un rapport sur les navires allemands arrivés au cours de cette époque. Une lettre de l'Organisation pour l'Etranger, datée du 10 juin 1936, nous renseigne sur le contenu de ces rapports :

« Pour nous permettre d'établir la statistique du travail fait par la section pour l'Etranger, il est indispensable que, tous les mois, un rapport sur le Service des Ports nous soit transmis, en deux exemplaires, et rédigé selon le modèle suivant :

1. Groupe local :
2. Nom du navire visité :
3. Jour de la visite :
4. Nombre des hommes composant l'équipage :
5. Nombre des membres du parti :
6. Nombre des S. A. :
7. Bref compte rendu d'excursions en commun, d'invitations, etc., indiquant le nombre des officiers, des marins, des camarades et des membres du groupe local qui y ont participé :
8. Notes spéciales : ... »

Ce sont, bien entendu, les « notes spéciales » qui intéressent en premier lieu le Service des Ports. Elles relatent par exemple, que sur les bateaux « Hestia » et « Herkules », des Messageries Neptun, les officiers se sont battus entre eux ; ou qu'un marin du vapeur « Rheinland », mouillé à Barcelone le 22 novembre, a été vu en compagnie d'un juif ; ou bien qu'un

autre marin, du navire « Brocida » a reçu en cachette, à Barcelone, le 3 novembre 1935, des tracts de propagande du « Front Noir ».

Filature des aviateurs allemands

Les aviateurs allemands à l'Etranger font également l'objet d'une filature serrée. Ce sont, dans ce domaine, les agences de la Lufthansa qui assument le travail du Service des Ports. La lettre suivante, adressée le 8 juin 1936 par M. Karl Hebart, directeur à Berlin de la Lufthansa, au comte Beroldingen, chef de la Lufthansa de Barcelone, prouve que la Lufthansa est au service de la Gestapo.

« J'ai reçu le conseil de n'affecter à aucun service à l'étranger le pilote Leiding, celui-ci à cause de ses tendances pacifistes, ne pouvant représenter l'Allemagne conformément à la politique du Gouvernement. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me transmettre confidentiellement vos observations à ce sujet. Comme Leiding serait éventuellement affecté au service de l'Eurasia, je vous serais obligé de bien vouloir donner suite à ma demande le plus tôt possible... »

Lors d'une fête de la Lufthansa, Göring, Ministre de l'Aviation, a déclaré que c'était un honneur d'être pilote de l'aviation civile allemande, et que les aviateurs allemands étaient les pionniers les plus hardis de la pensée allemande à l'Etranger. Les aviateurs allemands,

fatigués par un vol long et difficile, ou qui viennent peut-être d'échapper à une dangereuse tempête, ne se rendent certainement pas compte, au moment de l'atterrissage, que le chef de service de la Lufthansa, tout en les accueillant très amicalement sur l'aérodrome, a déjà mis ses limiers sur leur piste. L'assaut des forces de la nature, l'aviateur hardi peut le vaincre par le courage, l'adresse et la présence d'esprit. Mais un rapport défavorable du comte Beroldingen suffit à briser son existence.

Filature des adversaires politiques

C'est, bien entendu, la filature des véritables adversaires politiques qui occupe la partie la plus importante du travail du « Service des Ports ». Le cas de M. Gerhard Thofern, membre du « Front Noir », nous permet de montrer les méthodes de provocation appliquées par la Gestapo dans sa lutte contre les ennemis du national-socialisme.

Le 26 septembre 1935, l'Ambassade d'Allemagne avertit le chef de la section du Service des Ports que M. Gerhard Thofern, ressortissant allemand, « est suspecté d'être le chef d'un Front Noir anti-allemand, et d'importer en Allemagne, en contrebande, de la littérature communiste... »

Négligeons l'accusation absurde, contre un membre du « Front Noir » d'Otto Strasser, de faire l'importation clandestine en Allemagne de tracts de propagande communiste. Bornons-nous à suivre la marche des événements telle qu'elle ressort du dossier.

Immédiatement, M. Engling, chef du Service du Port de Barcelone, fait observer Thofern. On le photographie à son insu et, par l'entremise de l'Office du Service des Ports, de Berlin, sa photographie est transmise à tous les postes de frontière. M. Hahn, son beau-frère, employé de la succursale à Barcelone d'une banque allemande, est également en observation.

Sur les registres des cours de langues étrangères organisés par le « Front du Travail Allemand » à Barcelone, cours suivis par quinze Allemands, figure, entre autres, un nommé Paul Fetzer. Il a été délégué par la Gestapo pour surveiller les élèves. Hellermann et Engling l'emploient comme principal agent contre le « Front Noir ».

« L'argent ne manquera pas », lui écrit Engling. Fetzer pourra donc mettre à exécution sans tarder son plan diabolique. Il écrit au « Front Noir » de Prague et demande qu'on lui adresse régulièrement le journal du Front, la documentation de propagande et les livres de Otto Strasser. La suite répond aux attentes de la Gestapo : Thofern reçoit, de ses camarades du parti, l'ordre de se mettre

en rapport avec Fetzner. Ce dernier remet régulièrement toutes les circulaires et tous les tracts de propagande à Engling qui, à son tour, les adresse à Berlin. L'agent provocateur relate la distribution, à des marins allemands, de tracts du « Front Noir ». Lorsqu'il croit avoir gagné la confiance de Thofern, il va plus loin. Il promet à Thofern de lui donner les adresses d'un membre des S.S. et de ceux parmi les élèves des cours qui « se prêtent à une influence par la propagande ». Dans plusieurs lettres, Fetzner insiste auprès du chef du Service du Port, Engling, pour que ce dernier lui donne enfin le nom d'un « membre utile des S.S. » afin qu'il puisse l'indiquer à Thofern.

Les noms et adresses des élèves sont transmis à Thofern. En même temps, le chef des cours de langues est chargé de consacrer son attention aux élèves qui ne délivreraient pas la documentation du « Front Noir ». On tente donc la provocation de deux côtés : sur Thofern et sur les élèves. Gare à celui qui conservera un seul papillon du « Front Noir » !

La mesure suivante devait constituer l'extension de la provocation en Allemagne. Fetzner avait préparé une liste de quinze personnes habitant quinze villes d'Allemagne, et auxquelles Thofern devait envoyer la documentation du « Front Noir ». Ces quinze citoyens devaient être nommés hommes de confiance du « Front Noir » et former le noyau d'organisation du « Front Noir » dans le pays.

De cette manière, la Gestapo espérait trouver la piste des véritables hommes de confiance du « Front Noir ». Le plan ne fut pas exécuté, Fetzner craignant subitement une méfiance qu'il croyait voir surgir en Thofern.

Cette méthode de provocations qui consiste à tendre des pièges à l'adversaire et aux amis à la fois, est appliquée par la Gestapo contre tous les adversaires politiques. Ainsi, nous possédons une lettre datée du 6 avril 1933, signée par le « Gauleiter » Bohle en personne, de laquelle il ressort que, déjà avant son avènement au pouvoir, le parti national-socialiste avait délégué des agents provocateurs dans les rangs des partis antifascistes :

« Au groupe local de Madrid,
par la section « Espagne ».

En réponse à votre demande concernant le camarade Meyen, de Madrid, la « Gauleitung » de Hambourg vient de nous faire les communications suivantes :

« Comme suite à votre lettre précitée et à la copie de la lettre du groupe local de Madrid, nous vous informons que les indications données par le camarade Meyen sont conformes à la réalité. Ci-après quelques détails : le camarade Meyen est entré au parti le 1/9/31 à Hambourg et a reçu le numéro 681048. Il fut délégué, par notre service de renseignements au parti socialiste pour y faire de l'espionnage. Son père, conseiller municipal d'une ville d'Allemagne centrale, étant socialiste à tous crins, Meyen avait toutes les références pour réussir. Toutefois, à deux reprises, il s'est absenté sans nous avoir prévenu et sans pouvoir être

retrouvé. Nous savons cependant qu'il a été ou plutôt qu'il est encore à Madrid, car c'est de Madrid qu'il s'est mis de nouveau en rapport avec son mandant. Ceci, toutefois, s'est passé avant la révolution ; son mandant était donc dans l'impossibilité de rien fixer *par écrit*. Mais le mandant nous informe qu'il faut se méfier du camarade Meyen. Il paraît que ce dernier est réticent probablement à cause de l'affiliation de son père au parti socialiste. Les papiers et les pièces d'identité du camarade Meyen se trouvent en possession de son mandant... »

Les cas Fetzner et Meyen nous démontrent que la Gestapo a adopté et perfectionné les méthodes de l'Okhrana tsariste. Ce n'est pas seulement leur bassesse inimaginable qui caractérise le Troisième Reich et sa police. L'activité massive de provocateurs dénote la peur qu'a le national-socialisme de ses adversaires politiques ; elle dénote combien il craint que les organisations antifascistes, par leurs hommes de confiance et par leurs groupes régionaux, ne répandent la vérité dans le peuple et n'entretiennent le mécontentement grandissant, jusqu'à le transformer en résistance organisée.

Des cours en vue de combattre le communisme

Les rapports sur les communistes remplissent des dossiers entiers. Ainsi, M. Erich Schnaus, chef par délégation de la section « Espagne », se plaint, le 19 avril 1936 :

« Je voudrais vous donner un bref aperçu de la situation actuelle des Allemands en Espagne. Politiquement, le 50^e anniversaire de Thaelmann sert aux partis de gauche d'occasion propice pour faire, une fois de plus, de la propagande contre la « terreur des nazis ». Dans toutes les grandes artères de grandes affiches représentent le visage de Thaelmann, l'« ami du prolétariat international », dont on annonce à nouveau que la tête tombera. Les effets de cette propagande sont déjà apparents... »

On trouve dans les dossiers 27 circulaires concernant le travail du parti communiste d'Allemagne. Sans cesse, les chefs du Service des Ports sont sommés d'établir des relations avec des communistes à l'étranger ; sans cesse, on leur reproche de fournir trop peu de documentation. Le 20 décembre 1935, l'Office du Service des Ports de Berlin, annonce l'envoi d'un expert de la lutte anti-communiste. A partir du 15 janvier 1936, des membres particulièrement qualifiés du « Front du Travail Allemand » devront suivre un cours spécial en vue de combattre le communisme. C'est la situation politique de l'Espagne qui a rendu impossible l'organisation de ce cours.

Dans une lettre datée du 13 mars 1936, l'Office du Service des Ports annonce que sa section maritime élabore de nouvelles instructions spéciales pour les marins allemands, afin de leur permettre de lutter contre le communisme d'une façon plus efficace que par le passé. Le lendemain, la direction du Service

du Port de Barcelone est réprimandée pour avoir ignoré la distribution, à bord d'un navire allemand, de tracts communistes. Il ressort en outre de cette lettre que le chef de groupe du bord, lui aussi, a ignoré la diffusion des tracts, ou bien n'en a fait aucun rapport, et que c'est le premier officier, qui n'était pas membre du parti national-socialiste, qui a fait le rapport.

Un grand protagoniste dans la lutte contre le communisme est M. Henrique Fricke, Consul et chef de la base national-socialiste de Carthagène. Deux fois par mois, il fait ses « rapports confidentiels » sur l'activité des communistes.

On espionne les prêtres

La lutte du national-socialisme contre l'Eglise se mène également au sein des colonies allemandes d'Espagne. Le 26 juillet 1935, une circulaire spéciale du Service des Ports invite les fidèles :

« à observer tout particulièrement les prêtres allemands à l'étranger, les autorités compétentes étant informées que les prêtres à l'étranger soutiennent les agissements subversifs de certains milieux cléricaux... »

... ce qui amène le Service des Ports à consacrer son attention à l'Eglise. Le 13 novembre M. Fiessler écrit de Malaga :

« Hier soir, après plus d'un an d'interruption, le pasteur Peschel a fait un sermon devant la colonie de l'endroit. A peu près comme la dernière fois, il a vitupéré très rudement contre le manque de religion et de conscience de notre époque. Ainsi que, selon l'Ecriture, Jésus-Christ a chassé du temple, par le fouet, les marchands et les publicains, ainsi que, plus tard, Luther a combattu l'Eglise catholique, ainsi, dit-il, de nos jours, faut-il protester contre la tiédeur et la lâcheté générales, non par des paroles, mais par des actes...

L'Eglise n'était que médiocrement fréquentée. Nombreux étaient les représentants de la réaction dont Mme Klingenberg, juive... »

M. Fiessler ajoute que le pasteur Peschel rentrera en Allemagne le 1^{er} janvier 1936. Inutile de donner des détails sur l'accueil réservé, en Allemagne, à ce prêtre courageux...

La Gestapo surveille des hommes politiques espagnols

La direction du Service des Ports dispose de plusieurs agents espagnols chargés d'espionner les hommes politiques. La Gestapo donne sa préférence au président Azaña ; la liste de tous ses visiteurs allemands et toutes les remarques qu'il a faites sur l'Allemagne national-socialiste remplissent de longs rapports. La direction du Service des Ports ne parlant que de son « informateur », les noms des mouchards ne sont pas mentionnés, mais

les rapports imposent la conclusion que la Gestapo avait des agents même dans les milieux de gauche.

Le Service des Ports fait siennes les rumeurs répandues par la réaction espagnole au sujet des politiciens de gauche. On retrouve dans les rapports de Cords plusieurs des mensonges répandus par la presse réactionnaire de l'étranger, surtout par les journalistes national-socialistes. On doit supposer que ces mensonges ont été mis en circulation en Allemagne et à l'étranger par les hommes de confiance du Ministère de la Propagande en se basant sur les rapports de la Gestapo.

La surveillance des hôtels

Le 30 septembre 1934, une circulaire du directeur du Service des Ports à Madrid communique aux directions des sections Nord, Centre-Sud et Est que certains hôtels se sont adressés à l' « Automobile-Club Allemand », Munich, pour être recommandés :

« L'Automobile-Club aurait intérêt à apprendre si les propriétaires et gérants des hôtels en question sont des aryens et si leur attitude vis-à-vis de l'Allemagne national-socialiste peut être considérée comme neutre.

Je vous prie de bien vouloir faire des investigations à ce sujet... »

Les « investigations » remplissent plusieurs dossiers. La meilleure note est décernée à

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Abteilungsleiter:
Ortsgruppe Barcelona
Hafendienstleiter



Beauftragter:
Alfred Angling

Barcelona, d. 14.2.1936

Landeshafendienstleiter Pg. Corda

Apartado 579

M a d r i d

Betrifft: Thofern

Anbei erhalten Sie 2 Bilder des Vg. Gerhard Thofern, die Sie bitte nach Berlin zur Vervielfältigung für die Grenzbehörden weiterleiten wollen.



Heil Hitler!

[Signature]
Hafendienstleiter.

Un exemple du travail d'espionnage de la Gestapo. Le service de surveillance du Port de Barcelone avait photographié le membre du « Front noir » Gerhard Thofern. Ensuite on faisait parvenir cette photo à tous les commissariats spéciaux des frontières allemandes.

Deutsches Generalkonsulat
für Spanien

Nr. _____

Bei Beantwortung anzugeben

1 Anlage.

BARCELONA den 29. April 1936.

Aparado 33

Lieber Herr Hellermann,

Wie Herr Vizekonsul Zimmermann Ihnen bereits mündlich mitgeteilt hat, sollen in etwa 8 Tagen hier die in der Anlage aufgeführten dienstpflichtigen Reichsangehörigen gemustert werden. Der grössere Teil der hier lebenden Dienstpflichtigen hat zurückgestellt werden müssen, um nicht ihre Stellungen zu verlieren.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir mitteilen würden, ob Ihnen über die politische Führung von einem dieser Dienstpflichtigen Nachteiliges bekannt geworden ist. Des weiteren bitte ich Sie, mich davon zu unterrichten, ob Sie oder ein von Ihnen Beauftragter bei der ärztlichen Untersuchung der Dienstpflichtigen zugegen zu sein wünscht.

Sollten Ihnen Dienstpflichtige der Jahrgänge 1914, 1915 und 1916 bekannt sein, auf deren Heranziehung Sie besonderen Wert legen, und die in der Anlage nicht aufgeführt sind, so bitte ich Sie, mir die Betreffenden namhaft zu machen.

Ich darf bitten, Ihre Antwort mir, wenn irgend möglich, bis zum 7. Mai zukommen zu lassen, da die erste Untersuchung am 8. Mai stattfinden soll.

Mit den besten Grüßen und Heil Hitler

Ihr sehr ergebener

An den kommissarischen
Landesleiter der NSDAP,
Herrn Hellermann,

Barcelona.

Körner

Lettre du Consulat Général d'Allemagne à Barcelone, adressée au chef de la Section « Espagne » et demandant des renseignements sur l'attitude politique des Allemands mobilisables, résidant en Espagne.

l'Hôtel Cristina à Séville. En 1936, il reçoit sa récompense. C'est là que s'établit le quartier général de l'escadrille allemande au service du général Queipo de Llano.

La propagande touristique au service de la Gestapo

Les groupes national-socialistes à l'étranger reçoivent l'ordre de soutenir par tous les moyens la propagande touristique. La circulaire de M. Zuchristian, chef de la section « Espagne », en date du 21 mai 1934, donne l'ordre de mettre l'ensemble des membres locaux au service de la propagande touristique :

« Tous les camarades du Parti doivent inciter les Espagnols disposant de moyens suffisants, à entreprendre un voyage en Allemagne (avocats, médecins, architectes, commerçants, etc.) et à y passer leurs vacances. Les avantages offerts par l'emploi des Marks bloqués pendant le voyage et le séjour en Allemagne, seront particulièrement soulignés. *Dans les cas où une influence directe exercée d'un côté neutre paraît désirable, je vous prie de communiquer le nom de la personne en question et son adresse exacte.*

Veuillez attirer l'attention des camarades sur le fait que la visite d'étrangers est doublement précieuse pour l'Allemagne, tant au point de vue économique par l'entrée de devises, qu'au point de vue politique, une visite sur place permettant aux étrangers de se rendre compte de la situation réelle de notre patrie... »

Ce n'est pas tout. Certes, argent et influence politique sont des choses précieuses, mais très vive est la crainte que des adversaires espagnols du national-socialisme ne puissent entrer en Allemagne. Continuons la lecture de la circulaire :

« Les camarades sont tenus de fournir sans délai un rapport individuel sur chaque voyageur. Ils doivent surtout indiquer si une surveillance du voyageur leur semble nécessaire. »

Ainsi, on sollicite d'abord l'Espagnol de faire un voyage en Allemagne, et ensuite, on lance la Gestapo sur ses traces. La moindre imprudence pourra le mener en prison. Le national-socialisme a le sens de l'hospitalité...

Contrebande

L'Office du Service des Ports de l'Organisation pour l'Etranger entretient à Hambourg un bureau spécial qui s'occupe uniquement de la contrebande de matériel à introduire dans les pays étrangers. Le bureau est dirigé par M. C. Fritsch; il expédie des brochures de propagande, journaux, revues et tracts rédigés en toutes les langues du monde et par les voies les plus variées. Les courriers maritimes et aériens lui prodiguent une aide fidèle et importante ; ils transportent des milliers de tonnes de matériel de propagande à l'étranger.

La contrebande de matériel de propagande, faite au moyen de la valise diplomatique et par les diplomates eux-mêmes, est loin de satisfaire aux besoins de la section « Espagne ». Par conséquent, la Lufthansa doit entrer en action : elle a un courrier quotidien Stuttgart-Barcelone. Elle a pris des précautions contre toute surprise en achetant la complaisance de certains douaniers. Le comte Beroldingen, directeur de la Lufthansa à Barcelone, justifie dans son rapport du 12 décembre 1934, adressé à la direction de Berlin, l'augmentation des gratifications de Noël en expliquant qu'un douanier avait touché une somme beaucoup plus forte que les années précédentes :

« Avant tout c'est le douanier qui doit être récompensé ; nous lui devons beaucoup pour ses services pendant l'année écoulée. Non seulement, nous avons économisé plusieurs milliers de pesetas en argent comptant pour les pièces de rechange du service TO, lesquelles, légalement, auraient dû payer les droits d'entrée ; mais encore c'est à lui que nous sommes redevables de l'expédition de tous nos envois sans délai le jour même de leur arrivée, et seul celui qui connaît l'Espagne peut estimer à sa juste valeur ce service — autant de raisons pour lui témoigner notre reconnaissance. De plus, dans les nombreux cas où les déclarations étaient faites d'une manière erronée ou lorsque des colis manquaient, il aurait pu nous imposer une amende de 1.000 pesetas, et pourtant il a réglé toutes ces affaires sans soulever la moindre difficulté... »

En 1935, les pots-de-vin doivent être augmentés de nouveau. Le comte Beroldingen écrit le 27 décembre 1935 :

« Il ne faut pas oublier, en effet, que nous n'avons dédouané — à part une fraction insignifiante du matériel de propagande — aucune « marchandise de service », même dans les cas où elles étaient soumises aux droits d'entrée. J'évalue l'économie en droits non acquittés à environ 20.000 pesetas pour la seule année 1935. »

20.000 pesetas de droits de douane frauduleusement soustraits à l'Etat espagnol, contrebande de matériel de propagande utilisé contre la République Espagnole — telle est la notion qu'a la Lufthansa de l'accord commercial hispano-allemand. La Lufthansa entretient actuellement des courriers partout en Europe ; l'exemple espagnol permet de se faire une idée « des économies » de la compagnie réalisées par la contrebande, et de la quantité de matériel de propagande passé frauduleusement en territoire étranger. Une lettre de Cords, chef du Service des Ports, en date du 19 janvier 1936, nous apprend que trois à quatre colis par jour peuvent « glisser » en Espagne, et cela dans un seul aéroport de la Lufthansa, celui de Barcelone.

Les messageries maritimes ont une méthode très simple pour soustraire le matériel de propagande aux autorités de douane et de police. Le matériel est déclaré comme propriété du capitaine, et de ce fait exempt de contrôle;

le transport sur terre est assuré par les diplomates et les employés des agences des compagnies de navigation qui, eux aussi, jouissent largement de la complaisance payée des douaniers et de la police.

Qui sont les agents de la Gestapo ?

La documentation de Barcelone nous a montré la technique de la Gestapo à l'étranger ; elle dévoile aussi les personnes qui font cette sinistre besogne. Quelles tragédies et quel abîme d'instincts humains les plus abjects ! Quel mélange de cupidité, de vengeance, de sadisme et de joie de tuer ! Les volontaires qui font ce métier sanglant ne suffisent pas. La Gestapo a besoin d'un si grand nombre d'agents qu'elle force les hommes tombés entre ses mains à entrer à son service. Comme on recrutait, pour les princes du moyen âge les soldats par la force, de même, la Gestapo utilise n'importe quel prétexte pour contraindre des Allemands, arrêtés à la suite d'une dénonciation quelconque à entrer dans ses obscurs desseins.

L'atmosphère de la Gestapo, cette passion qui anime la chasse à l'homme, se reflète dans la correspondance avec la direction du Service des Ports. Il n'est plus permis de douter, il n'y a ni regret, ni pitié. Chaque mot révèle la joie brutale de faire ce métier sanglant.

Portrait d'un agent provocateur

Un juif n'est pas un être humain pour le national-socialisme, tant qu'il n'est qu'un juif. Mais si ce juif est prêt à devenir agent provocateur, à trahir ses coreligionnaires, à les dénoncer, alors il cesse d'être un juif : il devient un homme de confiance, un informateur digne de foi. M. Eugen Schönfeld à Barcelone était au service de la Gestapo. Il avait été condamné à une peine de prison pour abus de confiance. Libéré, il alla tout droit trouver le chef du Service des Ports à Barcelone, M. Engling. Un de ses coreligionnaires ayant porté plainte contre lui, il veut se venger. Voici ce qu'écrit à son sujet le chef du Service des Ports en date du 8 décembre 1935 :

« Le juif hongrois Schönfeld que vous connaissez par mes lettres au sujet de Hanke et de L. nous offre de nouveau des informations précises sur le comité d'assistance aux réfugiés juifs et sur les réunions hebdomadaires du sous-comité pour le boycottage des marchandises allemandes, sur l'édition de « l'Antifasciste », etc. — bien entendu contre une rémunération correspondante, Sch. veut aussi nous fournir d'autres détails sur l'activité politique d'émigrés allemands résidant à Barcelone, détails qui nous permettraient de retirer à ces personnes la nationalité et le passeport allemands. Son désir de vengeance est tellement grand qu'il dénonce maintenant à la police espagnole — pour les faire expulser — les émigrés auxquels les passeports allemands ont été retirés... »

Dans une lettre écrite le même jour il ajoute :

« J'ai maintenant l'occasion d'acheter, par l'entremise de Schönfeld, une documentation qui nous permettra de mettre la main sur à peu près 20 fraudeurs de devises et leurs correspondants, parents, maisons, etc. en Allemagne... »

Nous connaissons les hommes que l'on appelle des « fraudeurs de devises ». C'est le prêtre qui ne se soumet pas aux nazis ; c'est l'émigré antifasciste qui ne mange pas à sa faim à l'étranger ; c'est le juif qui cherche de nouvelles possibilités économiques. Vingt victimes de la Gestapo à l'étranger et leurs relations en Allemagne sont mises en vente par Schönfeld. Le prix d'achat n'est pas indiqué dans la lettre.

Une lettre du 8 décembre 1935, écrite par M. Cords, reproduit la dénonciation de Schönfeld, véritable requin, au sujet d'un ménage qui avait essayé de refaire sa vie à l'étranger. Il indique le nom des avocats, des parents, des commerçants qui sont en rapports avec le ménage ainsi que les moyens qu'ils ont utilisés pour faire passer leur argent par la frontière : « Une grande partie de l'argent a passé la frontière caché dans le rectum de L. et dans le vagin de sa femme. » C'est en ces termes que le chef du Service des Ports rédige le rapport adressé à ses supérieurs à Berlin. Il s'arrête avec un plaisir visible aux méthodes em-

ployées et il ajoute une série de remarques si scabreuses que nous devons renoncer à les reproduire ici.

La « Fondation à la mémoire des morts de la Grande Guerre » au service de la Gestapo

L'association des étudiants allemands a fortement étendu, grâce à l'appui accordé par le Troisième Reich, sa « Fondation à la mémoire des morts de la Grande Guerre ».

L'ingénieur Joseph Schlickau, membre des SS, arrive en 1933 à Barcelone ; le consulat général allemand écrit le 22 août 1934 à la direction de la section « Espagne » ce qui suit :

« Il s'est occupé surtout des émigrés. Il prétend avoir fait des constatations importantes et les avoir communiquées à la Gestapo... »

De Barcelone, il part au printemps 1934 pour Bilbao où il travaille comme homme de confiance de la Gestapo au consulat allemand. Le mandataire direct de Schlickau est Nussbaum, chef du service d'information à la Gestapo. Schlickau envoyait ses rapports à Nussbaum par l'intermédiaire de la direction du groupe local de Bilbao. Le chef de ce groupe, un bureaucrate, copia les rapports. Ainsi, nous lisons dans une lettre de Schlickau adressée à Nussbaum, le 2 juillet 1934 :

« Ma dernière lettre du 2 juin vous sera parvenue entre temps. Surtout depuis ces jours-ci,

vous deviez avoir pas mal de choses à faire et vous en avez encore certainement... »

« Pas mal de choses à faire », c'étaient les exécutions du 30 juin 1934, qui ont eu lieu, comme on sait, deux jours avant l'envoi de cette lettre. L'auteur, agent de la Gestapo à l'étranger, n'était pas payé par celle-ci. Il ressort du rapport du consulat général allemand qu'il bénéficiait d'une bourse accordée par la « Fondation à la mémoire des morts de la Grande Guerre ». C'est ainsi que les étudiants nazis honorent les morts de la Grande Guerre!

Il ne se trouve pas un seul fonctionnaire national-socialiste ou diplomate à l'étranger pour protester contre le financement des mouchards et indicateurs de la Gestapo par une fondation commémorative. Ces agents du national-socialisme sont tombés si bas qu'ils ne sont même plus conscients de cette profanation des morts.

Jadis chef de l'Etat-Major du « Führer » des paysans du Reich — aujourd'hui agent de la Gestapo

Les documents trouvés à Barcelone dans l'appartement de l'ancien avocat allemand R. révèlent une tragédie. Une carrière brillante : Chef de l'Etat-Major du « Fuehrer » des paysans du Reich, il devient une des personnalités les plus importantes du national-socialisme

pour toutes les questions paysannes. Haut fonctionnaire des SS. qui constituent la garde prétorienne de Hitler, tout le monde se presse autour de lui et le flatte. On lui demande une situation, une sinécure. Parmi les solliciteurs se trouve un membre des SS, un certain Lüdtke. R. fait des efforts en vue d'obtenir une situation à ce jeune homme. Ce n'est pas très facile, Lüdtke étant jugé par ses chefs précédents comme un paresseux et un homme indigne de confiance.

Lüdtke insiste et comme l'insistance demeure infructueuse, il fait ce qu'ont fait avant lui des milliers de SS : il dénonce R., il l'accuse d'être pédéraste. Depuis que les juifs et les francs-maçons ne suffisent plus pour faire diversion en face de la misère croissante, depuis que Röhm et ses éphèbes ont été exécutés, la chasse aux homosexuels est très en faveur à la Gestapo.

R. ayant une situation enviée subit le sort qu'il a certainement souvent réservé à d'autres. Le trop fameux « SS-Kommando » se présente à son bureau. Lorsqu'il monte dans la voiture qui l'emmène à la fameuse « Maison Columbia », il est un « homme fini », lui qui, il y a cinq minutes, était omnipotent dans son domaine.

R. passa plusieurs mois dans la prison de la Gestapo. Il décrit ses expériences faites au « Columbia-Haus », dans une pétition adressée au président du Tribunal des SS. Cette

pétition porte la date du 15 septembre 1935. Elle constitue une nouvelle preuve documentaire des méthodes cruelles employées par la police secrète du Reich que l'on connaît sous le nom de Gestapo.

C'était le jeu du chat et de la souris. La promesse toujours répétée de libérer le prisonnier s'il avoue au moins un seul « cas insignifiant de masturbation ». Des interrogatoires sans fin, sans interruption même pendant la nuit, brisent la résistance. Il avoue enfin des « délits d'homosexualité » auxquels il se serait livré, il y a plusieurs années, sur un ami :

« Si je n'ai pas relevé plus tôt les accusations de la Gestapo et si cette défense n'est pas contenue dans le procès-verbal, s'il y a même des déclarations contradictoires, cela est dû aux circonstances suivantes: Immédiatement après mon arrestation, j'ai été interrogé pendant deux jours. Le premier jour, l'interrogatoire a duré, avec des interruptions, jusqu'à environ 22 heures. Cet interrogatoire consistait essentiellement à faire pression sur moi pour me faire avouer avoir entretenu des relations avec deux personnes et avoir essayé d'en renouer avec une troisième. Ces personnages seraient O..., D..., et Lüdtke. Les deux interrogatoires se déroulèrent d'une manière qui, ne me permettant aucune réponse détaillée, me mettait dans l'impossibilité de faire valoir ma bonne foi. Ce que je réussis à dire tout de même fut jugé sans importance ou bien on me renvoya à un interrogatoire ultérieur, qui ne devait jamais avoir lieu. Par contre, les déclarations de Lüdtke étaient mises en avant comme di-

gues de foi tandis qu'on n'accordait aucune créance à mes déclarations. J'avais l'impression que tout éclaircissement objectif était impossible. Cette impression était d'autant plus justifiée que le commissaire déclarait qu'il allait arrêter tout l'Etat-Major du « Fuehrer » des paysans du Reich si je persistais à « nier ». Il disait que sur 300 fonctionnaires, il était certain d'en trouver 150 d'« anormaux ». Cela provoquerait un scandale formidable que la Gestapo n'aurait pas à craindre. En outre, la plupart de mes connaissances seraient également arrêtées. Indépendamment de tout cela, je devrais m'attendre à une détention préalable d'au moins un an puisque la Gestapo n'aurait aucune raison de pousser son enquête à mon égard. Dans le même ordre d'idées, on m'indiquait comment les demandes d'interrogatoires envoyées des camps de concentration étaient traitées. Si, par contre, je me décidais à avouer un seul cas de masturbation légère, le « Fuehrer » des SS, M. Heyderich serait disposé à me libérer séance tenante.

C'est alors que j'ai déclaré au commissaire que l'interrogatoire et l'arrestation de tout l'Etat-Major en question produirait un scandale et causerait un mal irréparable. Pour l'éviter je me déclarai prêt à signer tout ce qu'il voulait. J'y étais décidé parce que je me sentais obligé, en tant que fonctionnaire, d'éviter tout ce qui pourrait nuire au service auquel j'appartenais, et parce que je voyais dans la libération immédiate que l'on m'avait promise, l'unique possibilité d'obtenir une instruction objective de l'affaire. Cependant, le commissaire refusa ma libération et exigea un aveu formel de ma part. Puisqu'il prétendait que l'affaire était urgente et que M. Heyderich ne disposait que de quelques minutes, je renonçai

à toutes les preuves en ma faveur et ne fis insérer au procès-verbal que « l'aveu » auquel on m'avait contraint. J'indiquai les événements mentionnés avec D... Pourtant, la libération promise ne me fut pas accordée. Au contraire, M. Heyderich me fit savoir qu'il allait me voir le lendemain. Le lendemain, vers le soir, — je n'avais pas mangé depuis mon arrestation — le commissaire me fit savoir que Heyderich désirait d'autres détails plus précis. Si je voulais être libéré le jour même, dit-il, il faudrait me dépêcher de les donner. Le commissaire me fit entrevoir que les détails demandés étaient sans importance et dicta ensuite le procès-verbal. Je ne contribuais en rien à la rédaction du texte. Après les promesses du commissaire cela me semblait inutile puisque le procès-verbal tout entier ne correspondait en rien à la vérité. Ce sont ces conditions particulières qui expliquent pourquoi le procès-verbal contient une déclaration d'après laquelle des excès se seraient produits avec Lüdtké. Cette phrase avait été également posée comme une condition préalable de ma libération. Autrement, je n'aurais jamais accepté ce texte établi par le commissaire. En effet, M. Lüdtké lui-même a confirmé que je n'ai fait aucune allusion de ce genre. Même si je m'étais senti coupable, je n'aurais eu aucune raison de faire cette déclaration. J'ai consenti pour éviter le scandale dont le commissaire ne cessait de parler et en raison de la promesse de ma libération immédiate. Malgré cette promesse formelle, au lieu d'être libéré après la signature du procès-verbal je fus incarcéré dans le camp de concentration de la « Maison Columbia ». Les conditions du procès-verbal signé par moi n'étant plus valables et le procès-verbal objec-

tivement faux constituant une charge contre moi, j'ai demandé de vive voix et par écrit à subir un nouvel interrogatoire. Ce nouvel interrogatoire n'a pas eu lieu. J'ai strictement suivi la voie hiérarchique et, malgré l'injustice subie, je n'entrepris rien pour me sauver. Les impressions que j'avais recueillies pendant ma détention m'avaient fait comprendre qu'une action contre les fonctionnaires de la Gestapo pouvait avoir les conséquences les plus graves pour les détenus — même en cas d'acquittement ultérieur par le Tribunal. Il ne m'est pas possible de fournir des détails à ce sujet, étant donné que chaque prisonnier doit garder le silence sur tout ce qu'il a vu... ».

C'est le premier chapitre de l'histoire. Il constitue une preuve documentaire de plus, après tant de récits sur l'enfer de la « Maison Columbia ». « Les impressions que j'avais recueillies pendant ma détention m'avaient fait comprendre qu'une action contre les fonctionnaires de la Gestapo peut avoir les conséquences les plus graves pour les détenus — même en cas d'acquittement ultérieur par le Tribunal. Il ne m'est pas possible de fournir des détails à ce sujet, étant donné que chaque prisonnier doit garder le silence sur tout ce qu'il a vu... » Nous avons compris — même sans « détails ».

Le dossier ne contient rien sur le deuxième acte de ce drame. R., a-t-il été arrêté une seconde fois et « travaillé » par la Gestapo, ou est-ce que les simples menaces l'ont déjà rendu docile et ont fait de lui son instrument ?

Le troisième chapitre se passe à Barcelone. Ex-commandant d'Etat-Major, ex-dignitaire des SS, le prisonnier de la Gestapo est devenu agent de la Gestapo..... Amené à coups de bâtons au service de cette institution infâme...

« J'affirme que je suis tout à fait normal..... »

Un cas isolé ? Non, un système. A Barcelone, nous trouvons un autre agent de la Gestapo. Lui aussi est ancien avocat, membre de « l'Union des juristes allemands national-socialistes ». Lui aussi a été accusé de pédérastie. Lui aussi a cherché protection contre la Gestapo auprès de « l'Union des juristes ». Voici ce qu'il dit dans un rapport en date du 30 septembre 1935 :

« Je, soussigné, fixe par écrit, par la présente, ma déclaration orale faite le 6 courant devant M. Wolfgang Hercher, avocat et notaire, comme suit :

On m'accuse d'être homosexuel. Je nie toute inclination et toute activité dans ce domaine. L'accusation se base sur les antécédents suivants : En novembre 1934, une cocktail-party avait été organisée dans l'appartement de l'une de mes clientes, émigrée germano-russe et Excellence ; la soirée avait été organisée par le fils de cette dame. Il s'agit d'une famille de la meilleure réputation et très connue à Berlin. La maîtresse de la maison que je connais depuis longtemps, m'avait déjà invité à plusieurs reprises. C'est ainsi que j'ai fait la connais-

sance de son fils qui a à peu près le même âge que moi. L'invitation paraît ainsi suffisamment motivée.

Ayant passé, ce samedi, une mauvaise journée, j'avais déjà bu avant mon arrivée dans la maison où j'étais invité. Il n'y avait que peu de monde. Mais au cours de la soirée plusieurs dames et messieurs arrivaient, qui semblaient ne pas avoir été invités ; en tout cas, je ne sais pas de la part de qui et à quel titre ils étaient venus nous rejoindre.

Au cours de la soirée, des boissons américaines étaient servies, des « mixed drinks » particulièrement lourds et, à l'américaine. *sans rien manger*. De ce fait, après un temps relativement court, toutes les personnes présentes étaient complètement ivres. Pour preuve de ce degré d'ivresse nous citerons simplement le cas de cet invité qui lançait des pots de fleurs par la fenêtre dans la rue.

Il n'est pas étonnant, après tout ce que je viens de constater et comme je n'avais pas assez mangé, que j'aie moi-même été ivre-mort au cours de la soirée. Je me couchai, pour me dégriser, sur un divan dans une petite pièce qui n'était pas habitée.

Lorsque je me réveillai, je dus constater qu'un homme était couché à côté de moi ; c'est seulement au cours de la confrontation par la Gestapo que j'appris qu'il s'appelait Kaeferstein. J'aperçus avec une surprise pénible que mon pantalon était déboutonné et que, visiblement, quelqu'un avait touché mon sexe. Kaeferstein a déclaré par la suite, au cours de notre confrontation à la Gestapo, qu'il était le coupable. Il prétendait également que j'avais touché son sexe. J'ai nié avoir fait cela ; et je continue à le nier.

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Reichsleitung

Auslands-Organisation

Hd/U.

Bankkonto: Hamburger Sparkasse von 1827

Zahlstelle: Grindelallee unter:

Willy Schneider, R.S.D.A.P. Auslands-Organisation

Postcheckkonto: Hamburg Nr. 67877 unter:

Willy Schneider, R.S.D.A.P. Auslands-Organisation

Fernsprecher: 44 48 44/44 48 46



Postanschrift: Hamburg 1, Postfach 787,
ohne jeden Zusatz.

Einschreiben, Wertsendungen usw. an:

Ernst Wilhelm Bohle, Hamburg 13,

Harvestehuderweg 22

Drahtanschrift: Elböh, Hamburg

Aussenhandelsamt der A.O.

Buch-No. 13913

Hamburg 13, den 7. Februar 1935

Harvestehuderweg 22

Ortsgruppe
Madrid.

durch Landesgruppe
Spanien.

Betr. Handelsabkommen zwischen Uruguay und Spanien.

Wie uns von der Ortsgruppe Montevideo mitgeteilt wird, ist zwischen Uruguay und Spanien ein Handelsabkommen abgeschlossen worden und in diesem Abkommen wird von einer Liste von Artikeln gesprochen, die ca. 80% der gegenwärtigen Käufe Uruguays in Spanien ausmachen und die in Zukunft eine Bevorzugung bei der Verzollung in Uruguay erfahren sollen, indem diese in der Liste verzeichneten Artikel von dem Goldaufschlag von 25% auf den normalen Zoll befreit werden. Diese Liste wird in Uruguay vorläufig geheim gehalten, bis sie von der spanischen Regierung genehmigt und autorisiert wird. Es ist uns daher nicht möglich, die darin verzeichneten bevorzugten Artikel kennen zu lernen. Da es nun von grosser Wichtigkeit für den zwischen Deutschland und Uruguay bestehenden Handelsvertrag ist, die von dieser Bevorzugung begünstigten Artikel zu erfahren, bitten wir Sie zu versuchen, ob Sie nicht dort Einsicht in diese Listen bekommen können.

Sie wollen bitte mit den diesbezüglichen Nachforschungen unverzüglich beginnen und uns schnellstens über das Resultat derselben berichten bzw., falls Sie die Listen bekommen haben, uns dieselben einsenden.

Heil Hitler



Espionnage commercial au détriment de l'Espagne. Dans la lettre ci-dessus, l'organisation pour l'étranger du parti nazi donne l'ordre à son groupe de Madrid d'enquêter sur les clauses secrètes du traité commercial entre l'Uruguay et l'Espagne.

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Die Leitung der Auslands-Organisation

Bankkonto: Berliner Stadtbank, Kassell,
Berlin W 9, Linkstr. 7-8.
Girokonto: Nr. 2400 unter:
Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei,
Auslands-Organisation
Fernsprecher: Sammelnummer B 2 (Lützow) 7941



Postanschrift: Berlin W 35; Postfach 60
Einschreiben, Wertsendungen usw. an:
E. W. Bohle, Berlin W 35, Tiergartenstr. 4
Drahtanschrift: Elhob, Berlin

Berlin W 35, den 16. August 1935.
Tiergartenstraße 4

Außenhandelsamt
Buch-No. 24 983
Hd/U.

Landesgruppe
Spanien.

Wirtschaftsstelle.

Betr.: Mitteilungsblatt Folge 29, Wirtschaftlicher Teil,
Rundschreiben No. 11.

Für die Beantwortung der an Sie abgehenden Form-
bogen gilt folgender Schlüssel:

- 1.) Acumuladores Tudor, Zaragoza.
- 2.) A E G Iberica de Electricidad S.A., Madrid.
- 3.) A E G Telefunkenvertrieb, Madrid.
- 4.) A E G Iberica de Electricidad S.A., Barcelona.
- 5.) A E G Iberica de Electricidad S.A., Bilbao.
- 6.) Agfa, Valencia.
- 7.) Agfa-Photo, Barcelona.
- 8.) Agencia Maritima Wm. H. Müller & Co., Barcelona.
- 9.) Andalucía S.A., Joroba.
- 10.) Felix Arxer, San Felix de Guixols.
- 11.) Auto Iberica Edo. Sanchez Romero, Sevilla.
- 12.) Automobiles Fernandez S.A., Madrid.
- 13.) Automobiles Fernandez S.A., Barcelona.
- 14.) Autolocomocion Casanova, Valencia.
- 15.) Automobiles S.A., Barcelona.
- 16.) Azamon S.A., Madrid.
- 17.) Banco Espanol del Rio de la Plata, Madrid.
- 18.) Banco Espanol del Rio de la Plata, San Sebastian.
- 19.) Baquera Kusche & Martin S.A., Alicante.
- 20.) Baquera Kusche & Martin S.A., Barcelona.
- 21.) Baquera Kusche & Martin S.A., Cadix.

Aussitôt éveillé, un peu dégrisé, je rentrai chez moi en taxi. Kaeferstein a confirmé que, dans l'état où je me trouvais, j'eusse été bien incapable de rentrer autrement...

J'ajoute que je ne connaissais pas Kaeferstein avant cette soirée. Je ne l'ai pas revu non plus depuis, à part la confrontation au siège de la Gestapo.

Au cours de l'enquête de la Gestapo provoquée par les pots de fleurs jetés par la fenêtre, les personnes ayant participé à cette « cocktail-party » ont été identifiées. Cette enquête a entraîné mon interrogatoire et celui d'un certain B... que je connais depuis des années et que j'ai rencontré dans la maison de ma cliente. B... a été également interrogé par la Gestapo. Il a déclaré qu'il y avait eu en 1928 ou 1929, entre lui et moi, des actes sexuels auxquels aurait pris part mon amie d'alors...

Ce soir-là, j'avais reçu la visite de mon amie. Nous avons bu une bouteille de vin. B... arriva à l'improviste. A une heure avancée, légèrement gris, on arriva à des actes sexuels entre mon amie et moi et, en même temps, entre elle et B... Ni à ce moment ni à un autre, il n'y eut le moindre contact pervers entre B... et moi. Pour conclure, je dois souligner que j'ai des dispositions tout à fait normales. J'ai une amie et je me fiancerai selon toute probabilité prochainement. Mes dispositions absolument normales peuvent d'ailleurs être certifiées par la dame chez laquelle j'habitais dernièrement; elle s'est même plainte parce que je recevais trop souvent des petites amies... »

Cet avocat, lui aussi, doit faire des aveux, raconter à la Gestapo des épisodes de sa vie amoureuse. On demande des détails précis.

Il suit le même chemin que le chef d'Etat-Major. Lui aussi, il arrive à Barcelone. Chasseur d'hommes, il est lui-même traqué. Incapable de prendre une décision, il fait le métier le plus louche, il devient mouchard de la Gestapo ; il observe et rapporte, il dénonce, il persécute des êtres parfaitement innocents. Il est lui-même obsédé par la peur d'être persécuté à nouveau ; il est hanté par le souvenir de la « Maison Columbia ». Cette véritable inquisition doit être bien horrible, pour que les deux mouchards, même à l'abri, à l'étranger, n'osent pas lui résister. La Gestapo s'assurait probablement contre leur trahison par des otages en Allemagne.

Voilà le personnel de la Gestapo. Tels sont les limiers lâchés contre ses ennemis politiques en Espagne. Pour arriver à ses fins, la Gestapo ne craint aucun moyen, ne recule devant aucun acte si inhumain soit-il. Le national-socialisme brutalise et assassine ses propres adhérents si un tel acte lui semble utile pour ses buts politiques. Il force ses victimes à entrer à son service. Il poursuit les juifs, mais il utilise les juifs qui se soumettent, comme agents provocateurs. La Gestapo révèle le vrai caractère du national-socialisme. Sans la Gestapo, la dictature national-socialiste ne saurait subsister.

Le fait que la Gestapo a étendu à l'étranger son champ d'activité, est le signe que le national-socialisme est décidé à introduire

également à l'étranger la guerre qu'il mène à l'intérieur. La Gestapo est envoyée pour préparer le terrain. En Espagne, en mouchardant, en enlevant des hommes, la Gestapo était l'avant-garde des mercenaires marocains amenés par le général Franco pour « sauver la liberté de la nation »...

SECTION " PRESSE ET PROPAGANDE "

« Un coup d'œil sur la carte montre l'importance stratégique de l'Espagne dans une guerre entre l'Allemagne et la France. » C'est par ces mots que débute le « Mémoire concernant l'institution d'une agence de presse en Espagne », rédigé par le chef du service de presse de la section « Espagne » du Parti National-Socialiste. Ce mémoire est écrit en mai 1935. La correspondance saisie révèle qu'à cette époque les rapports adressés à la direction de la section faisaient ressortir la résistance croissante du peuple espagnol au fascisme. La lettre de Reder du 10 mai 1935, accompagnant ce mémoire, soulignait à son tour les craintes de la direction quant au revirement de la situation politique ; on a voulu préparer un service de presse de grande envergure. « L'importance stratégique de l'Espagne » est devenu le leitmotiv de cette offensive de presse.

Déjà avant son avènement au pouvoir, le national-socialisme avait organisé, en même temps que ses groupes, ses bureaux de presse

dans presque toutes les parties du monde. Après la prise du pouvoir, des moyens considérables furent mis à la disposition de ces bureaux. C'est ainsi que fut créée, en Espagne, une base pour inquiéter, attaquer, tourmenter et régir l'opinion publique.

**« L'organe officieux du Gouvernement
est à mes ordres »**

Friedhelm Burbach, le premier chef de la section « Espagne-Portugal », entretenait, déjà avant l'avènement au pouvoir de Hitler, les relations les plus intimes avec la presse réactionnaire et antirépublicaine de l'Espagne et du Portugal. Dans une lettre adressée à l'instituteur Schulz à Madrid, en date du 6 juin 1932, il pouvait s'en vanter dans les termes suivants :

« L'organe officieux du Gouvernement est à mes ordres. Il est vrai que j'ai eu toutes les peines du monde à y arriver. Il fallait jouer le tout pour le tout. Mais je suis parvenu à m'imposer. J'ai fait savoir au Président et à d'autres membres du gouvernement que l'Allemagne a bonne mémoire ; que chaque article contenant une attaque contre nous sera soigneusement communiqué aux autorités compétentes et qu'il ne tomberait pas dans l'oubli. »

Le journal dont il s'agit est en effet l'organe officieux de la dictature portugaise. Par cette lettre, bien des « énigmes » portugaises trou-

vent leur explication. La presse du Portugal et la presse national-socialiste diffusent avec empressement les plus affreux mensonges sur le gouvernement républicain de l'Espagne. La lettre de Burbach démontre que les nationaux-socialistes étaient les maîtres qui « formaient » la presse de la dictature portugaise à leur image.

Cette lettre révèle également les méthodes employées par les nationaux-socialistes en vue de « gagner » la presse étrangère. « L'organe officieux du Gouvernement est à mes ordres. » Corruption, menace, chantage — c'est la formule que Burbach lègue à ses successeurs pour le travail de presse. Et ceux-ci ont fidèlement observé cette consigne.

Le « Pressewart »

Chaque groupe local des nationaux-socialistes à l'étranger a son « Pressewart », chargé de « travailler » la presse. Le chef de la section « Espagne », Zuchristian, a défini ses fonctions dans les instructions suivantes :

« 1 — Surveiller la presse locale.

2 — Entrer en contact avec les directeurs et rédacteurs sans distinction de tendance politique pour obtenir qu'ils s'abstiennent de publier des articles anti-allemands et qu'ils acceptent de publier les articles mis à leur disposition. »

M. Hans Zeberer, directeur du service de presse et de propagande de l'Organisation pour l'Etranger, a élargi le champ d'activité de ces fonctionnaires en leur demandant de contrôler non seulement les journalistes, mais aussi tous ceux qui font des voyages en Allemagne. Il s'exprime dans la circulaire 45/34 comme suit :

« Quels sont les rapports publics ou privés que font, de leurs impressions, nos hôtes espagnols ou d'autres étrangers après un séjour dans la Nouvelle Allemagne ? »

Le national-socialisme avait en Espagne cinquante « Pressewarte », — appelés plus tard « chefs du service de presse », — travaillant selon ces instructions. Cinquante agents corrompaient, menaçaient, faisaient chanter, contrôlaient, dénonçaient, cinquante hommes assuraient le « service de presse en Espagne ». Ils obéissaient au chef du service de presse de la section « Espagne ». Cette fonction revenait jusqu'en mai 1936 à M. Gustav Reder à Madrid. Le docteur Hans Sauter, à Barcelone, lui succéda jusqu'au jour où éclata l'insurrection.

Le filet de la presse

Les nazis étant hostiles à la dualité des fonctions rémunérées, M. Gustav Reder en exerçait trois. Il était chef de service de pres-

se du Parti National-Socialiste, chef du service de presse du « Centre des chemins de fer du Reich pour le tourisme allemand, agence de Madrid », et conseiller de presse de l'Ambassade d'Allemagne à Madrid, laquelle avait encore à sa disposition un « conseiller technique pour la presse ». Ainsi il pouvait se présenter au choix comme nazi 100 p. 100, comme honnête spécialiste du tourisme, ou comme diplomate chargé de mission par l'Ambassade d'Allemagne. Si rien de tout cela ne convenait, il sortait de son portefeuille une carte de collaborateur de la « Deutsche Wochenschau » (« Hebdomadaire Allemand »), et désormais, il n'était que journaliste « indépendant ». Il définira lui-même sa collaboration à l'« Hebdomadaire Allemand » dans un rapport du 3 janvier 1934 adressé à l'Organisation pour l'Etranger de la manière suivante :

« Considère sa collaboration comme une façade destinée à dissimuler son activité au service du Parti. Peut ainsi toujours prouver qu'il ne fait pas de « propagande fasciste », mais qu'il collabore aux journaux espagnols, ainsi qu'à des feuilles étrangères. »

Sur le cas Reder, le filet brun de la presse peut être étudié jusque dans ses dernières ramifications. Derrière la rubrique « activité de presse » se cache la collaboration aux activités les plus variées du national-socialisme. Comme chef du service de presse et de propagande, Reder reçoit ses directives de l'Or-

ganisation pour l'Etranger et du Ministère de la Propagande. Comme observateur, il travaille pour la Gestapo. Un journal allemand lui délivre une carte de presse destinée à « dissimuler son activité au service du Parti ». Le Bureau des Chemins de fer du Reich, entreprise purement commerciale, met son bureau et ses nombreuses relations à sa disposition. L'Ambassade d'Allemagne lui donne de l'argent pour son activité clandestine.

Dans les opérations nazies en Espagne, nous trouverons toujours mêlés le Ministère de la Propagande, la police politique, les missions diplomatiques, le journalisme et les affaires commerciales.....

Dans un but de camouflage...

Le mémoire de Gustave Reder, cité au début, est un manuel des méthodes de travail du national-socialisme à l'étranger. Il nous révèle la triple activité de Reder et nous apprend que le travail de presse du Parti National-Socialiste se poursuivait

« en contact avec l'Ambassade et en gérant une partie de ses ressources financières ».

Le mémoire nous montre aussi comment les pots-de-vin étaient distribués. Reder précise :

« Pour éviter les recherches éventuelles sur l'origine des fonds, il est recommandé de s'appuyer sur une agence déjà existante. »

Cette agence espagnole distribue les articles et les entrefilets. « Bien entendu, sur une base strictement commerciale. » Reder écrit :

« Il faut, pour la forme, et dans un but de camouflage, demander des honoraires, — environ 5 pesetas pour les articles ordinaires, 10 pour ceux d'auteurs réputés. »

Mais on n'insistera pas pour être payé. Au contraire. Les journalistes qui placent un article, écrit Reder, touchent une commission. Les journaux qui le publient, reçoivent une somme déterminée. Le successeur de Reder, le docteur A.H. Sauter qui, lui aussi, a écrit un mémoire de presse au moment de son entrée en service en mai 1936, nous donne les détails suivants :

« Quelle sera la méthode à employer pour le placement des articles ? On peut la résumer ainsi : Après révision et élimination des « papiers » inutilisables, les services de l'ambassade et des consulats généraux feront parvenir les articles à des agences — ici, par exemple, la S. P. (*Servicio Prensa*) — qui se chargent de les placer à prix fixe dans des feuilles de province. Ces canards de deuxième et troisième catégorie ne sont pas très difficiles : ils reçoivent de la matière pour remplir leurs colonnes et un pourboire par-dessus le marché. »

Les pourboires, d'ailleurs, sont très convenables. Il ressort des relevés de comptes qu'un petit journal de province a touché deux cent cinquante pesetas par article.

Vingt deux mille pesetas de pots-de-vin en un seul mois

Reder prenait note régulièrement des articles qu'il avait placés. En 1934, trente journaux espagnols différents ont publié cent soixante-quatre articles de propagande national-socialiste. En 1935, on peut constater une recrudescence de la propagande. Dans les quatre premiers mois de 1935, soixante-huit articles ont paru dans vingt-cinq journaux, et au mois de septembre, avant et pendant le Congrès de Nuremberg, la presse espagnole publia cent quarante-cinq articles et notes national-socialistes. Nous apprenons ce que coûta cette collaboration au gouvernement hitlérien. Le budget de Reder comme chef du service de presse en Espagne s'élevait dans le seul mois de septembre 1935 à 22.450 pesetas.

Non seulement il payait les journaux et les journalistes pour le placement d'articles, mais il demandait aussi des articles à des personnalités importantes de la presse espagnole pour des journaux allemands ; ces articles, payés d'avance en moyenne 75 Reichsmarks n'ont paru que très exceptionnellement dans la presse allemande.

En plus du paiement direct en argent, il y avait aussi les invitations du Ministère de la Propagande et des missions : des journalistes espagnols étaient invités à faire un séjour en Allemagne. Leur effet ne dure que pendant

un certain temps, ensuite la corruption directe doit recommencer. Le docteur A.H. Sauter en convient avec mélancolie dans son mémoire :

« Si, d'autre part, certains rédacteurs ayant fait un voyage par avion en Allemagne et s'y étant bien amusé ou d'autres ayant gardé un bon souvenir des invitations de l'Ambassade ou du Consulat général, se montrent disposés à placer de tels articles pendant quelque temps dans leur presse, cela ne représente qu'un résultat médiocre, étant donné l'importance des sommes dépensées. »

La corruption par la publicité

Les méthodes de corruption décrites ci-dessus n'épuisent pas du tout la série des « combines » de Goebbels. Il s'adresse au commerce allemand pour le financement de sa propagande en Espagne. L'Espagne est depuis longtemps un débouché important de l'industrie allemande. L'industrie chimique et médicale, l'industrie électrique et automobile, entretiennent leurs agences en Espagne. Ces agences disposent de moyens importants pour le lancement de leurs produits par la publicité dans les journaux. Leurs budgets de publicité furent utilisés pour corrompre les journaux en faveur de la politique national-socialiste. Le 1^{er} mars 1935, l'Office de Commerce Extérieur envoya la circulaire suivante qui nous montrera comment même des annonces com-

merciales inoffensives sont contrôlées et exploitées par les nationaux-socialistes pour leurs buts militaires et politiques :

« Office de Commerce Extérieur de l'O.p.E.

Hambourg 13, le 11 mars 1935.
Harvestehuderweg 22.

Confidentiel

Section « Espagne »
pour l'Office économique.

Re : Contrats de publicité de l'industrie allemande avec les organes de presse à l'étranger.

Nos expériences montrent qu'il y a encore de nombreuses maisons, succursales et agences allemandes à l'étranger qui font paraître des annonces dans la presse anti-allemande.

Nous sommes d'avis qu'une intervention n'est pas possible dans chaque cas sans nuire à la vente des articles en question, c'est-à-dire sans porter préjudice à l'ensemble de l'économie allemande; cependant dans de nombreux cas, la publication des annonces en question par un journal pro-allemand est certainement possible sans léser les intérêts de notre commerce extérieur.

Pour ces raisons nous vous demandons de nous faire parvenir le plus tôt possible une liste contenant les indications suivantes :

- 1) Journaux pro-allemands ou allemands ;
- 2) Journaux anti-allemands ;
- 3) Journaux qui ont adopté une position neutre vis-à-vis de la nouvelle Allemagne ;
- 4) Maisons allemandes dont le représentant ou les succursales passent actuellement des annonces à des journaux antiallemands, et d'une façon générale maisons susceptibles de faire de la publicité dans des journaux étrangers.

En nous basant sur ces indications, nous jugerons pour chaque cas s'il est possible de faire passer à des journaux germanophiles la publicité faite dans des journaux germanophobes.

Nous verrons aussi si telle ou telle firme allemande ne peut pas être persuadée d'augmenter son budget de publicité pour donner des annonces à un journal germanophile.

Heil Hitler !

(Signature) »

Devant une annonce de la maison Opel, ou un article sur les appareils de T.S.F. allemands, le lecteur ne se doutait sûrement pas que cette publicité avait transformé l'opinion politique du journal.

C'est par de telles annonces qu'on prolongeait l'existence de certaines feuilles antijuives.

Une organisation féminine antisémite publiait l'hebdomadaire « Lealtad » qui avait remplacé le journal interdit « Aspiraciones ». « Lealtad » connût des difficultés matérielles; le « Fichte-Bund », chargé de la propagande antisémite en Espagne, s'adressa alors à l'Organisation pour l'Etranger en lui demandant

« ...d'aider un des journaux antisémites les plus actifs, « Lealtad », qui se trouve en difficultés... »

Une lettre en date du 12 avril 1935 donne des détails :

« Des annonces contribueraient grandement à surmonter les difficultés actuelles... »

Noir et blanc

Les annonces des maisons allemandes permettent encore de publier des numéros spéciaux entiers pour faire de la propagande en faveur de l'Allemagne national-socialiste. Les éditions du grand journal catholique et réactionnaire « ABC » publient une revue illustrée : « Blanco y Negro » (Blanc et Noir). La maison qui publie le journal « ABC » figure parmi les clients de Reder. On décide donc de faire paraître un numéro spécial de « Blanco y Negro » intitulé « L'Allemagne ». Où trouver les fonds nécessaires ? L'ingénieur Schubert, un des plus hauts fonctionnaires du Ministère de la Propagande, vient à la rescousse. M. Goebbels a institué le « Conseil de Publicité de l'Economie Allemande », institution qui a mis au pas toutes les agences publicitaires du Reich. Ce fameux « Conseil » est chargé de passer des annonces à « Blanco y Negro ». Le Président du « Conseil de Publicité » exécute cet ordre minutieusement. Le 17 août 1935, il envoie à l'organisation industrielle du Reich la lettre suivante dont le ton résigné d'ailleurs permet de conclure que ce « Conseil de Publicité » ne cesse d'être mis à contribution par l'Organisation à l'Etranger et par le Ministère de la Propagande :

« Bien que je ne considère pas les éditions spéciales de quotidiens comme des moyens particulièrement efficaces de publicité — voir

mes explications de la 7^e et 8^e séance du comité de surveillance — il est souvent inévitable pour des raisons politiques d'offrir exceptionnellement à des éditeurs étrangers pro-allemands un soutien par des annonces accordées pour des éditions spéciales. Cette considération politique est certainement indiquée à l'égard du journal « ABC », grand quotidien espagnol très répandu et sympathisant de la nouvelle Allemagne...

Etant donné qu'il s'agit en l'occurrence du journal « ABC » et en vue de nous conserver la sympathie de ce grand quotidien, je serais très heureux si l'industrie pouvait participer à la réalisation de l'édition spéciale en question en passant des annonces à ce journal... »

...Et l'on a passé un grand nombre d'annonces au journal « ABC » qui « a conservé sa sympathie à la nouvelle Allemagne ».

Le porte-parole de Goebbels en Espagne

Avec une minutie bureaucratique, Reder avait établi un fichier pour toute la presse espagnole, soit environ 250 journaux. Le tirage du journal, la tendance politique, les noms des rédacteurs, les propriétaires et ceux qui se cachaient derrière eux, et enfin l'attitude du journal vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne, tout cela était indiqué dans ce fichier. La minutie bureaucratique a tout trahi...

Nous apprenons par ce fichier que vingt-deux journaux espagnols peuvent être considérés comme sympathisants de l'Allemagne.

Nous trouvons parmi eux l' « ABC » déjà mentionné, l' « Epoca » de Madrid, la « Renovacion » de Barcelone. Et nous constatons que les journaux prépondérants des milieux monarchistes, catholiques et réactionnaires et ceux du parti fasciste de Gil Robles sont tous, sans exception, au service du national-socialisme. La collaboration du catholicisme réactionnaire et du fascisme de Gil Robles avec le national-socialisme est irréfutablement prouvée par le fichier de presse de Reder. Le national-socialisme poursuit le catholicisme seulement là où ce dernier est démocratique, là où il marche avec le peuple. Les prêtres allemands catholiques qui sont intervenus pour les droits du peuple, pour la liberté de conscience, pour l'observation du Concordat en Allemagne, sont poursuivis, torturés, condamnés, avec les mêmes méthodes que leurs autres compagnons de souffrance, les pacifistes, socialistes ou communistes. Mais là, où le catholicisme se dresse contre le peuple, là où il devient l'allié du fascisme, où il le dirige et le finance, là, il devient l'allié naturel du national-socialisme. Ses organes de presse obtiennent dans le fichier de Reder la note : « Ami de l'Allemagne ».

Un autre détail révélé par le fichier de Reder : Sur la fiche du journal « Informaciones », la feuille de Gil Robles, on trouve l'annotation : « Peut être considéré comme le porte-parole de l'Allemagne. » On trouve aussi sur

cette fiche le nom du financier principal de ce journal : Juan March. C'est Juan March qu'on a accusé déjà pendant la Grande Guerre d'être un des agents du commandement allemand en Espagne, et c'est encore lui que la grande presse de l'étranger désigna comme financier des rebelles. Cet homme finançait l'organe de Goebbels en Espagne. Là, la liaison directe avec les rebelles devient patente. Le journal « Informaciones » est au premier rang des journaux espagnols en ce qui concerne le nombre des publications national-socialistes. Goebbels, chef de propagande de la théorie raciste, et Juan March dont l'arbre généalogique ne résisterait pas à l'examen du fameux « Office Raciste du Parti National-Socialiste » — ces deux hommes se retrouvent unis pour lutter contre le peuple espagnol, pour établir la dictature fasciste en Espagne.

« Commission d'éclaircissements Hambourg-Brême »

A Hambourg, au troisième étage du bâtiment de la Bourse, siège une « Commission d'éclaircissements Hambourg-Brême ». Et on peut lire plus loin : « Office chargé de mission par différents Ministères du Reich. » Le docteur G. Kurt Johannsen est son gérant principal. Dans ses rapports avec l'Organisation pour l'Etranger en Allemagne, on l'ap-

pelle « Parteigenosse » (camarade), dans ses rapports avec l'étranger, « Monsieur le docteur Johannsen ». Le docteur Johannsen envoie régulièrement, au moins une fois, plus souvent deux fois par semaine, plusieurs articles qui sont placés par les chefs du service de presse des différents pays dans les journaux étrangers. Il y a là des articles tout à fait anodins sur « L'origine et le développement de la chirurgie dentaire et ses applications sociales ». Naturellement, elle « apparaît et se développe » seulement en Allemagne hitlérienne. Mais le « service Johannsen » — c'est ainsi qu'on appelle le service de presse de cette curieuse « commission d'éclaircissements » — ne fait pas de la propagande que pour les dentistes allemands. Dans chaque envoi nous retrouvons des articles dirigés contre la France, l'Angleterre, la démocratie en général. Le lecteur retrouve ces articles plus tard, le plus souvent sous une signature espagnole. Il ne sait pas que ces idées ont été émises dans ce bureau de Hambourg, et traduites en espagnol par les soins de l'Agence Allemande de Tourisme à Madrid.

Le placement du « service Johannsen » s'est heurté à certaines difficultés. Les articles étaient considérés comme étant trop secs et trop abstraits. Reder se plaint dans plusieurs de ses lettres des difficultés qu'il rencontre lorsqu'il s'agit « d'arranger » ces articles, de leur donner un peu de « légèreté espagnole ».....

Journalisme à la Gestapo

Les journaux « sympathisants » de l'hitlérisme reçoivent de l'argent, les feuilles donnant des informations objectives ou de tendance antihitlérienne sont surveillées et « soumises à une pression ». Les journalistes espagnols sincères qui écrivent dans leurs journaux la vérité sur le Troisième Reich sont dénoncés par Reder auprès de l'Organisation pour l'Etranger et auprès du Ministère de la Propagande. Nous retrouvons dans la correspondance plusieurs dénonciations qui ont provoqué l'expulsion d'Allemagne de journalistes espagnols.

Ainsi, le 16 août 1935, Reder fait un rapport sur Don Geraldo Isla, correspondant en Allemagne de la « Vanguardia », le plus grand journal catalan. Il dit qu'Isla se borne à des allusions habilement cachées, de sorte qu'on ne le peut pas saisir, mais il ajoute :

« Toutefois, ces derniers temps, il devient plus insolent et nous pensons que le moment est venu de taper sur les doigts du gaillard. »

Alors, à Berlin, on « tape ».

Le journaliste au service de la Gestapo ne veille pas seulement sur les journaux espagnols, il contrôle aussi sévèrement l'activité des envoyés de presse allemands en Espagne. Le « Mitteilungsblatt » N° 281/34 a publié le premier ordre donné aux chefs des services

de presse à l'étranger d'envoyer des rapports sur l'activité des correspondants allemands en Espagne. Gustav Reder répondit à cette invitation avec une joie toute particulière et envoya ses rapports régulièrement. Nous apprenons par ces rapports qu'un tel est marié ou entretient une liaison avec une juive ou une Espagnole. Le correspondant du « Berliner Tageblatt » est traité de « bohémien » ; d'un autre, Reder raconte que « ses dépenses ne sont pas en rapport avec ses revenus ». Un troisième est suspect parce qu'il a déjeuné plusieurs fois avec un républicain espagnol connu. Parmi de nombreux « cas », nous nous bornerons à citer celui de Mme Elma Mahlau-Mann, ancienne correspondante de la « Koelnische Zeitung » à Madrid. Elle avait été accusée en 1933 d'avoir communiqué une circulaire confidentielle de l'Ambassade d'Allemagne à ses confrères étrangers de gauche à Madrid et d'avoir déployé une activité socialiste — ainsi, d'ailleurs, que son mari. Les accusations émanaient de M. von Goss, représentant à Madrid de l'Agence télégraphique officielle allemande, « DNB ». Ces accusations furent communiquées par l'Ambassade d'Allemagne à Madrid au Ministère de la Propagande qui donna l'ordre à la « Koelnische Zeitung » de congédier immédiatement Mme Mahlau-Mann. Cette dernière essaya d'obtenir au moins sa confrontation avec le dénonciateur. Le Dr. Mey, conseiller d'Ambassade, et M. Zuchris-

tian, chef de la section « Espagne », refusèrent. On reprocha à Mme Mahlau-Mann, comme une circonstance aggravante, d'avoir reçu la visite du docteur Wasserbaeck, précédemment attaché de presse de la légation autrichienne à Berlin, puis arrêté et expulsé d'Allemagne. Dans une lettre dont la copie se trouvait parmi les dossiers de Zuchristian, le mari de Mme Mahlau-Mann s'exprime à ce sujet dans ces termes :

« Il suffit donc aujourd'hui qu'un membre du Parti National-Socialiste nous dénonce pour que nous perdions notre place. Ce n'est pas tout : le gouvernement a proposé le dénonciateur pour nous succéder. »

Un cas classique des mœurs de dénonciation national-socialistes. Aucune possibilité pour l'accusée de se réhabiliter. Non seulement, on l'éloigne de son poste, mais encore on lui rend impossible de continuer sa collaboration à la presse allemande. M. Goebbels propose à sa place l'homme qui l'a dénoncée.

Des orateurs ambulants en Espagne

La propagande national-socialiste, en dehors des journaux, était également confiée à M. Gustav Reder, chef du service de presse. Cette propagande était faite par le film, la T.S.F., les conférences, l'organisation de réunions dites culturelles.

M. Hans Zeberer, chef de la section de presse et de propagande de l'Organisation pour l'Etranger a été nommé, en 1935, chef de l' « office d'orateurs ». Le but de cette organisation était d'envoyer des orateurs de propagande dans les différents pays. Les orateurs parlaient le 30 janvier, — jour commémoratif de la « révolution nationale », — à l'occasion de l'anniversaire de Hitler, et le 1^{er} mai.

Les fonds nécessaires à l'organisation de ces tournées d'orateurs sont fournis par le Ministère des Affaires Etrangères. Il ressort d'une lettre de Zeberer en date du 29 mars 1935 que le Ministère des Affaires Etrangères dispose d'un fonds spécial pour ces orateurs de propagande. La suprême autorité diplomatique du Troisième Reich trouve donc opportun de financer des tournées de propagande dans les pays démocratiques, des tournées dirigées nettement contre la constitution démocratique de ces Etats. Le Troisième Reich oublie qu'il a un Ambassadeur à Madrid et que ses relations avec la République Espagnole sont excellentes, qu'il ne se trouve pas, avec elle, en état de guerre, mais, selon la formule sacrée, en « rapports de bon voisinage » ; il n'en donne pas moins l'ordre officiel à ses émissaires de miner les bases du gouvernement et de la constitution de ce pays. Ces tournées de propagande de nationaux-socia-

listes éminents en Espagne sont un des aspects de la « non-intervention dans les affaires intérieures de la République Espagnole ».

Les films nazis en Espagne

Le chef de l'office cinématographique attaché à la section « Espagne », n'a pas la vie facile. Depuis que le cinéma allemand est confié aux soins du docteur Goebbels, on ne voit presque plus de films allemands dans les cinémas à l'étranger. Le chef de l'office cinématographique oriente donc toutes ses recherches vers les juifs et les francs-maçons de l'industrie cinématographique espagnole pour trouver au moins un prétexte à l'insuccès du film allemand. Une circulaire de l'Organisation pour l'Etranger en date du 22 novembre 1935 nous renseigne à cet égard :

- « 1) Quelle maison de production ou de distribution allemande la société désignée représente-t-elle ? (Ufa, Tobis ou Ciné-Allianz, etc.).
- 2) Propriétaire et directeur de la maison sus-mentionnée ?
- 3) Sont-ils juifs ou francs-maçons ?
- 4) Nationalité du propriétaire et du directeur ?
- 5) Quels sont les rapports commerciaux de la maison avec les propriétaires ou directeurs de cinémas du pays en question ?

- 6) A qui appartiennent la plupart des cinémas ? Sont-ils entre des mains juives ou aryennes ?
- 7) Comment la maison travaille-t-elle ? Loue-t-elle les films allemands directement aux cinémas ou est-elle uniquement l'intermédiaire pour les maisons de distribution de films de la place ?
- 8) Les propriétaires ou directeurs de la maison en question ont-ils une activité subversive à l'égard de la nouvelle Allemagne ou ont-ils tenu à son égard des propos méprisants ?
- 9) Est-il indispensable, dans l'intérêt de l'exportation du film allemand, de remplacer cette maison par une autre ?
- 10) Quelle maison aryenne pourriez-vous indiquer le cas échéant ? Il est à remarquer que seules pourront entrer en ligne de compte des maisons capables de représenter le cinéma allemand avec succès. L'exportation cinématographique allemande ne peut pas se permettre d'enregistrer une nouvelle diminution de ses exportations vers ce pays. »

Le questionnaire concerne la société cinématographique ACE à Madrid.

Séances privées

Une ou deux fois par mois, le Ministère de la Propagande réussissait à faire entrer clandestinement des films de propagande en Espagne, par l'intermédiaire de l'Ambassade.

Ces films faisaient ensuite le tour de tous les groupes locaux. Ils étaient présentés dans des séances privées sans être passés par la douane et la censure espagnoles. Chaque représentation était soigneusement notée. Il ressort des rapports cinématographiques que 60 p. 100 des spectateurs étaient des Espagnols, pour la plupart des membres de la Phalange fasciste et du parti de Gil Robles.

Dans la première moitié de 1936, 346 séances privées ont été organisées en Espagne. L'Ambassade d'Allemagne faisait clandestinement entrer et circuler entre autres le film « Maladie héréditaire » qui devait montrer aux Espagnols les horreurs de ce que les hitlériens appellent « outrage à la race ». Un autre film représente le service du travail comme un paradis terrestre. Naturellement, le « Triomphe de la Volonté », film nazi par excellence, cher au Fuehrer, n'était pas oublié. Mais il dut subir quelques coupures... Car même pour les Phalangistes, on défile un peu trop dans ce film. M. Schulenberg qui s'occupe des films allemands en Espagne exprime cela pludemment dans une lettre en date du 24 mars 1936 :

« Pour le public espagnol, il faudrait toutefois raccourcir quelque peu ce film. Non pas couper les passages susceptibles de faire impression, mais éviter au contraire que l'intérêt du public ne fléchisse devant des défilés interminables. »

Centre des Chemins de Fer du Reich pour le Tourisme allemand

Normalement il faudrait penser que ce Centre des Chemins de Fer du Reich vend des billets de voyage. Or, en réalité, il fait tout le contraire. Cette agence s'occupe de toutes les affaires possibles, mais elle ne vend pas de billets de chemin de fer. Grâce aux instructions données en 1933 par le docteur Goebbels nous savons que les bureaux de voyage sont devenus des bases de propagande politique pour le gouvernement hitlérien. A Madrid, comme nous l'avons expliqué plus haut, on est allé jusqu'à nommer le chef du service de presse du Parti National-Socialiste en même temps chef de propagande de la succursale des chemins de fer du Reich. Sur son initiative, le chef de la section « Espagne » envoya le 8 mars 1935 une circulaire aux groupes locaux concernant le Centre des Chemins de Fer du Reich et dévoilant le véritable caractère de cette institution. Voici un extrait de cette circulaire :

- « 1) Tous les groupes locaux et toutes les bases devront envoyer avant le 25 mars une liste et un exemplaire de tous les journaux et des revues les plus importantes paraissant dans leur localité pour autant que ces publications s'occupent de tourisme et seraient susceptibles de recevoir régulièrement le service de presse du Centre des Chemins de fer du Reich pour le Tourisme allemand. Les

listes doivent mentionner le chiffre de tirage des publications en question.

- 2) D'ici au 30 mars, établir une liste de toutes les personnes de n'importe quelle nationalité susceptibles d'entreprendre un voyage en Allemagne. Cette liste doit comporter outre le nom et le prénom :

a) titre de noblesse ou universitaire ainsi que la profession ;

b) intérêt particulier de la personne en question tel que politique, musique, beaux - arts, architecture, sciences, achat de marchandises, etc. ;

c) indiquer de façon précise si la personne en question a déjà fait un voyage en Allemagne... »

C'est donc par le service de presse du Centre des Chemins de Fer du Reich, que Reder envoyait une partie de ses informations politiques aux journaux espagnols.

La T.S.F. allemande fait de la propagande en Espagne

L'œuvre de propagande entreprise par les chefs des services de presse en Espagne est utilement complétée par l'influence directe qu'exerce sur le peuple espagnol la T. S. F. allemande en organisant plusieurs fois par semaine des émissions en langue espagnole traitant du « succès et de l'essence du national-socialisme ». A la fin de chaque émission les auditeurs sont encouragés à communiquer

à la T. S. F. allemande leur opinion et leurs propositions d'amélioration du programme. Les postes anglais et français font de même pour leurs émissions en langues étrangères. Mais le poste allemand ne vise pas à obtenir des propositions en vue d'améliorer les programmes ; ce qu'il veut, c'est obtenir les noms et les adresses de citoyens espagnols qui peuvent être atteints par la propagande national-socialiste. Chaque Espagnol ayant envoyé une lettre à la Société de Radiodiffusion du Reich au sujet de ces émissions, est signalé à l'Organisation pour l'Etranger. L'Organisation pour l'Etranger communique le nom à la section du pays en question. L'auteur de la lettre reçoit dès lors continuellement le matériel de propagande national-socialiste.

Le 6 janvier 1936, l'Organisation pour l'Etranger écrit à la section « Espagne » :

« A la section « Espagne ».

Un service nous communique ce qui suit :

« Ci-joint je vous fais parvenir comme suite à ma lettre du 1^{er} juillet 1935 — VII 7040/-14. 6. 35 (Pe 1) — une nouvelle lettre de Juan Pérez Martin ; je vous prie de lui faire parvenir par l'intermédiaire du groupe local compétent le matériel de propagande ci-joint. »

Je vous envoie également une lettre de la personne indiquée ci-dessus, adressée à la Société de Radiodiffusion du Reich en date du 27 novembre et je vous prie d'en prendre connaissance.

Les brochures en question vous parviendront sous pli séparé. »

Ce Juan Pérez Martin mentionné dans la lettre habite à Melilla (Maroc Espagnol). La base de Melilla, au nom de la section « Espagne », entra en relation avec lui. Après quelques conversations, Pérez Martin devint agent de liaison du national-socialisme au sein de la « Phalange » fasciste. La base de Melilla écrit dans une lettre du 6 mai 1936 « qu'elle doit à Pérez Martin des renseignements précieux ». C'est ainsi que la T. S. F. allemande enrôle en Espagne des rebelles qui combattent la République !

L'Institut Ibéro-Américain

L' « Institut Ibéro-Américain » participe également d'une façon directe et active à la propagande national-socialiste en Espagne. Tous les groupes locaux sont tenus d'indiquer chaque mois les noms et les adresses de personnes à qui la revue de l'Institut Ibéro-Américain doit être envoyée. Les Espagnols s'adressant, pour obtenir des renseignements, à l'Institut sont signalés à la section « Espagne » qui est chargée de « faire le nécessaire ».

La Fête de la Race espagnole célébrée chaque année en octobre donne à l'Institut Ibéro-Américain l'occasion de faire une propagande particulière. L'Institut célèbre ce jour par une grande manifestation avec le concours d'une

série d'orateurs national-socialistes de tout premier ordre. La théorie raciste du national-socialisme constitue la teneur des discours les plus importants. En 1935, c'est l'Ambassadeur von Ribbentrop qui a fait le discours principal ; il a souligné la mission culturelle de l'idée raciste et de la conception de la pureté de la race. La manifestation était radiodiffusée, le discours de Ribbentrop fut traduit en espagnol. L'effet n'a pas manqué de se produire. En 1936, les rebelles ont célébré la Fête de la Race dans Saragosse, occupée par eux, d'une façon digne, par l'assassinat d'un juif et par la persécution brutale et sanglante des quelques pauvres habitants juifs.

A côté de la revue de l'Institut Ibéro-Américain, il y a encore une revue national-socialiste à l'usage de l'étranger qui nous intéresse ici ; il s'agit d'une publication destinée à la propagande parmi les Allemands : « L'Allemand à l'étranger », publiée par les soins du « Front de Travail Allemand ». Cette revue étalait ostensiblement, dans son numéro de novembre 1936, sa sympathie pour le peuple espagnol. Dans un article « O-Lumpiade populaire Barcelone 1936 » (1), on se moque de l'Olympiade populaire, préparée par le gouvernement catalan, pour le mois de juillet 1936. L'auteur qui signe « I. Fernandez » don-

(1) Jeu de mots intraduisible : « lump » signifie en allemand « salaud ».

ne libre cours à sa joie causée par le fait qu'au jour de l'ouverture de l'Olympiade, le 19 juillet 1936, les canons et les mitrailleuses ont retenti à Barcelone. Il qualifie la rébellion de « révolution ». Il s'amuse surtout du fait que le gouvernement catalan, le premier jour de l'insurrection, avait signalé que les sportifs, artistes et hôtes de l'Olympiade catalane étaient sains et saufs. Probablement, le national-socialiste qui se cache derrière le pseudonyme « I. Fernandez » aurait-il préféré voir les visiteurs et les participants des Jeux Olympiques de Barcelone massacrés par l'artillerie rebelle ou par les troupes marocaines.....

« La prudence est recommandée... »

Le Ministère de la Propagande ne saurait manquer au tableau, lorsqu'il s'agit de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Espagne et de gagner des Espagnols pour lutter avec les nationaux-socialistes contre la République Espagnole. La documentation de Barcelone prouve que le Ministère de la Propagande du Reich fit envoyer du matériel de propagande à différents Espagnols dont il avait connu les noms d'une manière ou de l'autre. Le Ministère de la Propagande savait très bien qu'une telle attitude constituait une immixtion dans les affaires intérieures d'un pays

étranger et il n'avait cessé, pour ces raisons, de répéter aux groupes locaux à l'étranger « que la prudence était recommandée, pour distribuer ce matériel ». Une lettre du Ministère de la Propagande du Reich en date du 19 février nous donne les détails suivants relatifs aux méthodes de travail du Ministère :

« Je vous envoie ci-joint la copie d'une lettre d'un certain Reginaldo Hernandez de Salamanque avec l'ordre de lui faire parvenir des livres et des brochures ayant trait à l'histoire et à l'organisation du Parti National-Socialiste. Veuillez transmettre cet ordre au groupe local compétent pour Hernandez. La prudence est recommandée dans la transmission du matériel... »

L'Organisation pour l'Etranger transmet cette lettre émanant du Ministère de la Propagande à la section « Espagne » en y ajoutant ce qui suit :

« ...il serait indiqué de traiter une telle affaire avec la plus grande prudence. »

A partir de cette époque, nous retrouvons périodiquement le nom de Reginaldo Hernandez dans les dossiers de la section. Il entretient des rapports intimes avec les nationaux-socialistes en Espagne et il devient un de leurs agents de liaison les plus importants avec les fascistes espagnols.

La « Chancellerie Privée de Adolf Hitler » figure avec de nombreuses lettres adressées à des citoyens espagnols dans les dossiers de la

section. Les lettres sont transmises par l'Organisation pour l'Etranger à la section « Espagne » en la priant de les faire parvenir à leurs destinataires « si ceux-ci sont dignes de les recevoir ». Le 6 juillet 1936, l'Organisation pour l'Etranger écrit ce qui suit à la section « Espagne » :

« Conformément à la liste ci-jointe nous vous envoyons 6 lettres émanant de la Chancellerie Privée du « Führer » que nous vous prions de bien vouloir expédier après lecture et appréciation de chaque cas.

W. Messer, Barcelone.

Marguerite Larroque, Othez.

Garcia Garrido, Ollencia/Valence.

Al. Diaz Vinuesa, Alfaro.

Mario et José del Amo, Pampliege.

Pedro A. Rullen, Palma de Majorque... »

Les destinataires sont traités par les groupes locaux selon les instructions données par Berlin. « Ils valent la peine » d'être « travaillés » par la propagande national-socialiste.

Le docteur Goebbels ne se vend pas en Espagne !

Les chefs des services de presse et de propagande sont aussi chargés de répandre à l'étranger les ouvrages théoriques du national-socialisme. Cette tâche n'est pas facile d'autant plus que certains parmi ces auteurs, notamment le docteur Goebbels en personne, veulent gagner beaucoup d'argent en vendant

leurs livres. Il y a une correspondance très amusante concernant les tentatives de vente des droits de reproduction en langue espagnole, du livre du docteur Goebbels « De l'hôtel Kaiserhof à la Chancellerie du Reich ». Le dossier en question ne nous dit pas si la lettre suivante a été portée à la connaissance du docteur Goebbels. Le public toutefois devra en prendre connaissance :

« Re : Service de Presse Hou/Coe Dr. Goebbels. »

« De l'hôtel Kaiserhof à la Chancellerie du Reich ».

En me référant à votre lettre du 4 avril je vous informe qu'il n'y aura pas d'éditeur espagnol qui prenne sur lui le risque de publier le livre du Docteur Goebbels en langue espagnole d'autant moins qu'il semble que les éditions Eher demandent des honoraires très élevés. Au contraire, chaque éditeur déclarerait qu'il s'agit, en l'occurrence, de « propagande » en notre faveur et que, pour cette raison, nous devrions nous engager à acheter ou à payer d'avance un nombre considérable d'exemplaires de l'édition espagnole. Cet état de choses est regrettable, mais il correspond rigoureusement aux réalités : lorsque nous désirons publier des œuvres national-socialistes fondamentales à l'étranger, nous devons nous montrer très généreux... »

Le « Fichte-Bund Allemand »

Indépendant en apparence, mais en réalité travaillant minutieusement d'après les

instructions du Parti National-Socialiste, le « Deutscher Fichte-Bund » auquel le national-socialisme avait décerné le titre de « Union mondiale pour la vérité », avait déployé une activité des plus intenses en Espagne. Jadis ce groupement s'appelait « Association pour combattre le Traité de Versailles ». Pendant la guerre, le « Fichte-Bund » avait été, en Allemagne et à l'étranger, l'organe des pangermanistes. Dans un prospectus « Propagande en vue de la revision des traités, entreprise par le Deutscher Fichte-Bund », nous relevons les phrases suivantes :

« Le « Deutscher Fichte-Bund » a été fondé au mois de janvier 1914 en vue de réaliser les nobles buts idéaux de Fichte. Après la mise en vigueur du « Diktat » de Versailles contenant l'aveu de la responsabilité allemande obtenu à force de chantage, l'association a entamé en 1919 la lutte contre le Traité de Versailles ».

Le même prospectus fait des « remarques préalables très importantes » :

- « 1) Eu égard à la situation économique très grave nous continuerons, comme par le passé, à distribuer nos tracts gratuitement...
- 4) Les noms de nos mandataires ne sont jamais indiqués.
- 5) Joignez à toutes vos lettres destinées à l'étranger un de nos tracts.
- 6) Des maisons commerciales ou d'autres entreprises qui pourraient craindre des inconvénients en expédiant des tracts du

« Fichte-Bund » devront en faire l'envoi en utilisant des enveloppes sans y indiquer l'expéditeur.

- 7) Il est recommandé d'envoyer aux personnalités que nous voulons gagner à notre cause un tract par semaine et non pas plusieurs à la fois.
- 8) « Oubliez » périodiquement un de nos tracts dans les moyens de transport que vous utilisez. Une telle propagande est très désirable. »

Le rapport annuel du « Fichte-Bund » pour l'année 1935 fait ressortir que dans cette seule année plus de 75 tracts ont été publiés dont 64 en langues étrangères. Le « Fichte-Bund », en 1935, a envoyé à l'étranger 5 millions de tracts et 5 tonnes de livres et de brochures.

Le « Fichte-Bund » dépend de l'Office de Politique Extérieure du Parti National Socialiste, dirigé par Alfred Rosenberg. L'homme de confiance de Rosenberg au sein de l'association est M. Kessemeyer, chef de propagande et parent du fondateur du « Fichte-Bund ». Hambourg est le siège officiel du « Fichte-Bund ».

Le représentant principal du « Fichte-Bund » en Espagne fut M. A. Kroeger de Barcelone ; son nom, nous le retrouverons dans le chapitre consacré aux livraisons clandestines d'armes. Il existe toute une correspondance échangée entre le « Fichte-Bund » et la section « Espagne » du Parti National-Socialiste ; cette correspondance montre que les nationaux-so-

cialistes voulaient à tout prix que le « Fichte-Bund » ne reçoive comme membres que des gens non inscrits dans leur parti. Il n'est pas difficile de comprendre cette tactique. C'est le « Fichte-Bund » qui dut entreprendre les actions de propagande les plus hardies. Il distribuait des tracts en langue espagnole. Il travaillait au Maroc Espagnol et en partie aussi au Maroc Français où son activité a provoqué, pour certains navires allemands, l'interdiction de faire escale dans les ports. Le « Fichte-Bund » était le protagoniste le plus fervent de l'impérialisme néo-allemand. C'est pourquoi il fallait établir une « distinction » entre le « Fichte-Bund » et les nationaux-socialistes. Les nazis ne voulaient pas se compromettre. Mais il ne peut y avoir aucun doute qu'en réalité le « Fichte-Bund » était une organisation national-socialiste comme toutes les autres plus ou moins camouflées ; la preuve en est donnée par une lettre adressée par l'ancien chef de la section « Espagne », M. Walter Zuchristian, à l'Organisation pour l'Etranger et portant les indications « Urgent » et « Confidentiel » ainsi que : « Re: Deutscher Fichte-Bund » et « Office de Politique Etrangère ». En voici un extrait qui se passe de tout commentaire :

« Hier, notre camarade Kroeger m'a donné un coup de téléphone pour me faire part de ce qui suit : dans un décret du suppléant du « Führer », M. Hess, ministre du Reich, il a été

expressément dit que la propagande à l'étranger ainsi que toutes les tentatives en vue d'influencer les étrangers seraient réservés exclusivement à l'Office de Politique Etrangère. Etant donné que M. Kessemeyer du « Fichte-Bund » est en même temps le délégué de l'Office à Hambourg, il est prouvé par ce fait que le « Fichte-Bund » est autorisé à faire la propagande dans la presse et se croit mandaté à cet effet par le Parti... »

La lettre traite ensuite de certaines frictions qui se sont produites entre la direction de la section « Espagne » et le « Fichte-Bund » en Espagne. On se mit d'accord à la fin. Le « Fichte-Bund » dirigerait la propagande au moyen de tracts, la section continuerait à s'occuper de la presse espagnole. Dans les archives du « Fichte-Bund » on a trouvé un fichier comprenant plus de cent mille adresses. Les tracts espagnols du « Fichte-Bund » avaient été envoyés à ces adresses. En six mois, le « Fichte-Bund » a distribué en Espagne 23 tracts différents en langue espagnole. On y relève des discours de Hitler, de Hess, de Goebbels, de Schacht, un article de Lord Rothermere en faveur du régime hitlérien, un pamphlet de Sven Hedin en faveur des « réparations coloniales » et cinq tracts dirigés contre « la politique mensongère de la France ». Les tracts avaient été publiés par les soins de la maison « Falken-Verlag » à Hambourg. Ils avaient été imprimés chez « Hermanns Erben », également à Hambourg. A

partir de juillet 1934, les tracts ont été publiés sans aucune indication révélant leur origine.

Dans les lettres que nous venons de citer il est question de M. Alfred Rosenberg et de son Office de Politique Etrangère. On a confié à ce théoricien de l'impérialisme néo-allemand l'ensemble de la propagande national-socialiste à l'étranger. C'est lui qui a inspiré l'insurrection en Autriche, l'action du Parti de Henlein en Tchécoslovaquie, celle des Rexistes en Belgique et celle des nationaux-socialistes dans les pays baltes. C'est lui qui tient les ficelles en Espagne. Nous retrouvons les émissaires de Rosenberg dans toutes les grandes villes de l'Espagne et du Maroc Espagnol. Le service de presse et de propagande de la section « Espagne » prépare l'action d'un commun accord avec le « Fichte-Bund ». Les agents de M. Rosenberg organisent cette action et en hâtent la réalisation.

LA DIPLOMATIE NATIONAL-SOCIALISTE EN ESPAGNE

La diplomatie national-socialiste poursuit en Espagne une vieille tradition. Bismarck en parlant de placer « la mouche espagnole sur le cou de la France » lui a tracé la voie. Les diplomates de Guillaume II, avant et pendant la guerre n'y ont pas manqué. Et le national-socialisme continue l'ancien jeu, en Espagne, en vue de réaliser le plan décrit par Adol Hitler dans « Mein Kampf », à savoir l'encerclement et l'isolement de la France.

Ce n'est pas sans raison que l'Hitlérisme, lorsqu'il s'installa au pouvoir, n'apporta pas de modification sensible dans l'appareil diplomatique allemand à l'étranger. M. von Neurath, qui fut ministre des Affaires Etrangères dans les cabinets de von Papen et du général Schleicher, l'est resté jusqu'en 1938. Au moment de la prise du pouvoir, le national-socialisme ne disposait pas de personnalités à même de remplacer les diplomates de Stresemann et de Neurath. Du reste, il n'était pas

sans intérêt pour lui d'utiliser les relations de la noblesse allemande qui détenait la plupart des postes diplomatiques à l'étranger. En n'apportant volontairement aucune grande modification dans la composition de l'appareil diplomatique, il visait à donner l'impression que rien ne serait changé dans le domaine de la politique extérieure.

Mais Hitler ne tarda pas cependant à instituer une école de diplomates nazis au sein du parti national-socialiste, l' « Office de Politique Etrangère ». Et l'esprit de Goebbels s'infiltra dans les consulats et les ambassades allemands, apporté par toute une série d'attachés à la propagande qui y furent envoyés. Par ailleurs fut instituée à l'intérieur la fameuse « mise au pas ». L'application des paragraphes « aryens » élimina tous les éléments non purement aryens de la diplomatie, puis l'on contraignit à l'aide d'une forte pression les anciens diplomates à adhérer au parti nazi, où ils furent soumis à une discipline autoritaire. Ainsi s'avéra une fois de plus que les diplomates allemands, comme l'a dit Bismarck, s'ils n'ont pas de talent n'ont pas davantage de caractère. Dès le milieu de 1933, les plénipotentiaires allemands à l'étranger affluaient en nombre pour se faire inscrire au Parti National-Socialiste. Et dans une circulaire du 28 février 1934, le chef de l'Organisation pour l'Etranger, Bohle, pouvait déjà se vanter d'avoir reçu un nombre infini de de-

mandes d'adhésion émanant de diplomates allemands.

Le chef de la section « Espagne », Zuchristian, explique à un ami, dans une lettre du 29 mai 1933, comment s'effectue la mise au pas du ministère :

« Les « Affaires Etrangères » devront être noyautées par les nazis, lentement mais d'autant plus sûrement... »

C'est avec cette mise au pas des représentations du Troisième Reich à l'étranger que commença leur transformation en filiales de la Reichswehr, de la Gestapo, et du Ministère de la Propagande. L'exemple espagnol montre nettement l'extension prise par cette opération et quel danger elle représente pour la paix. Le diplomate allemand envoyé à l'étranger n'est pas seulement responsable devant le Ministère des Affaires Etrangères. En tant que diplomate national-socialiste il relève de l'Office de Politique Etrangère du Parti et de son chef Alfred Rosenberg.

Comme membre du Parti résidant à l'étranger, enfin, le diplomate est subordonné au chef de l'Organisation pour l'Etranger, Bohle, qui, depuis l'automne 1937, est aussi Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères. Il doit donc servir trois maîtres dont il reçoit des directives. Et s'il est, par-dessus le marché, comme différents Ambassadeurs et Ministres allemands, membre des SS., il lui

faut encore obéir à un quatrième chef : le « Fuehrer » des SS. et le chef de la police allemande, Heinrich Himmler.

Diplomates allemands placés sous surveillance

Après l'arrivée des Hitlériens au pouvoir, surgit à côté des représentants diplomatiques du Reich ce que l'on a appelé le « Représentant de la Souveraineté », c'est-à-dire le dirigeant des groupes nationaux, régionaux ou locaux du parti nazi à l'étranger. Le diplomate allemand est bien subordonné, en principe, à M. Bohle, chef de l'Organisation pour l'Etranger. Mais il sait aussi qu'il ne doit pas se mettre mal avec le « Représentant de la Souveraineté ». Il sait que son admission au parti dépend entièrement du jugement de ce « Représentant de la Souveraineté » et, avec le temps, la coutume s'est faite loi : les consuls à l'étranger ne peuvent plus être ni nommés ni destitués sans l'assentiment du « Représentant de la Souveraineté ». C'est ainsi que ce dernier est devenu *via facti* le véritable représentant du Troisième Reich et le diplomate son instrument. La circulaire du chef de l'Organisation pour l'Etranger, Bohle, du 28 février 1934, adressée à tous les commissaires à l'étranger, les chefs de sections nationales, etc... démontre clairement que le diplomate

allemand est livré au bon vouloir du dit « Représentant de la Souveraineté ». La voici textuellement :

« N° 55/34.

*Le Chef de l'Organisation pour l'Etranger
à l'Etat-major du représentant du Fuehrer.*

Circulaire.

*(Strictement confidentielle, destinée seulement
au Service des dirigeants politiques ci-après
mentionnés.)*

*A tous les commissaires à l'étranger, aux chefs
des sections nationales, aux hommes de con-
fiance des sections, aux dirigeants des groupes
régionaux et locaux et des bases du Parti Na-
tional-Socialiste.*

Par suite de l'accord intervenu entre le Ministère des Affaires Etrangères et l'Organisation pour l'Etranger du Parti National-Socialiste, qui vous a été communiqué avec ma circulaire n° 50/34, et concernant l'admission de membres du Service Etranger du Reich dans le Parti, j'ai reçu un très grand nombre de demandes d'admission. Il va de soi, ainsi que je l'ai déjà exprimé dans ma circulaire n° 50/34, que lors de l'examen de ces demandes, ce seront, en première ligne, les dirigeants politiques qui auront à prendre position et donner leur avis. Afin de ne pas alourdir inutilement la marche du service de l'Organisation pour l'Etranger par des questions particulières venant après coup je prends sommairement les dispositions suivantes :

Les dirigeants politiques précités feront établir dans leurs services respectifs ou bien me retourneront, *par courrier*, après la réception de cette circulaire, tous les renseignements concernant chaque fonctionnaire, employé ou ou-

vrier du Service Etranger, *chacun sur une feuille spéciale*. On ne devra confier l'établissement de ces rapports qu'à des camarades sûrs, en qui l'on puisse avoir totalement confiance du point de vue du mouvement, et qui aient la valeur requise.

J'attire l'attention sur la grande responsabilité qui incombe à chaque dirigeant politique à propos de ces questionnaires. Les jugements devront faire abstraction des facteurs personnels et n'être déterminés que par le dévouement à la grande cause. Chacun doit prendre conscience de la grande confiance qui lui est témoignée à cette occasion.

Les rapports devront concerner les points suivants :

activité développée jusqu'ici pour le Parti,
curriculum vitæ,
éventuellement, appartenance aux Loges,
descendance ou parenté,
descendance ou parenté de la conjointe,
activité ou opinion politique antérieure,
position à l'égard de l'ancien régime,
jugement d'ensemble au point de vue du mouvement.

A ces données devra être ajouté une mention indiquant si l'on considère la personne (homme ou femme) comme digne ou indigne d'être admise dans notre mouvement.

En ce qui concerne le jugement d'ensemble, il faudra tenir compte des directives fournies par la circulaire n° 33/34.

Heil Hitler !

Signé : E.W. Bohle,
Chef de district.

P.c.c. signé : Ehrich,
Aide de camp

Hambourg, le 28 février 1934.

Dr. E/F. »

Autant dire que la circulaire ouvre toutes les portes à l'arbitraire du « Représentant de la Souveraineté ».

L'ambassadeur hitlérien à Madrid

Depuis 1926, l'Allemagne était représentée à Madrid par l'ambassadeur comte Welczeck. Celui-ci venait de Budapest. Dans une lettre du chef de la section « Espagne », Walter Zuchristian, à l'Organisation pour l'Etranger, datée du 4 juin 1934, le comte Welczeck est décrit comme un « homme de société impeccable et un diplomate habile ». Il appartient à cette catégorie de diplomates allemands dont il est courant de dire qu'ils sont, en leur for intérieur, le plus fortement portés contre le régime hitlérien, qu'ils sont courroucés de ce qui se passe en Allemagne et qu'ils ne conservent, en général, leurs postes que pour éviter le pire. On ne connaît pas celui qui a répandu ces sornettes. En tout cas, les dossiers concernant le comte Welczeck parlent un autre langage. Ils révèlent un diplomate entièrement dévoué au national-socialisme et qui, peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir, s'est empressé d'adhérer au parti nazi.

Dans sa lettre du 4 juin 1934, Zuchristian fait du comte Welczeck le plus brillant éloge :

« 1. Son attitude envers le Parti National-Socialiste depuis la prise du pouvoir est absolument loyale. Sa collaboration ne soulève aucune objection, et tous les appuis sont garantis.

2. Depuis 1926, à Madrid ; était auparavant ambassadeur à Budapest. Homme de société impeccable, diplomate très habile.

3. N'a jamais, que je sache, appartenu à une Loge.

4. D'après lui-même possède une descendance purement aryenne ; sa femme est Chilienne, d'origine basque, de même purement aryenne.

5. N'a jamais appartenu à un parti politique (selon ses propres dires), sa position antérieure était, à ma connaissance, celle d'un conservateur-catholique.

6. D'après ses propres données, il a interrompu sa carrière diplomatique pendant quelques années, alors qu'il était en désaccord avec la politique suivie après-guerre.

7. Il n'y a rien, à ma connaissance, qui s'oppose à l'entrée du Comte Welczeck dans le Parti. »

De même, le premier Conseiller d'ambassade, Dr. Voelckers, possède l'assentiment du chef de la section, lequel rapportait le 15 juin 1936 :

« Dr. Voelckers : je n'ai rien pu apprendre sur son attitude antérieure ; depuis que je le connais, il s'est toujours conformé à nos désirs ; je le tiens pour politiquement sûr et j'observe qu'il fait son possible pour marcher avec le temps. Rien ne plaide contre son admission et c'est pourquoi je la recommande. »

« Marié à une Française — ne peut être admis »

Ce ne sont pas tous les membres de l'Ambassade allemande de Madrid qui jouissent de la grâce du chef de la section « Espagne ». Celui-ci pardonne à un attaché d'être marié à une Malaise, parce qu'il s'est toujours montré national-socialiste dévoué. Mais l'attaché au service de presse, A. Bruns, ne saurait être admis dans le parti national-socialiste, pour cette raison que sa femme légitime est Française. Voici ce qu'il est dit de cet attaché dans le rapport du 15 juin 1936 :

« Marié avec une Française. Ne peut être admis. »

De même, l'admission du chancelier E. Larssen est rejetée en ces termes :

« Favorable aux idées démocratiques. N'est pas un combattant. »

Il ne sert de rien aux anciens démocrates de « s'efforcer » de comprendre les temps nouveaux. Le chef de la section porte sur l'inspecteur supérieur E. Alte, de l'Ambassade de Madrid, le jugement suivant :

« Auparavant adversaire déclaré. Démocrate. En désaccord avec le principe du Fuehrer. S'efforce de comprendre les temps nouveaux. Son admission ne peut être recommandée. »

Pauvre vieux. C'est peut-être maintenant qu'il comprendra exactement les temps nouveaux.

Comment un consul est « abattu »

Le national-socialisme ne s'est pas contenté de transformer en nazis — ou de les contraindre à le devenir — les diplomates qu'il a « hérités » de la République. Pendant qu'il s'efforçait de faire des nazis des diplomates de grand style, à l'école de Rosenberg, le nazisme, dès la seconde année de sa domination, n'a eu de cesse de placer systématiquement ses partisans à tous les postes consulaires. Les archives de Barcelone apportent la démonstration de la véritable chasse aux fonctions officielles qui accompagna l'arrivée au pouvoir de Hitler. Elle prend un aspect tout particulier en Espagne, du fait qu'elle est favorisée par l'Organisation pour l'Etranger, et porte donc le sceau officiel du parti. Des centaines de lettres venant de Bilbao, Alicante, Séville, Saint-Sébastien et d'autres villes révèlent cette guerre de haine et de calomnie menée contre un consul qui se refusait à se livrer totalement à l'arbitraire nazi ou bien dont la place était briguée par un fonctionnaire nazi. Le consul Rehmann, de Saint-Sébastien, est une victime de ces procédés « d'utilité publique ».

Le consul Rehmann était co-propriétaire de la firme Rehmann et Lerch, à Saint-Sébastien. Le nazi Beisel était le chef du groupe local de la même ville et désirait être consul. Il se mit donc en rapport avec son chef, Zu-

christian, le dirigeant de la section « Espagne », à Madrid. Le 16 octobre 1935, Zuchristian répondit à Beisel dans une lettre dont nous détachons cette phrase significative :

« Veuillez à nouveau m'exposer brièvement les raisons qui conseillent : a) d'abattre Lerch ; b) de destituer le Consul. »

Et tout est mis en œuvre pour « abattre » Lerch. Le 22 octobre 1935, le nazi Beisel envoie le rapport demandé. L'on apprend alors que la déclaration suivante du consul est une trahison envers la patrie :

« Depuis que les jeunes Allemands ont adhéré au nouveau mouvement, il n'est plus possible de vider tranquillement son verre de bière. »

Il est dit encore dans ce rapport que M. Rehmann n'a pas adopté la « manie des sociétés » chère aux nazis, et que ce n'est qu'avec bien des efforts que l'on a réussi

« finalement à l'amener aux soirées où l'on joue aux cartes. »

M. Lerch, consul-suppléant, n'est pas rejeté moins catégoriquement que Rehmann par Beisel :

« Bien que nous sachions l'attitude négative de cette personne à l'égard du Parti, nous n'avons pu le surprendre en flagrant délit de déclarations hostiles. »

Mais il est arrivé une fois que Lerch a été surpris tenant des propos de « haute trahison ». Il s'est « laissé aller », comme dit Bei-

sel dans un rapport, à de telles déclarations devant un membre du parti, chef de service. Il a déclaré notamment :

« ... C'est une véritable honte que nous envoyions l'argent en Allemagne, alors qu'il y a tant de gens ici que nous pourrions secourir. — Le chef de service — ignorant qu'il y eut ici des Allemands ayant besoin de secours — lui demanda s'il y avait encore des compatriotes que nous pourrions secourir. Il répondit : « Certainement il y en a. Et, en outre, nous ne devons pas oublier le pays qui nous abrite. — Je ne peux donner beaucoup cette fois. On n'obtient d'ailleurs aucun argent d'Allemagne. — Et si l'on devait un jour se trouver dans une mauvaise situation à l'étranger, il n'y aurait personne pour nous aider, ou bien avez-vous déjà entendu parler de quelqu'un ici qui soit aidé par l'Allemagne... »

Le consul-suppléant Lerch a donc osé exiger que l'argent du « secours d'hiver » reçût sa destination réelle, et ne fût pas envoyé en Allemagne. C'est la raison pour laquelle il devait être « abattu ».

Il apparaît que la lutte menée par Beisel contre Rehmann n'était pas encore finie quand éclata l'insurrection. La dernière lettre concernant cette affaire, trouvée dans les archives, est datée du 17 juin 1936 et fut rédigée à Barcelone par le chef de la section « Espagne », Hans Hellermann. Nous la reproduisons *in extenso*, car elle est caractéristique de la lutte des nazis pour s'emparer des postes consulaires, et parce qu'elle révèle que les

diplomates sont soumis au « Représentant de la Souveraineté » :

« Au Camarade Willi Beisel
Saint-Sébastien.

Re : votre lettre du 30/5/36.

Cher Camarade Beisel !

Je ne suis nullement enchanté de n'être informé qu'indirectement par les autorités de la correspondance concernant l'affaire du Consulat. C'est là une méconnaissance de la situation concrète.

Le Parti a intérêt à ce que vous deveniez consul à Saint-Sébastien ; le parti est disposé à mettre en œuvre tous les moyens disponibles pour vous assurer ce poste, et c'est en dernière instance le Parti qui est en train de s'expliquer avec les Affaires Etrangères.

C'est pourquoi, il est absolument indispensable que vous me teniez au courant d'un tel échange de correspondance. Je suis un « Représentant de la Souveraineté » et à ce titre j'ai un droit de *veto* dans la nomination ou la révocation des consuls. Je vous prie donc à l'avenir chaque fois que vous écrirez de me faire parvenir copie de la lettre par le même courrier. C'est là la seule manière d'assurer avec succès pour le Parti la collaboration en question, précisément dans cette affaire si difficile de la pénétration du corps consulaire du Ministère des Affaires étrangères.

Salut fraternel et Heil Hitler !

Signé : Hans Hellermann. »

Le cas Beisel est loin d'être un cas isolé. On n'a pas trouvé moins de cinquante-six let-

tres dans la correspondance de la direction de la section « Espagne », toutes concernant l'occupation du poste consulaire à Valence. Ici c'est le nazi Otto Pfeilmeier, dirigeant du groupe local, qui s'acharne à devenir au moins vice-consul. Tout un jeu d'intrigues est institué dont les acteurs sont le consul général Koecher, de Barcelone, le consul Buch, de Valence, son fils Max, qui ne demanderait pas mieux que de succéder à son père, le nazi Pfeilmeier et le dirigeant de la section, Zuchristian, auxquels se joindra plus tard Hellermann. Le cas de Valence n'existe pas cependant à côté de celui d'Alicante où le « dirigeant de base », Kindler von Knobloch, aimerait bien devenir consul. La lutte dure déjà depuis deux ans. Les membres dirigeants de la colonie allemande d'Alicante s'élèvent contre la nomination de Kindler von Knobloch, car, d'après eux, il ne leur semble pas capable d'exercer cette fonction. Mais l'Organisation pour l'Etranger a eu tôt fait de passer outre à cette protestation démocratique. Kindler von Knobloch est leur candidat et il sera nommé « coûte que coûte ».

L'attitude politique des conscrits

Depuis l'instauration du service militaire obligatoire, même les Allemands résidant à l'étranger sont soumis au conseil de revision.

Celui-ci a lieu au consulat. Mais ce n'est plus le seul consul qui décide du sort du conscrit ; il doit lui-même se subordonner au « Représentant de la Souveraineté ». Nous trouvons dans une lettre du Consulat général d'Allemagne en Espagne, datée du 29 avril 1936 et envoyée à Hellermann, chef de la section « Espagne », à Barcelone, des détails intéressants sur les procédés appliqués par ces conseils de revision :

« Ainsi que M. le vice-consul Zimmermann vous l'a déjà communiqué verbalement, les citoyens allemands mobilisables, dont je joins la liste, viendront ici dans une huitaine passer le conseil de revision. La plus grande partie des Allemands mobilisables résidant ici avaient dû être ajournés pour ne pas perdre leurs postes.

Je vous serai reconnaissant de me faire connaître si vous savez que l'un d'eux a eu une attitude politique subversive à l'égard de l'Allemagne. Je vous prie de me faire savoir si vous ou l'un de vos représentants désirez assister à la visite médicale des conscrits. »

Le ton de la lettre montre bien la dépendance du consul général à l'égard du « Représentant de la Souveraineté ». Nous pouvons deviner quel sera le sort du conscrit dont le « Représentant de la Souveraineté » connaît la conduite politique subversive. La fin de la lettre nous rappelle les conseils de revision du temps de guerre où ce n'était pas le médecin mais un quelconque sous-officier qui décidait de l'aptitude militaire des conscrits.

Contrebande

Les archives trouvées à Barcelone nous révèlent également le caractère impeccable de la collaboration fournie par le comte Welczeck et celui du « soutien » qu'il accorde au Parti National-Socialiste, ainsi que la nature des désirs auxquels s'est « toujours conformé » le conseiller d'ambassade. L'ambassadeur met son courrier diplomatique à la disposition illimitée du « Représentant de la Souveraineté », mieux, celui-ci est pourvu d'un sauf-conduit diplomatique qui lui permet de faire passer sans danger son courrier compromettant en Allemagne et d'introduire en Espagne toutes les instructions de Berlin. Parmi les documents se trouve un sauf-conduit établi par l'Ambassade d'Allemagne, le 24 avril 1936, au nom du chef de la section « Espagne », Hans Hellermann. L'ambassade a utilisé par conséquent son droit d'extraterritorialité et les privilèges de la valise diplomatique pour le transport de documents dont le contenu, comme nous l'avons montré, est dirigé contre les intérêts de l'Espagne. Plus encore : les bâtiments de l'Ambassade deviennent les entrepôts les plus sûrs pour les documents et le matériel compromettant des groupes nazis en Espagne. Nous avons déjà mentionné les différentes circulaires dans lesquelles les groupes sont chargés de mettre leurs documents à l'abri de

la police espagnole et de les dissimuler dans l'Ambassade et les consulats. Dans une lettre du chef de section Hellermann, du 24 juin 1936, il est parlé explicitement des dossiers du Parti National-Socialiste cachés dans les caves de l'Ambassade d'Allemagne, à Madrid. Dans cette lettre adressée au chef du groupe local de Madrid, August Schmidt, on lit notamment :

« Je vous prie de commencer par examiner les documents du groupe local de Madrid qui se trouvent sous scellés dans les caves de l'Ambassade et de voir s'il ne s'y trouve pas des collections complètes. Je suis à peu près certain que vous y trouverez quelque chose d'utilisable. »

Les collections dont il est parlé ici sont ces « Feuilles d'information » et circulaires de l'Organisation pour l'Etranger, dans lesquelles sont fournies aux groupes les directives pour leur travail à l'étranger. Et d'après les indications de l'Organisation pour l'Etranger, ces documents doivent être gardés absolument secrets et n'être communiqués qu'aux dirigeants de groupes locaux et au chef de la section « Espagne ». Cela n'est pas surprenant, car ils contiennent une foule d'indications sur le travail et la propagande de ces groupes, qui ne répondent en aucune façon aux intérêts du pays où ils résident.

Ce que l'Ambassade se permet, les consuls se le permettront davantage encore. Non seu-

lement ils conservent des documents compromettants, mais ils s'adonnent activement à la contrebande de documents dirigés contre les lois espagnoles. Ainsi, le 20 novembre 1935, le dirigeant du Service des Ports, Cords, envoya une circulaire demandant quelles étaient les possibilités de recevoir des paquets sans passer par la douane :

« Strictement confidentiel !

Re : Courrier diplomatique.

Je prie les chefs du service de me faire connaître s'il vous est possible chez vous de faire passer *sans* difficultés à la douane des colis de matériel de propagande.

Je vous prie en même temps de de me faire connaître le nombre de colis qui peuvent être expédiés en une fois sans risque.

Heil Hitler !

Signé : Cords. »

Les réponses données à cette circulaire montrent que la diplomatie allemande en Espagne est à la hauteur de sa tâche. Voici d'abord le consul Fricke, à Carthagène, qui est en même temps le chef de la base nazie dans ce port militaire de premier ordre pour la République espagnole.

Il répondit le 28 décembre 1935 comme suit :

« Strictement confidentiel !

Des colis pas trop grands (propagande) etc..., peuvent être expédiés ici sans difficultés, à condition qu'ils soient remis franco à Brême,

à l'inspecteur Scholtz, des messageries Neptun, Brême, Port Franc I. Neptunschuppen, pour m'être transmis par l'un des capitaines des messageries Neptun. Tous les 15 jours un vapeur part de Brême à destination de Carthagène, le parcours dure de 14 à 21 jours, selon les escales dans les différents ports.

Heil Hitler !

Signé : Fricke. »

Mais le consul Fricke n'est pas le seul. Kindler von Knobloch, le candidat des nazis pour le consulat d'Alicante, est encore plus catégorique dans sa réponse. Il a pleinement conscience du danger de cette contrebande, et c'est pourquoi il propose d'adresser tout le matériel à l'Ambassade d'Allemagne. De cette façon, il serait moins dangereux de le passer en fraude. Dans une lettre du diplomate, non datée et adressée au chef de la section « Espagne », on lit :

« Nous ne voulons pas négliger de signaler le danger qu'il y aurait à ce qu'un colis de notre matériel de propagande fût saisi. Il ne serait pas exclu que la chose fût alors exploitée politiquement, surtout s'il s'agit de propagande rédigée en langue espagnole.

N'y a-t-il pas la possibilité d'adresser un tel matériel à l'Ambassade d'Allemagne ? Dans ce cas, le risque serait plus petit si nous étions pris. Les colis n'ont même pas besoin d'être déclarés officiellement et l'on pourrait les débarquer en fraude comme s'ils étaient destinés au Parti National-Socialiste.

S'il arrivait alors que l'on nous arrêtât, les paquets portant l'inscription « Ambassade d'Allemagne », je pense que l'affaire serait facilement arrangée. »

Si l'affaire n'était pas aussi sérieuse, il serait vraiment désarmant de voir avec quelle naïveté ce diplomate considère ouvertement l'Ambassade d'Allemagne comme un centre de contrebande. Mais, cette naïveté n'est rien en comparaison des agissements d'un autre diplomate, le consul Draeger, de Séville. Celui-ci avait souvent été l'objet des attaques du groupe local nazi. On le considérait comme trop tiède et trop préoccupé par ses affaires. Son consulat était en jeu, et ce nazi dont les intérêts privés devaient passer après l'intérêt général, ne tenait nullement à perdre la ressource sûre que lui offrait son poste. Le chef du groupe local de Séville écrivait le 1^{er} novembre 1935, dans un rapport :

« Holch, Apartado 52

Service du Port

Séville, le 1^{er} novembre 35

En ce qui concerne l'expédition du matériel de propagande je tiens à vous informer de ce qui suit.

A la fin de juillet, Lahneck est arrivé ici avec le matériel pour la première fois. Le consul Draeger et moi avons été le prendre à bord et c'est moi qui plus tard, expédiai le matériel par une agence de transport automobile à

l'adresse du camarade Rade. J'ai le récépissé entre les mains (Calle Barcelona, agence de Séville).

La seconde fois, l'envoi arriva avec Lahneck, mais l'avis ne m'atteignit pas, étant absent ainsi que le camarade Draeger. C'est un autre camarade de la maison Baquera et Kusche qui fut avisé et qui avec l'aide d'un Espagnol apporta les paquets, mais sans passer par la douane. Il a ensuite chargé l'Espagnol de les déposer parmi les barres de plomb disposées non loin du bateau, afin d'y venir les chercher plus tard, à une meilleure occasion. Il fut tenu à l'œil et il ne put, après le départ du bateau, retourner prendre les paquets qui furent détruits par les carabiniers.

La conduite du camarade Becker fut très maladroite, mais on ne saurait parler de négligence. Je vous l'ai écrit, et en chercherai la copie pour vous, car je ne la trouve pas classée dans la correspondance.

La troisième fois, je voulus moi-même aller chercher le paquet, mais sur le conseil du représentant de Baquera et aussi par suite de la surveillance renforcée dans le port (l'attentat fasciste contre la salle de réunion des communistes avait eu lieu deux jours auparavant), je rendis le paquet au dirigeant politique du bateau, car il me parût impossible de l'emporter.

Heil Hitler !

Signé : le chef de base. »

Voilà donc un consul qui fait lui-même la contrebande d'un matériel de propagande si compromettant qu'un autre nazi ne veut pas se risquer à le passer par la douane, et qu'une

seconde fois le chef local lui-même le laisse à bord, craignant les conséquences politiques de l'opération.

L'ambassadeur soutient le « Fichte-Bund »

Nous avons déjà mentionné l'activité du « Fichte-Bund » qui travaille à l'extrême-pointe de l'impérialisme national-socialiste et de sa propagande militaire dans tous les pays.

Nous avons également souligné le caractère à tel point compromettant de cette activité, que pour des raisons de légalité, le national-socialisme a tenu tous ses membres à l'écart du « Fichte-Bund » pour laisser faire la propagande par des gens n'appartenant pas au parti nazi.

Les groupes nazis et le « Fichte-Bund » ne collaborent donc pas, du moins en apparence. Mais il n'en est pas de même du comte Welczeck, ambassadeur à Madrid. Bien qu'il ait été avisé par le dirigeant national des sections, Burbach, par une lettre du 19 novembre 1934, que par suite de la diffusion des tracts du « Fichte-Bund », on avait interdit à un bateau allemand d'aborder dans les ports du Maroc Français qu'il visitait auparavant régulièrement, le comte Welczeck est resté en rapports étroits avec le « Fichte-Bund ». La preuve en est donnée dans une lettre de Kroeger, le dirigeant du « Fichte-Bund » en Espagne :

« A. Kroeger, Barcelone
Paseo de Gracia, 132

Barcelone, le 1^{er} juillet 1935

A Monsieur l'Ambassadeur Comte de Welczeck,

Monsieur l'Ambassadeur !

Je me réfère à votre entretien avec le chargé de pouvoir politique du « Fichte-Bund » de Berlin, lors de votre séjour dans la capitale.

Vous avez eu, Monsieur l'Ambassadeur, l'obligeance de dire au camarade Leube que vous étiez disposé à soutenir, dans la mesure de vos moyens, le travail de propagande de notre organisation. Je prends donc la liberté d'envoyer par le même courrier à l'Ambassade, comme convenu, un dossier contenant la série de tracts que nous avons édités jusqu'à présent en langues espagnole et allemande, en vous priant de bien vouloir les disposer dans vos salles d'attente.

Ainsi que le camarade Leube vous en a fait part en son temps, d'autres dossiers semblables, en accord avec Monsieur le Consul général, *Dr. Koecher*, seront placés au consulat général comme dans les autres consulats allemands existant en Espagne... »

On voit comment des tracts, dont la diffusion entraîne pour les bateaux allemands les conséquences précitées, sont ainsi ouvertement exposés dans les bureaux des diplomates du Troisième Reich. Des tracts qui, rédigés en termes les plus haineux, appellent à la lutte contre un gouvernement constitutionnel avec lequel l'Allemagne entretient des rela-

tions diplomatiques, de tels tracts peuvent être lus par tout visiteur à l'Ambassade d'Allemagne de Madrid et aux différents consulats allemands de l'Espagne. Il est remarquable que le « Fichte-Bund » présente lui-même ces tracts comme des « feuilles de combat ». Dans une circulaire de propagande, envoyée à la mi-février 1936, on peut lire en effet ce qui suit :

« Vous trouverez ci-jointe, outre l'édition allemande, également une version anglaise de notre tract sur Memel. Les éditions espagnole, portugaise et suédoise sont actuellement sous presse. Ayez l'obligeance de nous aider à répandre ces nouvelles feuilles de combat. »

La diplomatie allemande, en Espagne, ne s'est nullement sentie tenue de respecter les formes les plus élémentaires de la retenue diplomatique. Le soutien accordé au « Fichte-Bund » par l'Ambassade nous montre que la diplomatie allemande a eu pour tâche essentielle de préparer le terrain pour les futures opérations militaires de l'impérialisme néo-allemand. Elle pratique la contrebande, se sert de l'exterritorialité comme couverture pour sa propagande hostile au gouvernement légal et à la République espagnole.

Au moment où nous écrivons, le comte Welczeck est Ambassadeur du Troisième Reich à Paris.

L'ECONOMIE ESPAGNOLE MISE AU PAS

L'Organisation pour l'Etranger du parti nazi possède son propre « département du commerce extérieur », dirigé par le responsable des questions économiques, Alfred Hess, frère de Rudolf Hess, ministre de Hitler. Chaque groupe local, chaque base nazie, si petite soit-elle, possède son attaché économique qui relève du département en question.

La première circulaire du département du commerce extérieur indiquant à ces attachés économiques la nature et l'orientation de leur activité, révèle que ce département n'est pas autre chose qu'un centre d'espionnage économique. Qu'on en juge :

« L'attaché devra en premier lieu faire connaître le nom et la qualité des Allemands faisant partie de son groupe. Ces renseignements devront être aussi complets que possible, et notamment indiquer l'occupation, les revenus, la fortune, le train de vie, les relations, etc... de ces personnes. Les données concernant la fortune devront spécifier s'il s'agit d'une estimation ou de la fortune visible.

En ce qui concerne la vie économique de la région, l'attaché devra nous renseigner sur les points suivants :

Importation :

- Les pays importateurs ?
- La nature des importations ?
- Qui importe ?
- En quelles quantités ou unités ?
- A quels prix ?
- En quelle monnaie paie-t-on et dans quelles conditions ?
- Quel est l'intermédiaire, ou bien importe-t-on directement ?

Exportation :

- Nature des exportations ?
- Destination et route empruntée par les exportations ?
- Quelles quantités et à quels prix ?
- Conditions de paiement et en quelles devises ?
- Par quel intermédiaire ou indiquer si les exportations se font directement ?

Fabrication :

- Nomenclature des fabriques y compris les petites entreprises de plus de 10 ouvriers ?
- Nature des fabrications et des produits finis ?
- Origine des matières premières et des produits semi-ouvrés ?
- Qui dirige ces usines ? Nationalité des chefs techniques et commerciaux ?
- Les noms des propriétaires ? Qui possède la majorité dans les sociétés anonymes ?
- Existe-t-il une influence étrangère ? Laquelle ?
- L'usine est-elle soutenue par l'Etat espagnol, la Province, etc... ? Prix des produits finis ?
- Situation de la firme ?

Transport maritime :

Les attachés des groupes locaux maritimes doivent indiquer les mouvements d'entrée et de sortie de leur port en envoyant chaque mois l'original ou la copie des rapports fournis par les commandants des ports. Les faits particuliers devront être communiqués sur-le-champ.

Mines :

Quelles sont les sociétés minières ? Quels minerais ?

Marchés d'exportation et quantités exportées ?

Quelle forme de production ? Prix ? S'agit-il de sociétés espagnoles, étrangères ou mixtes ? »

Il apparaît donc que ces attachés économiques nazis doivent espionner non seulement les firmes allemandes, mais également les maisons espagnoles d'importation et d'exportation, les entreprises, les maisons de transport et les compagnies minières. Et ce n'est pas par hasard que ces attachés furent choisis dans les centres commerciaux et industriels. A Alicante, Valence et Carthagène, ils étaient employés dans les entreprises de transport maritime. A Barcelone, le syndic de la Chambre de commerce allemande fut nommé attaché économique du parti nazi ; à Palma de Majorque, ce fut le secrétaire d'un grand hôtel qui reçut cette fonction.

Les Chambres de Commerce allemandes au service du national-socialisme

En 1935, les importations allemandes d'origine espagnole s'élevaient à 118,3 millions de marks, tandis que les exportations allemandes à destination de l'Espagne ne dépassaient guère 105,7 millions de marks.

Le Dr. Schacht veillait rigoureusement à ce que la balance commerciale avec l'Espagne demeurât passive. Les importations allemandes d'Espagne consistaient essentiellement en matières premières d'armement et en denrées alimentaires (mais pour ces dernières, dans la mesure seulement où les devises destinées à l'armement le permettaient). En 1935, l'Allemagne importa d'Espagne pour 13,2 millions de marks de minerai de fer et pour 8,1 millions de pyrites. Une autre partie importante de l'importation était constituée par du mercure. En échange, les exportations allemandes en Espagne comprenaient des produits finis et semi-ouvrés, tout en veillant à ce que, dans la mesure où l'aide allemande venait en question, le développement d'une industrie en Espagne soit empêché afin que l'industrie exportatrice allemande n'ait pas à subir sur le marché espagnol la concurrence d'une nouvelle industrie indigène.

Et pour asseoir cette politique économique en Espagne, le département du commerce extérieur du parti nazi fut chargé de réaliser la

mise au pas des firmes allemandes d'Espagne ainsi que celle des maisons espagnoles qui représentaient des firmes allemandes ou qui pouvaient exporter des matières premières espagnoles en Allemagne.

L'un des instruments les plus importants de cette mise au pas des firmes allemandes en Espagne ne fut autre que la Chambre de commerce allemande ayant son siège à Barcelone. Nous avons déjà mentionné que son syndic était en même temps l'attaché économique du parti nazi à Barcelone. Du coup le contrôle des firmes allemandes et espagnoles en Espagne fut considérablement facilité.

Dans une lettre de la Chambre de commerce, du 9 mai 1936, adressée au département du commerce extérieur, il est dit que le bureau est composé exclusivement d'Allemands aryens, et que la Chambre de commerce comptait, au début de 1936, 381 membres. C'est la seule Chambre de commerce allemande à l'étranger qui possède deux sièges importants dans le même pays.

La dépendance totale de cette Chambre de commerce à l'égard du parti national-socialiste ressort de ce fait que la Chambre, dans la même lettre précitée, demande une subvention à l'Organisation pour l'Etranger du Parti National-Socialiste. Ce n'est pas au Ministre de l'Economie allemande que s'adresse la Chambre de commerce allemande, mais bien à l'Organisation pour l'Etranger qu'elle con-

sidère comme son autorité supérieure et dont elle se considère elle-même comme l'instrument.

Mise au pas des firmes allemandes en Espagne

La mise au pas des firmes allemandes et des agences de firmes allemandes en Espagne s'est faite de la même manière que celle du corps diplomatique. Dans de nombreuses circulaires, les attachés économiques nazis sont priés de fournir des « renseignements » sur les firmes allemandes. La circulaire n° 4 (série 7) de la section économique de la « Feuille d'Informations » de fin juin 1934 s'occupe particulièrement des agences de l'I. G. Farben, de Krupp, de Siemens et d'Allianz. Dans d'autres circulaires, il s'agit de l'A.E.G., des maisons de banques et de transport maritime. Au total, le département du commerce extérieur du parti nazi a demandé des renseignements concernant 734 firmes allemandes et espagnoles. Voici les questions qui furent posées aux attachés économiques :

« Propriétaire ?

Dirigeant (technique et économique) ?

Fondé de pouvoir ?

Attitudes des différents dirigeants envers la nouvelle Allemagne ?

A l'égard de la colonie allemande ?

A l'égard du groupe national-socialiste ?

Employés : ressortissants allemands dont groupe 50 ?

d'origine allemande ?
indigènes ?
d'autres nationalités ?
groupe U ?
Combien la firme a-t-elle de représentations
allemandes ?
Combien de représentations non-allemandes ?
La firme représente-t-elle des fabriques con-
currentes ?
La firme est-elle qualifiée pour détenir ces re-
présentations ?
Sinon, quelles autres firmes proposez-vous à
la place ?
Réputation de la firme ?
Est-elle bénéficielle ou déficitaire ? »

Dans notre premier chapitre nous avons déjà montré la signification d'après le code de la question « employés ».

« Groupe 50 » indique les nazis, tandis que « U » se rapporte aux juifs.

Mais dans la circulaire n° 6 du département du commerce extérieur, il est encore posé des questions complémentaires, notamment de savoir si parmi les personnalités dirigeantes des entreprises il est des francs-maçons. Si l'on découvre dans une entreprise un juif ou un franc-maçon, alors la lutte est ouverte. La section « Espagne » n'aura de cesse que celui-ci soit porté au tableau de chasse.

« Un réseau de francs-maçons »

Nous possédons une lettre du directeur Albrecht Krauss, de la fabrique de produits chi-

miques Knoll A.G., à Ludwigshafen, qui met pleinement en lumière la mentalité nazie à l'occasion de cette lutte contre les juifs et les maçons. Krauss fit une tournée en Espagne, puis il rédigea plusieurs rapports destinés à Zuchristian. La lettre précitée est datée de Cordoue, le 20 mai 1935 ; la voici *in-extenso* :

« *Strictement confidentiel*

Courdoue, le 20/5/35.

Cher Walter,

Je reprends aujourd'hui notre correspondance interrompue. J'espère que tu es tout à fait rétabli et que tu peux à nouveau te donner entièrement à notre cause.

Ces derniers temps je me suis occupé à nouveau de certaines affaires et notamment d'affaires politiques. Et il est un cas précisément qui doit être éclairci immédiatement. C'est pourquoi je te demanderai d'y attacher la plus grande attention et de voir ce qu'il en est. Voici de quoi il s'agit :

La représentation de la firme d'automobiles D.K.W. a été confiée ces jours-ci à deux personnes, l'une se nomme Kirchner et l'autre Dr. Liesau. Le premier est franc-maçon, ce dont il convient sans peine ; au point de vue politique, c'est l'inconnu. Il représente la firme « Demag », de Duisbourg (grues mécaniques, etc.). Mais dans ce cas, il s'agit plutôt du Dr. Liesau. Tu as dû recevoir des détails à son sujet du dirigeant du groupe local du parti, Holch, avec lequel je m'étais entretenu auparavant. Ainsi que tu pourras le constater, le Dr. Liesau est un salaud, de ces sales gens très dangereux pour nous. Lors des premières adhésions à notre parti, il se fit également inscrire à Séville et remplit la formule d'adhé-

sion, puis la retira un peu plus tard sous prétexte qu'il voulait devenir Espagnol. Mais la raison véritable fut sans aucun doute qu'il ne voulait pas, comme il était prévu, signer le questionnaire complémentaire où l'on doit assurer que l'on est d'origine aryenne, que l'on n'appartient à aucune loge, etc... Les documents officiels d'Allemagne (autorités), qui se trouvent entre les mains de M. Holch, indiquent justement qu'il a des juifs dans sa famille. Il a donc tout d'abord cherché à entrer au parti à l'aide d'un questionnaire qui ne le touchait en rien personnellement, mais il a dû se rendre compte ensuite que la chose était tout de même trop désagréable.

S'il s'agissait d'une quelconque personne privée, je ne m'en préoccuperais vraiment pas, car je n'ai personnellement rien eu à faire avec lui. Mais il s'agit ici d'une affaire intéressant l'Allemagne, à savoir, la représentation d'une grande firme allemande où l'on doit, surtout à propos d'une nouvelle affaire, procéder avec la plus grande attention et la plus grande propreté. Et nous, membres du parti, nous avons la tâche sacrée de nous y intéresser.

Voici donc les charges à vérifier que j'ai constatées :

La représentation de la D.K.W. vient d'être tout récemment établie à Séville.

Elle a été confiée à un franc-maçon et à un homme qui est apparenté à des juifs. Ce dernier a cherché par de fausses déclarations à entrer dans le parti.

Je te prie de vérifier toi-même ces données et d'en reconnaître l'exactitude. Ceci pour les choses qui peuvent être contrôlées.

Tu sais bien qu'en général à propos de francs-maçons, on ne peut établir aucune preuve,

précisément du fait qu'ils constituent une association secrète. Ce que je t'indique ci-dessous sont des impressions que partagent avec moi les dirigeants du parti, à Séville. Et c'est précisément nous, les vieux combattants, qui avons dans ces choses tant d'expérience que notre flair ne saurait nous tromper.

Je t'informe donc qu'il existe à Séville tout un réseau de maçons et de leurs esclaves, qui possèdent de brillantes protections à Madrid et également à Séville. Dans cette dernière ville, tu as la Vda. de Gomez ou plus exactement la Vda. de Diego Gomez (exportation d'olives). C'est le centre de ralliement des dirigeants de la franc-maçonnerie espagnole. La femme a plus de 70 ans, c'est une perverse ; elle vit en concubinage avec son fondé de pouvoir Heinemann qui a 29 ans. Et Liesau est précisément un ami de la maison. Le consul allemand d'ici (Rotari) n'est mal vu par personne et il ne s'attaquera à aucune de ces personnes. La raison en est claire. Pour ne pas l'oublier, sache que le Dr. Liesau est principalement connu comme chimiste à la manufacture de tabac et que sa carte de représentant n'est qu'un « à côté ». (Il représente également Haid à Madrid).

J'ai déclaré ouvertement que, à mon avis, le Dr. Liesau n'était pas l'homme qualifié pour représenter la D.K.W. J'ai même eu une explication avec lui à ce sujet, mais en vain, car je refusai de lui faire connaître mes raisons afin de l'empêcher de se mettre sur ses gardes. Mais la chose a pris de l'extension. Il ne s'agit plus de démontrer l'incapacité du Dr. Liesau à représenter la firme D.K.W., mais de découvrir le cercle de ses « collaborateurs ». Mon cher Walter, c'est là le *point central* de toute la question. Celui-ci se trouve à Madrid,

et c'est à Madrid qu'il doit être mis au clair. A la suite de mon attitude provoquante lors de mon entretien avec le Dr. Liesau, celui-ci dans sa colère m'a dit des choses qu'il n'aurait sans doute pas prononcées autrement. Son protecteur siège à l'Ambassade de Madrid (il doit donc certainement appartenir à ces mêmes milieux francs-maçons et fait office d'espion contre nous) et c'est de lui qu'il me menaçait, sans toutefois prononcer son nom. Lorsque j'ai raconté cela à Holch, il me dit le tenir déjà d'une autre source.

En outre, son associé Kirchner m'a déclaré qu'il avait ses entrées chez Enrique Trautmann (ou Trautmann, juif ?) à Madrid, comme un enfant de la maison. Cet homme appartient donc au même milieu. T... vend des meubles en tubes d'acier.

C'est d'ailleurs la femme Gomez, ici à Séville, qui financerait le magasin, c'est pourquoi elle ne doit pas manquer d'intérêt pour nous. Cette femme entretient des relations intimes avec presque toute la colonie allemande. La majeure partie de cette colonie constitue une bande infestée de juifs et de francs-maçons.

Intéresse-toi donc s'il te plaît à la chose. Plus tôt ce sera fait et plus grand sera le succès. Tout cela doit naturellement être très soigneusement préparé.

En éclaircissant cette affaire d'autres questions surgiront comme par exemple : Qui finance les affaires d'automobiles en Espagne ? Le représentant de la D.K.W., à Barcelone, Martignano, n'est-il qu'un homme de paille ? La D.K.W. est-elle, en Allemagne, au courant de ce qui se passe ici ? Les gens en question ont-ils une influence en Allemagne sur les affaires espagnoles, etc... ?

Notre but est d'empêcher que Kirchner et Liesau obtiennent la représentation de la D. K.W. et surtout de savoir qui a monté l'affaire. En connaissant l'ennemi, nous pourrions le combattre.

Envoie-moi bientôt de tes nouvelles et pour aujourd'hui je te salue cordialement avec un

Heil Hitler !

Signé : Ton Albrecht. »

La lutte autour de l'A.E.G. et de Siemens

Au cours de l'année 1935, les derniers juifs qui étaient encore employés par des firmes allemandes, en Espagne, ont définitivement perdu leurs places. Il n'y eut que deux exceptions chez Telefunken, cette firme craignant que ses deux spécialistes juifs ne s'embauchent chez des concurrents.

La section « Espagne » ouvrit par ailleurs une violente campagne en vue de faire chasser tous les employés supérieurs suspects, ne serait-ce que dans la moindre mesure, d'être hostiles au national-socialisme ou bien qui se montraient trop tièdes à son égard. L'attaque se concentra notamment sur les maisons A.E.G., Siemens, I.G. Farben, Telefunken comme sur toutes les banques allemandes et les messageries maritimes.

On retrouve à propos de l'établissement de ces « rapports économiques » toutes les beautés du mouchardage. Le Directeur de l'A.E.G.,

de Madrid, Hellmann, est tout d'abord accusé d'être juif, dans la correspondance entre la direction de la section « Espagne » et l'Organisation pour l'Etranger ; lorsqu'il eut démontré son origine aryenne, ce fut le tour de sa femme d'être accusée comme juive. Et quand enfin, il fut établi que celle-ci était aussi peu juive que son mari, les enquêteurs nazis allèrent puiser en Amérique latine de nouveaux renseignements compromettants pour Hellmann. Le questionnaire était ainsi formulé, qu'il ne pouvait y avoir qu'une espèce de réponse : Hellmann n'est pas sûr politiquement. Et ce cas remplit des dossiers entiers.

Une autre source de soucis pour le département du commerce extérieur, ce fut M. Kellersberger, de la Siemens-Schuckert A.G.. La lettre suivante montre l'attitude dictatoriale de l'Organisation pour l'Etranger lorsqu'il s'agit de pourvoir des postes dirigeants à l'étranger :

« 23 mai 193

Mr. le Directeur Dr. Reyss
Siemens-Schuckert A.G.
Berlin
Siemensstadt.

Cher Docteur Reyss !

On m'a rapporté que vous aviez l'intention de placer M. Kellersberger, qui dirige actuellement votre bureau à Buenos-Ayres, à la tête de votre maison à Madrid.

A cet égard, je me vois obligé, à la suite de nos entretiens à ce sujet, de vous exprimer

mon étonnement concernant votre intention de faire venir M. Kellersberger à Madrid.

M. Kellersberger, qui a déjà travaillé autrefois en Espagne pour Siemens, est aussi indésirable là-bas qu'à Buenos-Ayres.

Il ressort nettement des rapports venant d'Espagne et que j'ai sous les yeux, que, étant donné le souvenir qu'il a laissé, on est là-bas tout aussi opposé à sa venue qu'on l'était à Buenos-Ayres.

Vous voyez donc que votre intention n'améliore nullement les choses. Pour les raisons que vous savez, je considère comme absolument impossible que M. Kellersberger, en tant que Suisse entretenant des relations avec des milieux que nous savons germanophobes, puisse à nouveau être nommé à un poste de directeur d'une de vos succursales à l'étranger.

Vous nous avez déclaré, il y a plusieurs mois, que le rappel de M. Kellersberger de Buenos-Ayres était décidé. Il est regrettable que cette personne occupe toujours son ancien poste. Aussi dois-je vous prier expressément de le rappeler instantanément.

Heil Hitler ! »

Création d'industries en Espagne — Haute trahison

La section « Espagne » et ses attachés économiques ont cherché par tous les moyens à freiner le développement industriel de l'Espagne. Une de leurs tâches a consisté à empêcher la création d'entreprises concurrentes.

Le département du commerce extérieur doit être mis au courant de tout nouveau pro-

Landesgruppe Spanien.
Komm. Landesgruppenleiter.

Pg.H.Hellermann.

Mein Schreiben vom 27.Juni 36.

Ihr Rdschr. 8 - 26/VI. 36.

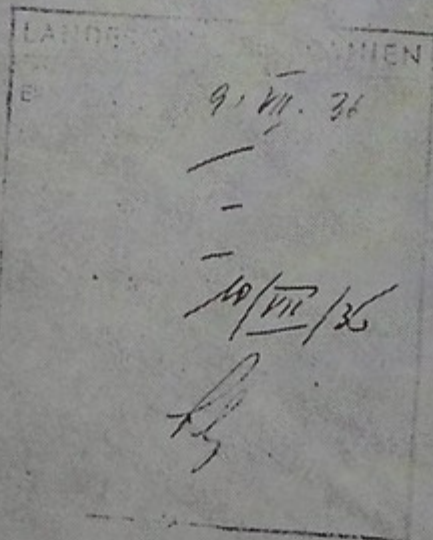
Jugendlich von hier kommen nicht in Betracht.

An die Landesgruppenleitung erlaube ich mir folgende Anfrage :

Aus Anlass der Schweizer Vorgänge wurde seiner Zeit von der vorigen Leitung angeordnet, dass das gesamte Archiv der Ortsgruppe bei der offiziellen Vertretung des Reiches hier deponiert würde, dass der gesamte schriftliche Verkehr sparsam und inoffiziell geführt würde. Wie ich schon in einem früheren Schreiben mitgeteilt, scheint mir dieser Zustand vorbei zu sein, ich bitte jedoch der guten Ordnung halber um Mitteilung, ob ich das Archiv der Ortsgruppe wieder in eigene Verwahrung nehmen kann und ob der normale Zustand im schriftlichen Verkehr wieder hergestellt.

Ich bitte auch, mir den genauen Wortlaut des Eides mitzuteilen, mit dem die neuen PgPg auf den Führer zu vereidigen sind, da ich nicht sicher bin, ob er von dem früheren Ortsgruppenleiter dem Archiv beigelegt ist.

Heil Hitler !



Lettre du chef du groupe local de Tetouan au chef de la Section « Espagne », prouvant que les bureaux des diplomates allemands à l'étranger servent d'entrepôts au matériel de la propagande national-socialiste.

Der Reichsminister
für Volksaufklärung und Propaganda

Berlin W8, den 19. Dezember 1934.
Wilhelmplatz 8-9
Telefon: A1 3492 0014

Gefühlsgeld: VII 7040/24.11.34.
(In der Reichsleitung angesetzt) (No II/2)

20. Dez. 1934

An die

Reichsleitung der NSDAP
Auslands-Organisation
Hamburg 13
Harvorlandweg 22.

76204/1

betrifft: Literatur über die Geschichte
u. Organisation der NSDAP.

In der Anlage übersende ich abschrift-
lich ein von der Reichspropagandaleitung der NSDAP
München hierher weitergeleitetes Schreiben eines
Reginaldo Hernandez in Salamanca, Spanien, mit dem
Antrag auf Übersendung von Literatur über die Ge-
schichte und Organisation der NSDAP.

Ich bitte um Weiterleitung des Antrags
an die für Hernandez zuständige Ortsgruppe der NSDAP
mit dem Anheften, unter Beachtung der erforder-
lichen Vorschriften des Bundes über einigtes geeignetes
Material zur Verfügung zu stellen.

Ich verweise hierbei auf das Werk „La
Revolucion Nacional-socialista“ von Vicente Gay, wel-
ches im spanischen Buchhandels-Verlag v. Libreria
Bosch, Barcelona erhältlich ist und für vorliegenden
Zweck besonders geeignet erscheint.

Im Auftrag

*Lettre émanant du ministère de la Propagande du Dr Goebbels
établissant l'immixtion du Reich dans la politique intérieure
des autres Etats.*

jet de création d'industries. Et c'est là qu'interviennent les dénonciations qui mènent parfois directement dans les camps de concentration. Le négociant Hans Traub, de Berlin, s'est adressé en toute confiance à la Chambre de commerce allemande de Barcelone pour lui demander de bien vouloir l'aider à trouver des commandes auprès des entreprises industrielles nouvellement créées en Catalogne. Il ne lui fut pas répondu. Par contre, le syndic de la Chambre de commerce envoya la lettre suivante, le 23 octobre 1935, à l'attaché économique de la section « Espagne », M. R.C. Bober, à Madrid :

« Re : Lettre du négociant Hans Traub, Berlin-Wilmersdorf, Landhausstr. 40, du 25 août 1935, à la Chambre de Commerce allemande de Barcelone. »

Le sus-nommé a envoyé à la Chambre de commerce une lettre dont vous trouverez la copie ci-jointe.

La Chambre n'a pas répondu à cette lettre. Comme son signataire ou bien l'ingénieur-spécialiste allemand qui est mentionné semble s'intéresser tout particulièrement au transfert en pays étrangers d'industries allemandes spécialisées, et éventuellement d'y monter de nouvelles industries en concurrence avec les produits fabriqués allemands, il doit être intéressant pour l'économie nationale allemande de considérer comme indispensable d'attacher une attention particulière à Traub et à l'ingénieur spécialiste allemand en question.

Heil Hitler !

Signé : Weniger. »

Voici la note inscrite par Bober sur cette lettre :

« L'ingénieur-spécialiste m'intéresse particulièrement. »

« Attention particulière », « m'intéresse particulièrement » — qui ne connaît la portée de mots semblables !

Un spécialiste des thermomètres est attiré en Allemagne

La lutte contre le développement industriel en Espagne va si loin que les ouvriers allemands qualifiés sont ramenés en Allemagne, afin d'éviter qu'il soit fait concurrence à l'industrie allemande. Dans la correspondance commerciale de la section national-socialiste, en Espagne, on trouve un échange de lettres concernant quatre spécialistes en thermomètres venus de Thuringe, qui étaient occupés chez Garrido Lopez, une firme de Barcelone. Ce fait fut dénoncé par un mouchard spécialisé dans ces questions au consulat général de Barcelone. Celui-ci s'adressa au gouvernement de Thuringe. Puis le Ministre de l'Intérieur de Thuringe, le Commissaire du Reich pour ce pays et le délégué de Hitler en matière économique, W. Keppler, entrèrent en correspondance. Deux de ces ouvriers spécialisés, Pomenke et le ressortissant italien Gnessetti se

sont laissés attirer en Allemagne et, comme il est dit dans la correspondance précitée, « n'ont donné lieu à aucune difficulté ».

Quant aux deux autres, Hertam et Nolde, voici ce qu'il est dit d'eux dans une lettre adressée par le Ministre de l'Intérieur de Thuringe au Commissaire du Reich :

« Le troisième, Hertam, après tout juste 10 jours de séjour en Thuringe a de nouveau disparu sans avoir reçu aucun visa pour l'étranger. Mais comme on l'a appris maintenant, il s'est enfui en Autriche, en passant par la Tchécoslovaquie. D'après de récentes informations, il devrait à nouveau se trouver en Thuringe. Les recherches effectuées immédiatement par les autorités sont demeurées sans succès. Il n'est pas non plus avéré que Hertam soit revenu en Allemagne. Il est à croire qu'il s'est agi d'un faux bruit.

L'ouvrier Nolde est contre-maître, c'est sans aucun doute le plus qualifié des ouvriers travaillant dans la fabrique espagnole. C'est pourquoi j'ai attaché le plus d'importance à son rappel en Allemagne et je l'ai particulièrement recommandé au consulat général de Barcelone. Nolde n'a pas fait le voyage de retour avec les autres ouvriers, mais seulement plus tard, prétextant qu'il était malade. Le consulat général nous a informés qu'il se rendrait en premier lieu chez ses parents, à Charlottenbourg, et se présenterait ensuite à Ilmenau. Nolde ne s'est cependant pas présenté, et les renseignements suivants font apparaître avec certitude qu'il n'est pas du tout rentré en Allemagne. Ses parents, à Charlottenbourg, interrogés par le préfet de police, ont répondu que depuis son départ à l'étranger, en 1931, leur fils Erich

Nolde n'était jamais revenu, et qu'il ne leur avait pas non plus rendu visite au printemps de 1934. (Selon le rapport du consulat général, Nolde devait quitter Barcelone le 1^{er} avril 1934.)

Le commerçant Kroeger a écrit qu'il tenait d'un collègue, Seeber, de Langewiesen, que Nolde aurait été en Thuringe. Seeber a été entendu. Il affirme que la nouvelle selon laquelle Nolde serait venu en Thuringe au début de 1937, il la tient lui-même d'un certain Becker ! Mais on n'a pu mettre la main sur ce dernier qui est mort depuis.

Les autorités ont interrogé le frère de Nolde, à Graefenau, qui a déclaré que son frère n'était pas venu en Thuringe. De même les autres investigations concernant un quelconque séjour de Nolde en Thuringe sont toutes restées sans résultat. C'est pourquoi nous pouvons admettre que Nolde n'a pas mis les pieds en Allemagne... »

Ainsi, rien moins que trois hautes autorités du Reich et le Consulat général, le bureau des recherches de l'Etat et la Gestapo, sont mises en branle pour ruiner une petite firme espagnole produisant des thermomètres. La famille de Nolde a été soumise à des interrogatoires dont nous savons, par de nombreux rapports, les procédés infâmes.

Toute cette affaire des quatre ouvriers spécialisés dans les thermomètres est une contribution symptomatique au chapitre de la « politique économique du Troisième Reich », un exemple qui met en pleine lumière ses méthodes déloyales.

La chasse aux devises

Les attachés économiques du parti national-socialiste sont également chargés de contrôler la circulation des devises. Mais ils ne se contentent pas d'établir des rapports sur les Allemands qui dépensent des devises à l'étranger. Ils sont aussi tenus de vérifier et de rapporter si des firmes allemandes ne refusent pas des commandes de l'étranger, causant, de ce fait, une perte de devises pour le Reich.

La circulaire émise à ce sujet le 24 janvier 1935 par le département du commerce extérieur nazi n'est rien d'autre qu'une demande d'espionnage. La formule finale de ce questionnaire ne se distingue en rien de la promesse que fait la police criminelle de garder l'anonymat de ses dénonciateurs et indicateurs :

« Section « Espagne » pour le département économique.

Les restrictions des exportations par des firmes allemandes.

Nous vous prions d'adresser le questionnaire suivant à des camarades de confiance choisis par vous :

« Les autorités du Parti et celles du Reich ont reçu des plaintes concernant certains fabricants et maisons d'exportation qui acceptent de mauvais gré des commandes de l'étranger et sabotent ainsi les efforts du Reich pour renforcer l'exportation.

Des prétextes sont fournis, tels que : « l'article n'est plus fabriqué », « nous n'arrivons pas à répondre aux demandes » ou bien « manque momentané de matières premières ».

Je vous serais obligé, au cas où vous auriez rencontré de tels cas, de me les communiquer immédiatement. Je les utiliserai d'une façon qui servira la cause et protégera vos intérêts. » Nous vous prions de recueillir les réponses et de nous les faire parvenir.

Heil Hitler !

Signé : l'Organisation pour l'Etranger. »

« Utilisation sans scrupules de la crise des matières premières en Allemagne »

La correspondance entre les attachés économiques nazis et le département du commerce extérieur nous permet de jeter un intéressant coup d'œil sur la situation économique intérieure de l'Allemagne. Une lettre émanant de ce département, datée du 14 janvier 1935, nous révèle à quelles combinaisons se trouvent souvent amenés les exportateurs allemands pour se procurer des matières premières :

« Section « Espagne ».

Nous venons de recevoir des renseignements sur la façon dont des firmes sans scrupules utilisent la crise des matières premières. Ils nous apparaissent comme suffisamment importants pour vous prier de suivre attentivement et de nous rapporter les faits analogues que vous pourrez découvrir :

1. Un exportateur allemand se fait envoyer une grosse commande par une maison anglaise avec laquelle il est très lié, avec une date de livraison qui est pratiquement impossible à tenir. Cette date est naturellement fixée sur le désir exprès de l'exportateur allemand.

Deux ou trois jours après cette date, un télégramme arrive chez l'exportateur lui rappelant que le contrat d'achat fut conclu sous réserve de la date de livraison et que celle-ci n'ayant pas été tenue par l'exportateur allemand, on renonce à la réception des marchandises.

Il s'agit là d'une affaire strictement de *complaisance* dont le but est de permettre à l'exportateur allemand, à l'aide de son contrat de commande, d'obtenir des matières premières au prix du marché mondial. Les matières premières ainsi acquises sont ensuite vendues à l'intérieur avec un bénéfice supplémentaire correspondant non sans avoir proclamé qu'il s'agissait d'une offre « exceptionnellement avantageuse ».

2. Le propriétaire d'une firme allemande a effectué récemment un voyage à l'étranger où une grosse maison d'importation qui achète volontiers des marchandises allemandes, lui fait remarquer que des fournisseurs allemands posent à leurs clients étrangers des exigences inusitées, à savoir de *tripler la quantité* dont on veut passer commande sous réserves d'en pouvoir annuler les 2/3 à une date ultérieure. Ces saboteurs allemands remettraient donc à leurs clients de l'étranger un papier qui les autorise à annuler les 2/3 de leur commande correspondante. Mais l'annulation ne doit pas intervenir avant février, car le fournisseur allemand vise précisément à importer et à transformer trois fois plus de coton. On explique

au client étranger qu'il pourra annuler les 2/3 de sa commande en prétextant qu'il ne peut obtenir de son Gouvernement la quantité nécessaire de devises, c'est-à-dire qu'il ne peut obtenir l'argent même en vue du paiement de ses importations.

Dès que vous serez au courant de tels procédés, vous êtes prié, par tous les moyens, d'en rechercher les détails et de nous les communiquer afin que nous puissions d'ici poursuivre l'affaire.

Heil Hitler ! »

Le sous-sol espagnol

Les attachés économiques nazis sont, de plus en plus souvent, priés de se renseigner sur les nouvelles ressources de l'Espagne en minerais et en matières premières, ainsi que sur les entreprises espagnoles qui recherchent de tels gisements. En 1934, une firme espagnole découvrit près de Saragosse une nouvelle mine de cuivre.

L'attaché économique nazi de Saragosse sut se procurer tous les renseignements quant à la prospection maintenue secrète et même faire procéder à des sondages qui révélèrent que le minerai en question renfermait plus de 25 p. 100 de cuivre pur. Le 20 décembre 1934 il envoya une note au chef de la section « Espagne » où nous lisons :

« Je serai des plus heureux si sous une forme donnée je pouvais me montrer utile à ma pa-

trie et apporter ma modeste contribution à l'armement allemand qui nous apportera à nouveau la liberté... »

Parmi les questions que lui posa en réponse le chef de la section « Espagne », il en est une particulièrement caractéristique et que voici :

« A quelle distance de la frontière française se trouve le cuivre en question ? »

Un second cas : L'ingénieur des mines Adolph P. Langenheim dirige le groupe local de Tétouan. Lui aussi est à l'affût de nouveaux minerais sur l'ordre du département du commerce extérieur nazi. Et lui aussi ne manque pas de lui communiquer tous les renseignements qui lui sont confiés de source espagnole, notamment en ce qui concerne les minerais de molybdène et de vanadium particulièrement recherchés par l'industrie de guerre.

Espionnage économique contre l'Etat espagnol

Le national-socialisme ne se borne pas à pratiquer l'espionnage économique des firmes privées à l'étranger. Ses espions s'attaquent même à l'Etat espagnol. Le 7 février 1935, le département du commerce extérieur nazi envoya la lettre suivante au groupe local de Madrid :

« Concernant le traité commercial entre l'Uruguay et l'Espagne.

Le groupe local de Montevideo nous informe qu'un traité commercial vient d'être conclu entre l'Uruguay et l'Espagne, où il est question d'une liste d'articles, représentant environ 80 p. 100 des achats actuels de l'Uruguay en Espagne, qui dorénavant jouiront d'une préférence à la douane d'entrée en Uruguay : ces articles seront dispensés de la surtaxe-or de 25 p. 100.

La liste de ces articles est pour le moment tenue secrète en Uruguay jusqu'à ce qu'elle soit acceptée et ratifiée par le Gouvernement espagnol. Il ne nous est donc pas possible de connaître les articles en question. Mais comme il est d'extrême importance en ce qui concerne le traité commercial existant entre l'Allemagne et l'Uruguay de connaître la liste de ces articles préférentiels, nous vous demandons de chercher à en prendre connaissance à Madrid. Nous vous prions de commencer vos recherches dès la réception de la présente et de nous en faire parvenir au plus vite les résultats et, au cas où vous auriez la liste, de nous l'envoyer.

Heil Hitler !

Signé : Burbach.

Organisation pour l'Etranger. »

Cet espionnage économique exercé sur des ordres officiels a d'ailleurs pris une considérable envergure. Le parti national-socialiste possède aujourd'hui plus de 600 groupes à l'étranger. Cela signifie que 600 espions économiques nazis poursuivent à l'étranger leur travail souterrain. Dès le 20 juillet 1935, le

département du commerce extérieur se vantait dans sa « Feuille d'Informations » qu'il disposait déjà d'un fichier embrassant près de 3.500 firmes. Les rapports économiques fournis par les agents nazis en Espagne nous permettent d'imaginer ce qui est inscrit sur ces fiches.

TEMPETE SUR LE MAROC

Qui attise le feu ?

« Le Juif vous dévore comme la vermine dévore la brebis. La France le protège. Il est l'agent de la France, son représentant. L'Allemagne l'enferme et le chasse. L'Allemagne confisque les biens du Juif. Si vous n'étiez les esclaves de la France, vous agiriez sûrement de même, Marocains ! » Tels sont les tracts qui, par milliers, circulent dans le Maroc français, dans les régions du Sahara, en Afrique Equatoriale française. Ils sont rédigés en arabe et spéculent sur la mentalité de l'Arabe. Ils passent de mains en mains dans les villages et dans les caravansérails.

De nouveaux bruits circulent à travers le domaine colonial de la France. Venant des ports, ils pénètrent à l'intérieur des terres, au delà des montagnes et des déserts jusque dans les coins les plus reculés de la sombre Afrique. La propagande du Troisième Reich raconte tantôt que le Kaiser fut la victime des Juifs, tantôt qu'un Fuehrer a rendu l'Allema-

gne à nouveau forte et puissante, et la France, par contre, impuissante, tantôt encore qu'il existe d'énormes oiseaux allemands qui peuvent se tenir indéfiniment dans les airs. A la pointe de cette propagande, se trouve l'excitation antisémite. « Les Juifs sont le malheur des Arabes, ils vivent de la moelle du peuple arabe. Ils s'abreuvent du sang des femmes et des enfants d'Arabes, dissipent les richesses du Maroc tandis que l'Arabe n'a rien à se mettre sous la dent. »

C'est de Tétouan, la capitale du Maroc espagnol, que les tracts nazis sont introduits en contrebande dans le territoire français. C'est d'Ifni, l'enclave espagnole située en protectorat français, où se trouvent les grands caravansérails, la station terminale des caravanes venant des différents points de l'intérieur, que les légendes mises en circulation par les agents allemands s'enfoncent à l'intérieur de l'Afrique. Les agents allemands camouflés en commerçants danois ou hollandais, viennent des îles Canaries, de Las Palmas et de Santa-Cruz.

Groupes locaux et bases dans le Maroc espagnol

Dès la prise du pouvoir par Hitler, les nationaux-socialistes ont constitué dans l'étroite bande du Maroc espagnol quatre groupes lo-

caux de propagande, dont les sièges se trouvent à Tétouan, Melilla, Ceuta et Larrache. Deux autres groupes locaux ont été constitués depuis aux îles Canaries, à Las Palmas et à Santa-Cruz. Une base a été créée à Ifni.

Les dirigeants de ces groupes sont des négociants et des ingénieurs connus de longue date. Ainsi l'ingénieur des mines Adolf P. Langenheim est un vieux Marocain, s'il n'est qu'un jeune nazi ; ce « héros de mars » est installé au Maroc depuis 1905. La guerre l'avait amené en Espagne. Depuis 1921, il vit à nouveau au Maroc. Il y dirige un syndicat minier espagnol, et, depuis 1934, il est le chef du groupe local de Tétouan. La base de Larrache est conduite par un nommé Herbert Wilmer qui est le propriétaire de la société d'importations et d'exportations H. Toennies, Titulares H. et O. Wilmer, dont une succursale existe également à Tétouan. La base de Melilla est dirigée par Eugenio Kraemer, également propriétaire d'une maison d'exportations et d'importations. Il est secondé dans son travail par le négociant Gerardo Braun qui dirige, à Melilla, le « Front du Travail allemand ».

Le premier organisateur de la propagande national-socialiste au Maroc espagnol fut un homme du nom de Karl Schlichting, qui était soit-disant professeur libre dans la famille Langenheim. C'est par le « Fichte-Bund » qu'il vint au national-socialisme. De ses lettres émane une haine fanatique contre la France.

La clef de l'Orient

Quand ils exercent leur propagande, ces ingénieurs des mines et ces commerçants deviennent presque des poètes. L'ingénieur Langenheim a la plume très facile et il aime décrire les beautés du Maroc à ses compatriotes du Troisième Reich. En examinant de près ses articles on trouve la source des bruits et des contes circulant au Maroc français. Il y a par exemple un article intitulé « Le Maroc, clef de l'Orient », écrit en juillet 1933, et dans lequel on trouve ce passage :

« ... C'est ainsi que la visite du Kaiser en 1905, si tardive et si inopportune, a produit la plus forte impression dans le pays et déjà, aujourd'hui, la légende marocaine peint cette entrée du Kaiser à Tanger comme la dernière tentative de sauver le pays des croyants. Il est typique et remarquable que cette légende relate en même temps que les intrigues juives avaient essayé d'anéantir cette tentative de sauvetage. Notre défense, la seule, des intérêts du pays à Algéciras a encore renforcé cette impression. Nous fûmes les seuls, en effet, à nous ranger ouvertement aux côtés du Sultan, en faveur d'une politique de véritable porte ouverte et de l'indépendance du pays. Grâce à cette attitude, ainsi qu'à l'activité loyale et toujours honnête des commerçants et des industriels allemands avec les autorités et les particuliers, les Allemands connaissent une estime qui ne saurait être plus grande.

Autant la conception de Marie est mystique et insaisissable, autant l'apparition du Fuehrer, notamment depuis sa lutte ouverte contre

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Die Leitung der Auslands-Organisation

Bankkonto: Berliner Stadtbank, Kasse II,
Berlin W 9, Linkstr. 7-8.
Girokonto: Nr. 2400 unter:
Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei,
Auslands-Organisation
Fernsprecher: Sammelnummer B 2 (Lüpfm) 7941



Postanschrift: Berlin W 35; Postfach 50
Einschreiben, Wertsendungen usw. an:
E. W. Böhle, Berlin W 35, Tiergartenstr. 4
Drahtanschrift: Elhob, Berlin

Jch.: A m t II
Bu./Hgs.

Ihr Zeichen: - -

Begleiband:

Segelflug in Spanien.

Druckerei u. Notariat
im Zentrumsbereich angeordnet

Berlin W 35, den 15. April 1936.
Tiergartenstraße



Landesgruppe S p a n i e n.

Nach einer mit dem Luftfahrt-Ministerium gehaltenen Unterredung möchte ich Ihnen mitteilen, dass man sich hier für die Entwicklung des Segelflugs in Spanien, und zwar unter Deutschen wie unter Spaniern interessiert. Wie man mir im RLM sagte, sollen von einer Madrider deutschen Segelfluggruppe Segelflieger angefordert sein. Da ich in diesem Augenblick eine Entsendung von Segelfliegern nicht für richtig halte, gab ich meinen Bedenken hierüber Ausdruck. Jedenfalls ist man in Berlin bereit, dortige Bemühungen zu unterstützen.

Nun möchte ich Sie im Interesse des Segelflugs bitten, dafür zu sorgen, dass ich über die Plätze in Spanien, an denen Segelfliegergruppen bestehen, einen Bericht in doppelter Ausfertigung erhalte, der folgende Angaben enthält:

- 1) Name der Segelflug-Vereinigung,
- 2) Mitgliederzahl,
- 3) Finanzierung,
- 4) Etwaiger Bedarf an Segelflugapparaten, Konstruktionszeichnungen, Büchern usw.

La préparation ouverte de la révolte. Le ministère de l'Air allemand voulait envoyer des aviateurs de vol à voile en Espagne. L'Organisation pour l'Etranger du parti nazi fait savoir « que cela n'est pas très pressé » mais qu'elle serait reconnaissante si on pouvait lui fournir des renseignements sur des champs d'aviation en Espagne. (Avril 1936).

N. S. D. A. P.

Ad. P. Langenhein.

Tetuan den 20 Juli 1935.

A.O.

Berlin.

Aussenhandelsamt.

Lieber Pg. Biase,

In den Anlagen übersende ich Ihnen Abschriften meiner Eingaben an den Amtsleiter II, Pg. Burbach. Ich erhielt die dissbez. Schriftstücke und Anleitungen von meinem Sohne und hoffe richtig gehandelt zu haben.

Heil Hitler!

Anlagen:

1. Eingabe des Deutschen Kolonialmannes
3 Kisten.

2. Fall H. Renschhausen.

3. Fall G. Banthardt, jüdische Kasse von der besetzt ist die
hies. Zone.

4. Deutsche Tarnkammer.

*Die Briefe von Tetuan sind an
den Aussenhandelsamt
eingesandt zu
werden. Der Brief von
Tetuan ist
folgend.*

Le rapport concernant les événements du Maroc est adressé
au bureau de M. von Ribbentrop.

la Juiverie, a enchanté le monde mahométan, ainsi qu'on peut déjà le voir aujourd'hui dans le pays par ses réflexes violents et parfois sanglants.

Et si l'Arabe, qui se dégage peu à peu de l'oppression européenne, se dresse aujourd'hui contre les Juifs, cela ne constitue encore pour l'instant qu'un début. Des Indes aux frontières du Sous, en passant par l'Egypte, le long du grand désert, partout il y a la même effervescence. A quel degré doit-on en être arrivé puisque dans l'Algérie épuisée par 80 ans de combats les Arabes désespérés crient contre les juifs et les Français et acclament les Allemands. Et les fils des riches Mahométans qui visitèrent Paris et Berlin, répandent dans leurs foyers les idées nouvelles... »

Quand Langenheim fait ses rapports destinés au chef de la section « Espagne », il écrit avec le prosaïsme d'un commerçant :

« Déjà, une forte opposition contre la France s'est constituée parmi la jeunesse estudiantine de l'Université de Fez, opposition qui donna lieu récemment à différents incidents. Cette opposition dispose, à Fez, de son propre journal, dirigé par des indigènes et intitulé « Volonté du Peuple ».

Dans cette époque trouble le pays nous est de nouveau ouvert, à nous Allemands, après nous avoir été fermé pendant vingt ans. Rien de plus facile pour les Français et leurs chefs (par exemple M. Blanc, qui a récemment démissionné) que d'attribuer tout le mal actuel et futur aux Allemands et en premier lieu à notre parti quoique nous n'ayons guère eu le temps de commencer une préparation soigneuse et discrète... »

Cette « préparation discrète » a amené par la suite des troubles sanglants.

Excitation des arabes contre les juifs

Le prédécesseur de Langenheim, le prétendu professeur libre Karl Schlichting parle une langue plus claire encore. Dans un rapport sur les sentiments antisémites des Arabes et le boycott juif, il écrit :

« En fait, comme toute chose, cette campagne franco-juive se présente sous deux aspects. D'une part, les juifs nous font la guerre. D'autre part, l'antagonisme judéo-arabe se réveille, et la population berbéro-arabe se dresse à son tour contre Israël.

Ce réveil s'explique d'autant mieux que les juifs qui, auparavant, sous le gouvernement indigène, ne pouvaient pas s'étaler en toute liberté, se sont naturellement rattrapés depuis dans une mesure énorme. Et comme l'Allemand a toujours été bien vu par le Mahométan, il est clair que cette situation, intelligemment utilisée, ne pourrait qu'avoir des conséquences favorables au commerce germanique. »

Et le 18 juillet 1933 Schlichting assure à nouveau le chef de la section « Espagne », Zuchristian, que :

« Les Arabes nous ont conservé leur amitié durant quatorze années, confiants dans la renaissance de l'Allemagne. Il est hors de doute que la nouvelle Allemagne a produit la plus forte impression sur les Arabes... »

Les nationaux-socialistes provoquent des troubles dans le Maroc français

La semence sanglante se lève. Nous trouvons dans les rapports du groupe local de Tétouan des renseignements détaillés sur les récents désordres et troubles antisémites au Maroc français. Les Juifs et les Arabes paient de leur sang le travail de haine et d'excitation du national-socialisme :

« Fin mai, des incidents sanglants ont eu lieu entre Juifs et Arabes. La responsabilité en incomberait aux Allemands parce qu'ils auraient distribué des tracts du « Fichte-Bund ». Mais il est à peu près certain qu'il s'agit là d'un faux où le Parti n'a rien à voir.

Fin juin, incidents sanglants entre Juifs et Arabes à Alcazarquivir : la responsabilité en incomberait aux Allemands parce qu'ils y auraient collaboré en distribuant de l'argent.

Quelques jours plus tard, incidents sanglants entre Juifs et Arabes à Tanger. Dans ce cas également, la responsabilité incomberait aux Allemands.

A toutes ces occasions, la troupe a dû intervenir pour écraser les révoltés... »

Ce rapport est écrit par Schlichting, le 8 juillet 1933. Il est destiné à Zuchristian. La méthode consistant à tout nier est employée même dans les relations internes entre camarades du Parti : « Il s'agit là d'un faux où le Parti n'a rien à voir ». Les augures sourient. Zuchristian comprend. Il connaît son ami Schlichting. Celui-ci, convoqué par le

préfet de police de Tétouan et accusé d'avoir distribué des tracts et d'en avoir envoyé au Maroc français, nie héroïquement.

Cependant, on peut trouver dans les documents de la section « Espagne » une copie d'un rapport adressé, le 28 août 1933, par le consul allemand de Larrache, le conseiller commercial A. Renschhausen, au Ministère des Affaires étrangères. Le rapport déclare :

« L'homme de confiance du Parti National-Socialiste au Maroc espagnol, M. Schlichting, qui est engagé comme professeur libre dans la famille de l'ingénieur des mines Langenheim, à Tétouan, a fait procéder à la distribution de tracts de propagande du « Fichte-Bund » au Maroc espagnol ainsi qu'au Maroc français où ils furent saisis, à Casablanca, par la police française. Des poursuites ont été instituées et l'on a saisi tous les exemplaires sur lesquels on put mettre la main. Il fut même établi que Tétouan était le lieu d'origine de l'expédition de ces tracts.

Comme dans ces tracts il est fait de la propagande contre le traité de Versailles et la politique des réparations, les Français ont avisé les autorités espagnoles, par la voie de Madrid, du caractère intolérable de cette propagande. Les Espagnols ont aussitôt pris note de cette requête et l'ont transmise à toutes fins utiles, de telle sorte que le haut-commissaire du Maroc espagnol a pris des mesures rigoureuses contre les Allemands qui y sont établis : contrôle des passeports, perquisitions à domicile, enquêtes policières, etc... Lors de l'intervention du consul allemand à Tétouan auprès des autorités espagnoles, celles-ci répondirent qu'une telle activité contrevenait aux lois de

l'hospitalité et qu'en aucune manière on ne pouvait la tolérer.

La raison profonde en est à chercher dans le fait que l'on craint, tant au Maroc espagnol qu'au Maroc français, que la propagande allemande ne suscite des désordres chez les Arabes et rende encore plus difficile la pacification de ces colonies. A cela s'ajoute l'attitude hostile des Arabes à l'égard des Juifs qui, par une telle propagande, se trouve renforcée... »

Le représentant officiel du Troisième Reich doit ainsi convenir que les nazis se servent du Maroc espagnol pour intervenir systématiquement dans les affaires intérieures du protectorat français.

Schlichting avoue lui-même dans une lettre du 11 février 1934, adressée à Zuchristian, qu'il a autorisé le « Fichte-Bund » à distribuer les tracts qui ont provoqué les troubles en question :

« Certes, j'ai laissé distribuer les feuilles du « Fichte-Bund ». Mais ces Messieurs les consuls, qu'ont-ils entrepris contre les fausses nouvelles répandues par les Juifs ? Notre Fuehrer serait Juif. Les nazis coupent les mains aux Juifs et autre chose aussi. Ceci pouvait être dit, mais les tracts du « Fichte-Bund » devraient servir de prétexte à des expulsions... »

Tétouan, base de la propagande anti-française

De même, il ressort clairement d'une lettre de Schlichting, datée du 5 janvier 1934, que

Tétouan est devenue la base de la propagande antifrançaise :

« La chose prend ici des proportions de plus en plus grandes, car en dehors de Tanger il faut aussi compter Oran. Le mois prochain on doit également pénétrer plus loin dans la zone française... En vue du travail ultérieur, au sens réel nazi, « l'exportation » d'un vieux membre du parti, énergique, sera indispensable à mon avis... »

La grande extension de ce « travail » est pleinement confirmée par la correspondance découverte à Barcelone. Il s'agit toujours de nouveaux rapports sur les succès remportés par le national-socialisme au Maroc français. Le départ de Schlichting, au milieu de 1934, n'interrompt aucunement le travail ni ne l'affaiblit. Les négociants et les ingénieurs des mines qui dirigent les groupes locaux du Maroc espagnol font leur apparition sur le front. Ils disposent de milliers de prétextes commerciaux pour se rendre au Maroc français et là, pour établir de nouvelles liaisons et de nouvelles bases de lutte contre la France. Le travail s'avère si fructueux, qu'en 1935, les nationaux-socialistes prétendent avoir corrompu certaines autorités pour obtenir que l'on tolère leur propagande national-socialiste, comme ils l'ont fait au Maroc espagnol. Le chef du service de presse du parti nazi à Tétouan, Bernhard, qui est employé à la firme Wilmer, le confirme ouvertement dans une lettre du 3 juillet 1935 :

« Ici aussi (dans la zone française), comme dans la zone espagnole, nous avons entrepris de travailler les autorités avec les mêmes bonnes perspectives... »

Outre la propagande par tracts et par les rumeurs répandues, le national-socialisme n'oublie pas de « travailler » la presse. Un rapport établi par Johann Bernhard, le 5 juin 1935, nous apprend que « le consulat allemand fait paraître dans les journaux espagnols des articles favorablement accueillis et que le chef du service de presse allemand de Tétouan entretient d'excellentes relations avec les journalistes ». En ce qui concerne la presse arabe, le succès est même trop grand. On lit dans le même rapport :

« La presse arabe se préoccupe presque trop des affaires allemandes en termes si élogieux que le lecteur peut certainement s'apercevoir qu'il doit obsolument y avoir sous ces hommages quelque emprise allemande... »

Dès que des bateaux allemands jettent l'ancre dans un port marocain, c'est pour descendre à terre des paquets de brochures de propagande et même d'autres colis plus lourds qui sont distribués aux Arabes. Dans le rapport que nous venons de citer, Bernhard fait un récit de la visite du paquebot allemand « Columbus » :

« Il y a quelque temps, le paquebot « Columbus » du Norddeutscher Lloyd est venu à Ceuta. On avait fait de la propagande. Malheureusement, le succès n'était que minime,

le temps étant trop mauvais. Néanmoins les principaux représentants des autorités étaient montés à bord sur l'invitation du consul allemand. Le grand succès de propagande parmi les larges masses ne se produisit cependant pas. Des groupes locaux, on n'avait invité que le chef, le camarade Langenheim, ainsi que le représentant du consulat de Ceuta. En outre quelques personnes de la colonie allemande étaient montées à bord. Il est hors de doute que, le temps aidant, la visite du « Columbus » aurait fait une impression excellente... »

La « protection » des indigènes

Une façon particulièrement efficace de gagner la sympathie des Arabes au Troisième Reich est la lutte pour un prétendu protectorat des indigènes, qui prend une place importante dans les efforts impérialistes de l'Allemagne.

La « protection » fut tout d'abord établie en 1863 entre l'Espagne et le Maroc. Elle consistait en ceci que les employés arabes des missions diplomatiques espagnoles, puis plus tard, les agents arabes des commerçants espagnols, étaient placés sous la protection des lois espagnoles. Chaque firme avait droit à deux agents arabes qui étaient appelés Semsares. Ce système fut généralisé en 1880 par un accord entre tous les Etats représentés au Maroc. Puis, le traité de Versailles vint abolir les droits capitulaires de l'Allemagne au Maroc.

C'est en 1934, que les consuls et les sociétés commerciales allemandes firent les premières tentatives pour restaurer le système Semsare au Maroc français. Langenheim fut l'initiateur de cette restauration. Dans une lettre écrite en février 1934, il expose en détail les difficultés de cette tentative et propose, pour commencer, d'exiger, dans un ou deux cas, des autorités françaises un dédommagement pour les biens séquestrés des Semsares arabes. Et il ajoute à la fin de sa lettre ce qui suit :

« Par ailleurs, le prestige du Reich serait naturellement et considérablement accru par une telle action, aux yeux de toute la population musulmane, non seulement du Maroc, mais du monde entier...

Les voies et les moyens ne nous manquent pas pour passer à la préparation sans éveiller le moins du monde l'attention... »

Ce n'est donc pas par amour de l'humanité qu'agit l'ingénieur des mines Langenheim, mais bien par un froid calcul de propagande. Les nazis, au Maroc, n'ont que le plus grand dédain pour les Arabes. Dans un rapport économique, rédigé le 5 juin 1935, par Johann Bernhard, de Tétouan, on regrette fortement que les Arabes ne puissent plus, comme autrefois, « être jetés simplement en prison par les Basha ».

Mais ces mêmes nazis entretiennent les relations les meilleures avec les nationalistes arabes. Le 20 août 1933, Schlichting souligne avec beaucoup d'emphasis le fait que le con-

sul allemand de Tétouan, Siebold, a été invité à dîner chez le nationaliste arabe Benunag, peu de temps après que celui-ci eût été expulsé de la zone française.

L'axe

Quant à la collaboration de l'Allemagne et de l'Italie sur le « front marocain », elle ressort de nombreux rapports. Schlichting se vante, par exemple, dans une lettre du 2 octobre 1933, des bons rapports qu'il entretient avec le dirigeant du Fascisme au Maroc, dont le siège est à Tanger.

Langenheim est marié à la fille du diplomate italien Gentile, ce qui lui permet de se créer les relations les plus étroites avec les fascistes italiens. Le trait-d'union est le consul italien de Tétouan, Dr. Bivio Sbrana, qui participa à la marche sur Rome. Dans un rapport de Langenheim, en février 1934, qui concerne les représentations consulaires, l'amitié avec Sbrana est particulièrement soulignée :

« Le consul Dr. Bivio Sbrana, fasciste ayant participé à la marche sur Rome, s'est fait connaître dès son arrivée comme un ami épris de notre révolution et du parti; il a déclaré ne pas trouver de contact en vue d'une collaboration utile avec M. Bohn (consul allemand à Tétouan), malgré qu'il ait reçu l'ordre de Rome d'établir cette collaboration. Mais c'est avec d'autant plus de joie qu'il sa-

lue en M. Schlichting le chef du groupe d'ici. C'est ainsi que les questions d'intérêt commun furent souvent discutées... »

La collaboration italo-allemande à Tétouan est d'autant plus significative que c'est de cette ville que l'insurrection des rebelles fascistes est partie. C'est à Tétouan que se trouvait le grand quartier-général de Franco. C'est à Tétouan que furent livrés les premiers avions allemands et italiens. Il est tout particulièrement intéressant de savoir qu'un parent du chef de groupe Langenheim, nommé Paul Langenheim, est employé comme pilote aux usines d'aviation Dornier. Dans une interview qu'il accordait, le 2 septembre 1936, au représentant du journal londonien *News Chronicle*, Arthur Koestler, le général Queipo de Llano déclara que les rebelles avaient acheté leurs avions allemands chez un particulier résidant à Tétouan. De nombreux faits permettent de supposer que Adolf P. Langenheim a servi d'homme de paille aux rebelles. De sa correspondance, il ressort que Langenheim avait l'intention, à la mi-juillet 1936, d'effectuer un voyage en Allemagne. Il n'est pas exclu de penser que ce voyage avait été arrêté en accord avec les chefs rebelles avant l'insurrection.

Il ressort des rapports de réfugiés du Maroc espagnol que les groupes locaux national-socialistes, immédiatement après que l'insurrection eût éclaté, se sont constitués comme une

sorte d'autorité. Les nationaux-socialistes ayant fait leur service militaire dans l'armée allemande furent employés comme instructeurs dans le Tercio. Des commerçants national-socialistes collaborèrent à l'organisation de l'armée. Les émissions allemandes du poste de T.S.F. de Tétouan sont dirigées par le groupe local national-socialiste.

Camps de concentration aux Canaries

Aussitôt après le soulèvement, les groupes locaux nazis des îles Canaries se sont mis à la disposition des rebelles. Leur première tâche fut d'instituer des camps de concentration pour les Allemands hostiles au national-socialisme. Tout comme les Italiens à Majorque, les nazis s'érigèrent en maîtres absolus aussitôt après la soumission des îles. La colonie allemande des îles Canaries est depuis longtemps très nombreuse. Plus de 650 Allemands y sont établis, dont la plupart sont sous le contrôle du « Front du Travail allemand ». Les îles sont régulièrement visitées par les bateaux de huit compagnies maritimes allemandes. La compagnie Jacob Ahlers, à Ténériffe, et la maison Woermann, à Las Palmas, sont des centres d'opérations actifs du national-socialisme qui, pour sa propagande, utilise également le personnel du dépôt de charbon allemand. Des ingénieurs et des techniciens

maritimes nazis ont participé activement à la construction des ports et des môles et se sont assurés le contrôle de ces ports. Les entreprises d'électricité sont de même sous la coupe allemande. Et celles-ci ont rendu des services tout particuliers aux rebelles, lors de la soumission des îles.

Ribbentrop

Déjà en 1935, le parti nazi et le Ministère des Affaires Etrangères avaient pensé que le moment était venu d'engager une vaste offensive contre la France. Le groupe local de Tétouan fut mobilisé pour protester contre les effets discriminatoires de la loi du 16 mai 1933 qui exigeait des Allemands un visa français pour pénétrer dans la zone de Tanger. Le 16 juillet 1935, la colonie allemande de Tétouan, sous la pression du parti nazi, souscrivit à une « protestation contre les mesures discriminatoires » et proposa, jusqu'à leur abrogation, de ne plus laisser aucun bateau allemand débarquer au Maroc français. La protestation fut envoyée par Langenheim accompagnée d'un mémorandum, à l'« Organisation pour l'Etranger » à Berlin. Dans ce mémoire, Langenheim reconnaît ouvertement n'avoir pas agi spontanément, mais avoir reçu de Berlin toutes les instructions à ce sujet. Il y est dit :

« J'ai reçu les indications et les pièces en question de mon fils, et j'espère avoir procédé comme il convenait. »

Le chef de bureau Bisse a annoté de sa main le mémoire de Langenheim ; parmi ces remarques nous lisons :

« Les lettres de Tétouan ont été exigées par le bureau de Ribbentrop. Le contenu de la première lettre a été établi à Berlin. »

Le 27 juillet 1935, protestations et lettres sont transmises de l' « Organisation pour l'Etranger » au bureau de Ribbentrop. Le 29 octobre 1935, comme nous l'apprend un écrit du 13 janvier 1936 émanant de l' « Organisation pour l'Etranger », l'Ambassade d'Allemagne à Paris, remet au gouvernement français une note « concernant l'abrogation des discriminations existantes des ressortissants allemands au Maroc ».

La collaboration entre le Ministère des Affaires Etrangères et les troupes de choc nazies à l'étranger est ici particulièrement évidente. Au début c'est le travail de sape nazi qui conduit aux désordres sanglants. Les autorités françaises prennent des mesures de sécurité et ferment les frontières aux excitateurs nazis. Et c'est alors le Ministère des Affaires Etrangères qui passe à l'attaque sous prétexte que l'égalité des droits des Allemands est atteinte. On organise une protestation contre l'oppression des ressortissants allemands. Les

mêmes Langenheim et Wilmer, responsables des émeutes sanglantes au Maroc français, protestent contre les mesures prises pour les réprimer.

Celui qui tire les ficelles de cette comédie n'est autre que M. von Ribbentrop. C'est à lui que sont adressés les rapports, c'est avec lui que sont arrêtés les textes des lettres. M. von Ribbentrop déclarait dès son arrivée à Londres, le 26 octobre 1936 :

« Dans l'intérêt de nos deux pays, il est un grand travail à accomplir. L'Allemagne souhaite l'amitié de l'Angleterre. . »

Qu'écrivait donc Langenheim dans son rapport précité ? « Des Indes aux frontières du Sous en passant par l'Egypte, partout il y a la même effervescence. »

Les documents sur le Maroc saisis à Barcelone nous ont appris qui attisait le feu.

Les Langenheim, Wilmer et leurs agents au Maroc français ont implanté, dans le monde musulman, les germes de la haine des races. Ces germes se propagent jusqu'aux Indes. Même là-bas, les indigènes, excités et trompés, crient « Heil Hitler ».

C'est ainsi que le national-socialisme et M. von Ribbentrop, depuis le 4 février 1938 Ministre des Affaires Etrangères, comprennent l'amitié avec l'Angleterre, cette amitié qu'ils désirent ardemment et qu'ils veulent élargir encore par un « grand travail ».



Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Schriftwechsel bitte zu richten an: Ari Schlichting, I&R& Tetuan, Apartado 7

Tetuán, den 5. Jan. 1934.

Herrn
Walter Zuchristian
Madrid.

Lieber Hg. Zuchristian!

Ihre werten Schreiben vom 21. und 29. Dez. habe ich mit Dank empfangen.

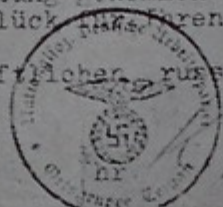
Kentschhausen: Ich werde Ihnen die Angelegenheit, so bald ich alle Unterlagen erhalten habe, Ihnen zusenden. In diesem Falle werden wir wenig Schwierigkeiten haben, da hier alles schriftlich niedergelegt ist.

Fall Bernhardt: Habe Hamburg davon in Kenntnis gesetzt und erwarte noch Antwort.

Organisation: Es ist schon richtig, dass mit meinem Fortgang hier Schwierigkeiten auftreten können. Es ist aber unter den hiesigen Verhältnissen immerhin schwierig, eine Organisation später, wenn ganz Marokko angegliedert ist, anzutreten, weil es dann an eingesetzten Kräften fehlt. Die Sache nimmt immer grösseren Umfang hier an, da ausser Tanger nun noch Gran dazu kommt. Nächsten Monat soll dann weiter in die franz. Zone vorgegriffen werden. Wenn jetzt die hiesigen Pgg. nicht zur Mitarbeit erzogen werden, dann hätten meine Nachfolger gewiss hier einen schwierigen Stand. Zur Weiterarbeit in wirklich nationalsoz. Sinne wird der "Export" eines energischen alten Parteimannes m. E. unerlässlich sein. Ich habe schon öfter mit dem Gedanken gespielt, ob es nicht bei dem bevorstehenden Konsulatswechsel möglich wäre, einen Parteigenossen als Karriere-Konsul nach hier zu senden, der gewiss vieles erhalten und fördern könnte. Hier fehlt ein Mann wie Herr Korth, der die ganze Geschichte mit seiner Ruhe meistert, der aber auch keine Falschheit duldet. Nun, wir müssen abwarten, die letzten Monate werden mir in organisatorischer und erzieherischer Beziehung noch manche arbeitsreiche Stunde bringen. ---Dann wird sich meine Wenigkeit erst mal gründlich erholen, da ich in der Tat ziemlich heruntergekommen bin.

Über Ihre Ernennung zum Landesleiter für Spanien bin ich aufrichtig erfreut. Mag doch Äger und Verdruss, Verrat und Intrigue die ganze Arbeit erschweren, Freude macht es dennoch. Ja, es fragt sich, ob die eigenen Kräfte überhaupt so zur Geltung gekommen wäre, wenn die Widerlichkeiten nicht vorhanden wären. Viel Glück für Ihren neuen Arbeitsbereich!

Mit kameradschaftlichen Grüßen und Hitler Heil



[Handwritten signature]

Le dirigeant du groupe nazi à Tetouan fait savoir à son chef hiérarchique à Madrid « que le mois prochain on doit activer la pénétration dans la zone française ». C'est le Maroc espagnol qui sert de base aux menées antifrançaises des nazis parmi les Marocains.

Abschrift.

Das durch den Versailler Vertrag, das Tangerstatut von 1932 und das Gesetz vom 16 Mai 1933 aufgezwungene völkerrechtliche Verhältniss der Deutschen Staatsangehörigen zu der Internationalen Verwaltung Tangers, veranlasst die Deutsche Kolonie in Marokko zu folgenden Feststellungen:

1. Durch den Versailler Vertrag hat Deutschland auf jegliche Rechte hinsichtlich Marokko, nach Frankreichs Auffassung demnach auch Tangers, verzichtet. Es ist daher von einer aktiven Beteiligung an der Verwaltung Tangers ausgeschlossen.
2. Nach den Bestimmungen des Gesetzes vom 16 Mai 1933 bedarf jeder Deutsche Staatsangehörige zur Zulassung in die Tangerzone eines von den französischen Behörden ausgestellten Visums.
 - A. Diese Bestimmung stellt in den Augen der Deutschen Kolonie eine unerhörte Diskriminierung dar, da keine Staatsangehörigen irgend eines anderen Landes einer solchen Bestimmung unterliegen.
 - B. Im Zusammenhang mit der diskriminierenden Sonderstellung, die den Deutschen durch den Visumzwang auferlegt ist, haben sich Missstände entwickelt, die nicht nur die allgemeine Diskriminierung täglich offenbaren, sondern auch hier zu einer menschlich unwürdigen und die Ehre aller in Marokko lebenden Deutschen aufs schwerste verletzenden Behandlung durch die Beamten der Statutorgane führen. (Beispiele in der Anlage).
3. I. Die Deutsche Kolonie hält es für ihre Pflicht, die Deutsche Regierung erneut auf die in dem nur für Deutschland geltenden Visumzwang liegende Diskriminierung hinzuweisen, und
 - II. Bittet sie die Deutsche Regierung Schritte zu ergreifen, die geeignet sind, die ehrverletzende und schikanöse Behandlung, der die schwer um ihre Existenz ringenden Deutschen in Marokko ausgesetzt sind, abzustellen.
4. IN Anbetracht der herrschenden Zustände fehlt der Deutschen Kolonie jegliches Verständniss dafür, dass Deutsche Schiffslizenzen Deutsche Touristen zu einem Besuch Tangers veranlassen. Sie würde es als einen Ausdruck Deutscher Volksgemeinschaft empfinden, wenn der Besuch Deutscher Touristen, der jährlich einem Lande beträchtliche finanzielle Gewinne verschafft, dessen Behörden die Deutschen misshandeln, solange ausgesetzt wird, als keine Veränderung der herrschenden Zustände eingetreten ist.

Heil Hitler!

Tetuan den 16 Juli 1935.

Unterschriften:

Ad. R. Langenheim. J. Bernhardt. Alfred Giese.
 R. Rahlke. W. Haug. E. Gradoléf.
 W. Peter. G. W. Wohlschlegel. H. Hoffmann.
 O. Wilmer. Otto Ulrich. Hermann Paetz.
 Theodor Ball. Conrad Eilermann. Fr. H. A. O. Wilmer.
 J. A. K. Meyer. Fratz. Bernhardt.

Protestations organisées et « dirigées ». Sous la pression des nazis, la colonie allemande de Tetouan proteste contre les « mauvais traitements » infligés aux Allemands de Tanger.

Aussenhandelsamt.
Bl/Fr.

27. Juli 1935.

An die
Reichsleitung der NSDAP,
Büro Ribbentrop, z. Hdn. des Grafen Dückheim,
Berlin W 8.
Wilhelmstrasse 64.

Unter Bezugnahme auf unsere Unterhaltung sende ich
Ihnen anbei die heute hier eingegangenen Berichte
des Ortsgruppenleiters Pg. Langenheim, Tetuan, über

1. Eingabe der Deutschen Kolonie Marokko.
2. Fall Konsul Renschhausen, Larasch.
3. Bericht Joh. Bernhardt, Tetuan, über Franz. Zone.
4. Bericht über Anlaufen deutscher Turistendampfer
in Französisch Marokko.

Heil Hitler!

(W. Bisse)
Amtsleiter.

C'est le « Bureau Ribbentrop » qui demanda une communication détaillée de cette « protestation ». M. von Ribbentrop (actuellement ministre des Affaires étrangères), avait forgé là de toutes pièces une intrigue qui avait pour but de troubler les relations entre la France et l'Allemagne.

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei.

Die Leitung der Auslands-Organisation

Bankkonto: Berliner Stadtbank, Kasse II,
Berlin W 9, Einl. 7-8.
Girokonto: Nr. 2400 unter:
Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei,
Auslands-Organisation
Fernsprecher: Sammelnnummer B 2 (Hilfsw.) 7941



Postanschrift: Berlin W 35; Postfach 50
Einschreiben, Wertsendungen usw. an:
E. W. Böhle, Berlin W 35, Tiergartenstr. 4
Drahtanschrift: Elhob, Berlin

Aussenhandelsamt.
Buch-No. 35 044 L./Dn.

Berlin W 35, den 13. Januar 1936.
Tiergartenstraße 4

Zur Leides:

Gegenstand: Touristenreisen deutscher
Schiffahrtslinien nach
Franz.-Marokko und Tanger.

Landesgruppe Spanien.

Für Ihr Schreiben vom 16. Dezember 1935 danken wir Ihnen. Die Situation ist heute so, dass man das Anlaufen deutscher Touristenschiffe in den Häfen oben bezeichneter Gebiete bis zu einer endgültigen Stellungnahme der französischen Regierung nicht verhindern will, um sich bis dahin dieses Druckmittels bei Verhandlungen nicht zu begeben.

Das Auswärtige Amt berichtet uns heute über den Stand der Angelegenheit wie folgt:

"Die Note der Deutschen Botschaft in Paris, betr. die Beseitigung der noch bestehenden Diskriminierungen deutscher Reichsangehöriger in Marokko, ist dem Französischen Aussenministerium am 29. Oktober 1935 übergeben und von diesem dem Generalresidenten in Rabat zur Stellungnahme übermittelt worden. Wie dessen Stellungnahme ausgefallen ist, konnte noch nicht in Erfahrung gebracht werden. Eine Antwort des Französischen Aussenministeriums auf die Note ist bisher noch nicht erfolgt. Auf die erneuten Vorstellungen unserer Botschaft Paris entschuldigte der Leiter der zuständigen Abteilung des Französischen Aussenministeriums, Graf de Saint Quentin, die Verzögerung damit, dass sowohl er wie seine Beamten in der letzten Zeit durch die Besprechungen über die englisch-französische Vermittlungssaktion in dem italienisch-abessinischen Konflikt ausserordentlich in Anspruch genommen gewesen seien. Eine Schlussfolgerung hinsichtlich der französischen Haltung zu unseren Forderungen erscheint bei dieser Sachlage noch verfrüht. Unsere Botschaft in Paris verfolgt die Angelegenheit weiter."

b.w.

C'est sur la base de cette intrigue montée de toutes pièces et sur l'ordre expresse de Ribbentrop, que le Ministère des Affaires étrangères du Reich a protesté à Paris contre le « traitement d'exception infligé aux citoyens allemands au Maroc ».

ESPIONNAGE ET CONSPIRATION

Dans les premiers jours du mois de juillet 1936, beaucoup de petits bistrots de Madrid virent se développer un commerce extrêmement actif de pommes de terre, exploité par des gens qui, d'habitude, ne s'occupaient point d'agriculture. Ainsi, par exemple, le 15 juillet 1936, le sous-lieutenant D. Miguel réalisait un chiffre d'affaires impressionnant en pommes de terre, dans les locaux du restaurant « El Aguila », situé Calle Carmen.

De même, M. Juan Gunz, de Barcelone, confrère allemand du sous-lieutenant, était grand expert en pommes de terre. Il habitait au numéro 71 de l'Avenida de Gaudi. Les papiers de ce négociant en pommes de terre étaient parfaitement en règle. Les autorités le connaissaient comme représentant de la « Wilhelm Teubert, Windkraft-Zentrale », de Berlin. Les Allemands le connaissaient comme un de leurs six mille compatriotes cherchant à gagner sa vie en Espagne, comme ancien officier, comme expert en installations électriques, s'efforçant de décider les communes et entreprises privées à adopter des tur-

bines aériennes. Les fiches des agences de renseignements étaient ainsi conçues : « Digne de confiance. Situation stable. »

Qu'est-ce qui pouvait donc amener le représentant d'une entreprise de turbines aériennes à se consacrer, avec tant de passion, au commerce de pommes de terre ? Les envois de pommes de terre, effectués par le sous-lieutenant Miguel et M. Juan Gunz, étaient, c'est vrai, d'un genre particulier. Disons-le sans ambages : leur contenu consistait en armes de toute espèce. La maison sise au numéro 71 de l'Avenida de Gaudi, à Barcelone, était un des centres principaux de la contrebande d'armes à destination de l'Espagne. En même temps, cette maison abritait le bureau central du service d'espionnage de la Reichswehr en Espagne.

La Reichswehr Noire en Espagne

En Espagne, l'organisation d'espionnage national-socialiste se basait, en premier lieu, sur la collaboration d'anciens officiers, prêts à faire n'importe quelle besogne pour gagner leur vie. C'est précisément en Espagne que la Reichswehr, déjà avant l'avènement au pouvoir du national-socialisme, avait entretenu un important service d'agents travaillant dans les villes et les ports stratégiques. En raison du caractère particulier de la situation politi-

que en Catalogne, on estima utile d'établir le centre de ce service à Barcelone. Il était dirigé par M. Hans Gunz, ancien officier allemand, lequel, en Espagne, s'appelait Juan Gunz, et par M. Konrad Heerdt, lieutenant en retraite et président du groupement local de Barcelone du « Casque d'Acier ». M. Juan Gunz camoufla son activité obscure par la création, à Barcelone, de la Maison « Central de fuerza motriz aerea Teubert », représentant de la « Windkraft-Zentrale », mentionnée plus haut. M. Heerdt est marié avec la fille d'un général d'artillerie espagnol. Grâce à son beau-père, il dispose de relations très étendues parmi les généraux espagnols. Le général d'artillerie lui a fait adjudger des commandes pour l'armée. Son gendre s'occupe, d'une façon tout à fait « légale », de la livraison de télescopes de pointage et d'outillage de mitrailleuses. Il s'est servi des relations nouées lors de ces livraisons, pour obtenir d'importants renseignements militaires.

De Barcelone, les deux dirigeants tissaient leur filet à travers le pays tout entier. Leur agent de liaison avec le bureau central du parti national-socialiste en Espagne, était M. Hans Stammberger. Ce dernier avait été, jusqu'en 1934, le chef des jeunesses hitlériennes en Espagne ; par la suite, il joua un rôle prépondérant, d'abord dans la section locale national-socialiste de Barcelone, ensuite dans la direction de la section « Espagne ».

En 1910, Stammberger était entré, comme enseigne, au 17^e régiment d'infanterie bavarois. Pendant la guerre, il parvint au grade de capitaine et d'officier d'ordonnance de brigade. C'est en 1930 qu'il se rendit en Espagne. Il était le représentant à Barcelone des Soieries Guetermann. Derrière ce paravent, il a travaillé aussi bien pour MM. Gunz et Heerdt que pour la Gestapo. Et le chef de la section « Espagne » du parti national-socialiste a attesté que Stammberger était « le type même de l'officier de front ».

D'autre part, Gunz entretenait des relations avec le « Front du Travail Allemand », en la personne de M. Anton Leistert, chef régional du F.T... Leistert, ancien membre des « Freischaren » (corps de volontaires antirévolutionnaires), avait participé, de 1919 à 1921, dans les rangs du « Freikorps » (corps franc) du général von Luettwitz, aux sanglantes expéditions militaires entreprises à Halle, à Ammendorf et à Eisleben, contre les ouvriers allemands. Depuis 1922, Leistert appartient au parti national-socialiste. A Madrid, c'était M. Heinrich Rodatz, représentant des usines d'avions Junkers, qui était l'agent de Gunz. Rodatz commença sa carrière comme élève de construction dans la marine. Il passa une partie de la guerre aux îles Canaries, l'autre à Madrid. En 1916, il passa son brevet de pilote. Rentré en Allemagne après la guerre, il participa au « Kapp-Putsch ». En 1927, Ro-

datz rentra en Espagne. En peu de temps, il réussit à devenir représentant des Usines Junkers S.A.

En qualité de pilote, Rodatz avait libre accès à tous les aéroports d'Espagne. C'est là qu'il jeta des bases pour les livraisons d'avions Junkers aux rebelles. C'est là qu'il noua des relations avec les officiers aviateurs espagnols qui par la suite, à bord des Junkers, lancèrent des bombes sur les villes ouvertes.

Mais Gunz avait, à Madrid, un second homme de confiance : M. Guillermo Gefaell, demeurant, 51, rue Francisco Giner. Les lettres que Gefaell adressait à Gunz révèlent une haine profonde contre le Gouvernement républicain d'Espagne. Dans une lettre datée du 26 mai 1936 — deux mois avant l'insurrection, — Gefaell écrit que Gunz,

« ayant vaincu, à force de travail et d'énergie, les plus grandes difficultés, procédera, certainement sans tarder, à la réalisation de ses projets ».

Et il demande à Gunz des indications pratiques sur la manière dont il pourrait rendre utile sa collaboration. Quels sont les projets à la réalisation desquels Gunz a pu procéder ? Les faits ne permettent guère de tirer, de cette importante lettre, d'autre conclusion que celle-ci : Gunz a dû collaborer d'une façon active, et notamment par des livraisons d'armes, à la préparation de l'insurrection espagnole.

A Alicante, un autre amateur de «putschs» avait sa résidence. C'était Wilhelm Hans Joachim Kindler von Knobloch, ancien enseigne Trop jeune pour avoir pu participer à la guerre, il était entré comme enseigne, en février 1919, à l'âge de seize ans, au régiment de hussards « Ziethen ». Il participa aux combats que l'armée du général von der Goltz livra à l'Union Soviétique. Lors du « Kapp-Putsch » de 1921, nous le retrouvons comme chef d'une section de mitrailleuses. Dans son *curriculum vitæ*, il dit n'avoir pas voulu servir dans les rangs de l'armée de la République de Weimar et, pour cette raison, avoir décidé de devenir commerçant. En 1921, il fut employé, à Hambourg, chez le grand armateur Sloman. Il devint secrétaire du chef de la Maison, chef qu'il appelle d'ailleurs, l'homme de confiance de la marine du Reich. En 1923, la Maison Sloman l'envoya en Espagne. Depuis 1928, il dirige l'agence de Sloman à Alicante. Cette ville se trouve à quelques heures d'auto de Carthagène, le port de guerre le plus important d'Espagne. En sa qualité de représentant d'une ligne de navigation, M. Kindler von Knobloch trouva facilement accès aux milieux maritimes ; c'est ainsi qu'il devint, dans les problèmes regardant la marine espagnole, le principal informateur de la Reichswehr.

Les armateurs allemands ayant des agences en Espagne contribuent, dans une large mesure, au recrutement d'espions. A Malaga, par

exemple, se trouve le siège de la Maison de navigation Petersen et Cie, représentant des Messageries « Neptun ». En 1934, le groupe local du parti national-socialiste mène contre M. Petersen, propriétaire de la Maison, une campagne dont le but, de toute évidence, est de procurer la représentation à Malaga des Messageries « Neptun » à la Maison Baquera, Kusche et Martin. Mais le chef de la section « Espagne » du parti national-socialiste s'en mêle, et la campagne contre Petersen est arrêtée. D'une lettre adressée, le 24 octobre 1934, par M. Walter Zuchristian, chef régional, au chef du groupe local de Malaga, il résulte que Petersen avait fait partie des services d'espionnage de la Reichswehr :

« ... je profite de l'occasion pour vous faire remarquer qu'à une époque antérieure, M. Petersen a lui-même travaillé pour l'Allemagne (et avec succès), d'une manière sur laquelle il m'est impossible de m'étendre ici, mais qui ne m'en amène pas moins à souligner que le fait de ne pas plaider trop ouvertement la cause de l'Allemagne, n'est point une preuve d'indifférence ou d'hostilité envers la patrie ».

C'est d'ailleurs la Maison de navigation Baquera, Kusche et Martin qui a fourni, à M. Gunz, également son principal agent au Maroc : M. Hans Heinrich Hoffman, ancien officier de la Reichswehr, actuellement chef de l'agence à Ceuta de la Maison susnommée.

Voilà donc les principaux personnages que la Reichswehr a jeté sur l'Espagne comme les

mailles d'un filet. Des officiers dont la carrière s'était trouvée brisée après la guerre, des rebelles qui avaient pris part, avec passion, aux massacres effectués par les corps francs, parmi les ouvriers allemands, des aventuriers prêts à exercer n'importe quelle profession, à la seule condition qu'elle fût rémunératrice. Ces officiers qui travaillaient pour l'organisation créée en Espagne par la Reichswehr et, en même temps, nouaient et maintenaient les relations avec le corps d'officiers espagnol, étaient des experts en conspiration. Les artifices du travail souterrain n'avaient pas de secrets pour eux. C'est dans la Reichswehr Noire et dans les « Freikorps » qu'ils avaient appris la manière dont l'officier parjure peut camoufler le travail assidu par lequel il mine la constitution républicaine, jusqu'au jour de l'action ouverte. Ces officiers avaient voué, à leur propre Gouvernement républicain, une haine non moins farouche que celle des officiers espagnols à l'égard de leur République à eux. Pour les rebelles espagnols, ils étaient les complices rêvés. Ils espionnaient les rebelles et informaient la Reichswehr de tout ce qui se passait dans l'armée espagnole.

Par leur expérience, ils aidaient les officiers espagnols dans leur lutte contre la République. Par des livraisons clandestines d'armes, ils les aidaient dans la préparation de la révolte.

« Windkraft-Zentrale »

La « Windkraft-Zentrale », à Barcelone, que dirigeait M. Hans Gunz, avait deux associés espagnols. L'un d'eux, M. Juan Vidal Salvo, avocat à Barcelone, est l'auteur du livre intitulé « Hitler et le national-socialisme ». Le 20 décembre 1934, M. Karl Supprian, chef des cours d'instruction du parti national-socialiste, s'est prononcé sur Vidal Salvo d'une manière élogieuse :

« Dans les milieux des fascistes espagnols de la place, M. Vidal déploie une activité considérable. Lors de la publication de son livre, il a tâché de prendre contact avec les milieux allemands. »

Ce contact, il l'a trouvé. Sur le chemin qui menait vers les milieux allemands, son guide était M. Nielsen-Reyes, consul de Bolivie à Berlin, attaché à la légation de Bolivie. Fait curieux : ce consul bolivien a un intérêt excessif pour les pommes de terre nouvelles venant d'Espagne ; une amitié étroite le lie à M. Wilhelm Teubert, chef de la « Windkraft-Zentrale » de Berlin ; non moins étroite est celle qui existe entre lui et Juan Gunz. Il ressort de la correspondance échangée entre eux, que M. Nielsen-Reyes a pris une part extrêmement active aux affaires de Gunz. Il en ressort en outre que M. Nielsen-Reyes a introduit le fasciste Salvo auprès du Ministère de la Propagande du Reich, plus exactement au-

près de M. Schubert, chargé des questions de politique étrangère.

Le deuxième associé de Gunz s'appelait Alvaro de Malibran. Celui-ci avait de bonnes relations dans les milieux de la haute finance, notamment avec M. Juan March qui compte parmi les principaux financiers de la révolte. De plus, M. Malibran — fait d'une importance inestimable pour le travail de Gunz — avait un frère occupant une haute fonction dans le Ministère espagnol de la Guerre. Le frère de Malibran était un agent de liaison particulièrement important entre Gunz et les milieux militaires espagnols.

Dans un rapport envoyé par Gunz à Berlin, à l'adresse de Teubert, il est dit, sur la personne d'Alvaro de Malibran, ce qui suit :

« Ainsi que je vous l'avais fait savoir déjà par ma précédente lettre, M. de Malibran est très bien introduit auprès des milieux qui nous intéressent ; en même temps son influence dans l'Association des Ingénieurs espagnols est considérable. Les quelques jours d'entretiens que nous avons eus avec lui, nous ont suffi pour nous rendre compte combien sa plus étroite collaboration serait désirable. Grâce à ses relations, nous avons déjà réussi à éveiller par un mémoire, l'intérêt du Ministère de la Guerre... Le frère de Malibran a déjà eu, à ce sujet, des entretiens intéressants, et ses impressions sont très favorables. »

Et dans une lettre de Gunz au Dr. Teubert, du 13 novembre 1935, on trouve les lignes suivantes :

« J'espère que ma lettre de 10 crt. est en votre possession. Comme je vous l'ai dit, j'ai entamé des négociations, avec un commerçant, au sujet de la fondation de la Société espagnole, et j'espère que nous réussirons mieux cette fois. Il s'agit de M. de Malibran, dont le frère, en qualité d'officier, a également beaucoup d'influence dans les Ministères espagnols. Il est prêt à faire jouer ses relations. »

« L'homme de confiance » au Ministère espagnol de la Guerre

La grande influence de l'officier Malibran « dans les Ministères espagnols » offrait à Gunz des avantages sous tous les rapports. Il recevait toutes les informations importantes sur des événements militaires. Si des maisons étrangères faisaient des offres de fournitures au Ministère espagnol de la Guerre, Gunz en était informé. C'est ainsi qu'il pouvait faire adjuger des commandes militaires à des maisons allemandes et, de ce fait, toucher des commissions. Et c'est ainsi, notamment, qu'il réussit à faire exécuter d'une façon tout à fait légale, quelques mois seulement avant la rébellion, d'importantes commandes de matériel de guerre pour l'armée espagnole, commandes dont l'exécution favorisa les rebelles dans leur entreprise et compléta, d'une manière précieuse, les livraisons clandestines d'armes effectuées par Gunz.

Dans une lettre de Gunz adressée à Teubert, la trahison de Malibran et la lutte menée contre les livraisons provenant d'autres pays deviennent explicites :

« *Livraisons d'Etat* : A l'instant même, la communication suivante, d'un caractère urgent et « strictement confidentiel », nous est faite par le frère de Malibran :

Un Allemand, soi-disant expulsé, du nom de Erren (ou Herren — le nom n'a pu m'être indiqué d'une façon exacte) dit avoir possédé des brevets d'électrolyseur, de voltamètre et d'un moteur à hydrogène. Lors de son expulsion d'Allemagne, ces brevets lui auraient été « volés ». L'« émigré » en question (certainement juif) s'est rendu en Angleterre où il serait encore à l'heure actuelle, et y a offert son invention. Comme conséquence de ses négociations, le susnommé tente actuellement d'introduire ses inventions, à l'aide de certains Anglais, auprès du Ministère compétent, en vue de leur utilisation militaire. (Pour sous-marins.)

L'affaire est déjà soumise au Ministère espagnol de la Guerre, et l'intérêt qu'on lui y porte est tellement grand que, de toute façon, l'achat des brevets aurait été conclu au bout de quelques jours, s'il n'y avait eu, au dernier moment, la puissante intervention du frère de M... Nous avons pu apprendre, d'une façon très confidentielle, que la licence de ces brevets (utilisation de moteurs à hydrogène pour les sous-marins) a été offerte à l'Etat espagnol sur la base d'un prix de 250.000 Reichsmarks environ. Comme bien vous le pensez, nous avons été très surpris et, sans tarder, nous avons fait l'impossible, non seulement pour faire remettre la décision, mais aussi pour qu'on con-

sentît à attendre nos propositions que nous faisons passer pour beaucoup plus intéressantes. Il est vrai que nous ne devons pas perdre beaucoup de temps. Je considère cette affaire comme une occasion unique de nous introduire d'un seul coup, sans compter sa valeur lucrative. »

Dans d'autres lettres, Gunz fait connaître à M. Nielsen-Reyes, consul de Bolivie, et à M. Teubert les mises en adjudication imminentes du Ministère espagnol de la Guerre, en vue de fournitures pour l'armée.

De plus se basant sur les communications de ses agents, Gunz communique à son tour tout changement survenu dans la position des troupes, toute modernisation de l'armement, tout déplacement d'officiers supérieurs.

« Nous sommes maintenant dans la place »

En décembre 1935, un autre bon ami de Gunz accède à de hautes fonctions : M. Escalos, réactionnaire, devient Gouverneur Général de Catalogne. Le 19 décembre 1935, Gunz écrit à Teubert :

« A la suite du dernier changement de Gouvernement, un de nos bons amis a été nommé *gobernador général de Cataluna*. Il est originaire de Majorque et actionnaire d'une Société d'irrigation de Majorque ; il s'intéresse beaucoup à nos centres et nous a promis aide et appui. Nous sommes donc maintenant partout dans la place. »

Voici donc que l'agent principal du service d'espionnage se vante des rapports particulièrement étroits qu'il entretient avec le plus haut fonctionnaire de Catalogne.

Le représentant officiel à Majorque de la « Windkraft-Zentrale » est un nommé Ros-Roig ; mais le véritable agent de la Maison à Majorque est un beau-frère de Gunz ; ce beau-frère, dont le nom n'est pas cité dans la correspondance, joue le rôle de « simple propriétaire ».

« La réalisation de nos désirs... »

Ce n'est pas à Majorque qu'on travaille le plus fièvreusement. Dans une autre lettre adressée à Teubert, on lit ceci :

« Comme vous pouvez vous en rendre compte, cher M. Teubert, je fais l'impossible pour atteindre notre but le plus rapidement possible. Je crois que nous sommes maintenant dans la bonne voie. Depuis que j'ai rencontré aussi M. Malibran, nous déployons une activité fiévreuse pour réaliser nos désirs...

Il est possible que, d'ici peu, un nouvel entretien personnel entre nous devienne nécessaire...

...Vous pouvez d'ailleurs être sûr que je me rends parfaitement compte des difficultés que comporte tout début de travail et que je ne recule pas devant elles, mais au contraire, que je ferai tout mon possible pour atteindre notre but. A l'instant, j'élabore avec M. un dossier... »

Relations avec l'Ambassade d'Espagne à Berlin

A Berlin, le Dr Teubert et le consul Nielsen-Reyes s'employaient à établir des relations étroites avec l'Ambassade d'Espagne. Le consul bolivien est un bon intermédiaire. Le 7 mars 1937, Teubert informe Gunz :

« Aujourd'hui, j'ai vu, introduit par M. Nielsen, le premier secrétaire de l'Ambassade d'Espagne, le Dr. Sartoris. Il pense que tout ira bien en ce qui concerne l'importation des pommes de terre. Il m'a présenté ensuite à M. Julio Suarez, second attaché commercial. Celui-ci a demandé des informations précises... »

Le Dr. Sartoris ainsi que l'attaché Suarez se sont déclarés, immédiatement après la rébellion, pour les insurgés. De quelle sorte de « pommes de terre » s'agit-il dans cette lettre ?

Voyons la date de la lettre. Elle a été écrite au printemps 1936. A cette époque, le général Sanjurjo, réfugié au Portugal pour échapper au gouvernement républicain d'Espagne, avait visité l'Allemagne. Il avait été vu à Berlin, avec l'attaché de l'Ambassade d'Espagne. Au mois de juillet 1936, lorsque Sanjurjo fut tué au cours d'un vol du Portugal en Espagne, où il se rendait pour prendre la direction de la rébellion, la presse mondiale publia une information suivant laquelle le général avait acheté des armes en Allemagne par l'intermédiaire de l'attaché à l'Ambassade d'Espagne. On peut supposer que les « importations de

pommes de terre », effectuées par Teubert, concernaient les achats d'armes du général Sanjurjo.

Des morceaux de fer et des « pommes de terre nouvelles »

Dans la correspondance échangée entre Madrid et Barcelone, on retrouve toujours les pommes de terre. Le 16 avril 1936, Gunz annonce l'arrivée de deux « clients » qui avaient fait dépendre d'un voyage à Berlin la conclusion d'une affaire. Il écrit :

« Comme je l'ai déjà dit, les gens veulent voir quelque chose, ne serait-ce que des morceaux de fer... ».

Des clients font le voyage à Berlin pour voir des morceaux de fer !... Le secret de ces morceaux de fer est dévoilé dans la phrase suivante :

« Pour ne pas perdre du temps, je vous prie de nous télégraphier directement de là-bas quand l'expédition des pommes de terre sera effectuée et quand la Société sera créée. »

La même correspondance révèle aussi le nom de celui qui a effectué la contrebande des armes. Ce n'est autre que M. Weniger, syndic de la Chambre de Commerce allemande à Barcelone, qui est toujours cité au sujet du transport des « pommes de terre ».

Il faut remarquer que Gunz et Teubert avaient pris des mesures de précaution pour

que leurs lettres concernant les achats de « pommes de terre » ne les trahissent pas au cas d'une intervention des autorités espagnoles. En effet, Gunz possédait dans ses dossiers des lettres concernant l'achat de véritables pommes de terre à Palma de Majorque. Naturellement, cet achat n'a jamais été effectué. Ces lettres ne devaient que servir d'alibi en cas de danger, de même que la représentation de la « Windkraft-Zentrale » devait couvrir les agissements de Gunz.

L'aéroport pour « zeppelins » à Séville

M. Teubert, montrant aux clients des morceaux de fer, et passant avec eux des achats de pommes de terre nouvelles, est un homme qui dispose de relations très étendues. Sa correspondance nous prouve qu'il peut approcher sans difficultés M. Wilhelm Keppler, délégué du « Fuehrer » en matière économique ; dans une lettre adressée à Gunz en date du 21 janvier 1936, il raconte qu'il est très lié avec le camarade Dr. Osselmann, directeur des usines d'hydrogène des chantiers « Zeppelin », et qu'il tutoie même le capitaine Lehmann. Dans la même lettre, Teubert s'exprime ainsi :

« Ce qui importe le plus, c'est la compagnie « Zeppelin » de Séville ».

La compagnie de l'aéroport « Zeppelin » avait été chargée de construire à Séville

un aéroport muni de toutes les installations techniques permettant l'atterrissage des aéronefs ; il s'agissait surtout de créer les usines à gaz nécessaires pour remplir le « Zeppelin ». La ligne aérienne pour les nationaux-socialistes n'est pas seulement importante au point de vue commercial. Elle est surtout importante au point de vue stratégique. Si le Troisième Reich était soumis à un blocus par des flottes ennemies, il disposerait toujours, pour ses communications avec les pays d'outre-mer et les ressources en matières premières en Espagne, des lignes de Zeppelins. C'est pourquoi le Reich s'intéresse tout particulièrement à l'aéroport de Séville. On veut y créer une base permettant aux aéronefs de faire escale au cours de leurs raids à longue distance.

Les intérêts « Zeppelin » étaient représentés en Espagne par M. Draeger, le consul qui fait, à Séville, la contrebande du matériel de propagande national-socialiste. Gunz était un de ses collaborateurs les plus intimes.

Draeger et Gunz entamèrent de nombreuses négociations en vue de la construction de l'aéroport pour les « Zeppelins » à Séville. Ils s'appuyèrent surtout sur M. Guillermo Moreno Calvo, secrétaire d'Etat du Président du Conseil, M. Lerroux, et sur le comte Sandoval, commandant de l'aéroport « Zeppelin ». Dans une lettre du 18 novembre 1934 il est dit :

« Les intérêts allemands ont progressé de nouveau à Séville... »

Le 17 mars 1935 on dit que Guillermo Moreno Calvo est un grand ami de l'Allemagne. Le 4 mars 1935 on parle de l'aide accordée par le comte Sandoval à la cause allemande. Par l'intermédiaire de la Société « Zeppelin », Gunz a établi de nouvelles relations avec les milieux influents de la réaction espagnole. Avec l'aide du sous-secrétaire d'Etat, M. Calvo, on a pu influencer directement le gouvernement Lerroux. C'est donc par la voie d'une relation d'apparence purement commerciale que l'organisation d'espionnage a pu exercer une influence sur le gouvernement lui-même.

« Notre bon ami Goded... »

Nous trouvons, dans la correspondance de la Société « Zeppelin », une autre relation de Gunz avec les milieux militaires espagnols, à laquelle il faut attribuer également la plus haute importance. Dans une lettre datée du 17 octobre 1935, il est dit que M. Warleta, chef de l'aviation espagnole, allait démissionner.

« Il sera remplacé par un militaire, peut-être par le général Goded, notre bon ami, ou par le général Hillan-Astray, le fameux combattant du Maroc, avec lequel nous sommes en rapport indirect. »

Le général Goded, « le bon ami », fut l'organisateur de l'insurrection en Catalogne. Il avait été déplacé par le gouvernement espagnol et envoyé aux Baléares, peu de temps

avant la rébellion. Le 20 juillet 1936, il arriva à Barcelone ; il se rendit immédiatement à la *Capitania*, le siège des autorités militaires, prit le commandement militaire de la Catalogne et donna l'ordre de l'insurrection. L'organisation d'espionnage allemande parle de cet homme comme d'un « bon ami ». On peut sans difficultés évaluer l'importance des services rendus par ce « bon ami » à l'organisation d'espionnage et de ce qu'il a reçu en contre-partie. On peut supposer que le général Goded était pour quelque chose dans les affaires de « pommes de terre » de M. Juan Gunz.

Le général Hillan-Astray dont il était question, peut prétendre à la triste gloire d'avoir été l'organisateur du Tercio. Il a créé cette légion étrangère de la dictature espagnole au cours de sanglants combats au Maroc ; son Tercio est la troupe d'élite du général Franco qui, pour la défense du christianisme menacé, sème la mort dans les villes et les villages d'Espagne. Des « relations indirectes » existent entre l'organisation d'espionnage et le général Hillan-Astray. Ceci aussi constitue une preuve importante de la participation national-socialiste à l'insurrection espagnole.

Vol à voile en Espagne

Les « sections de vol à voile » du parti nazi furent l'un des meilleurs moyens employés pour établir des relations avec les officiers

espagnols et les fascistes. La section de Barcelone était dirigée par l'aviateur allemand Schubert. Une lettre de l'Organisation pour l'Etranger en date du 15 avril 1936, adressée à la section « Espagne », montre l'importance attribuée par le Ministère de l'Air du Reich au développement du vol plané en Espagne et aux possibilités de nouer par ce moyen des relations avec les aviateurs espagnols et de les influencer.

Voici un extrait de cette lettre :

« A la suite d'une conversation que j'ai eue au Ministère de l'Air, je tiens à vous faire savoir que l'on s'intéresse ici vivement au développement du vol plané en Espagne, aussi bien parmi les Allemands que parmi les Espagnols. On me dit au Ministère de l'Air qu'un groupe allemand de vol plané de Madrid vient de demander à Berlin de lui envoyer des aviateurs pour vol plané. Pour ma part, je suis actuellement opposé à une telle mesure, et j'ai exposé mes objections. On est toutefois prêt, à Berlin, à favoriser de telles intentions.

Dans l'intérêt même du vol plané, je vous prie de bien vouloir me faire parvenir un rapport fait en double sur toutes les places d'Espagne où il y a des groupes de vol plané, rapport qui devra contenir les données suivantes :

- 1) Nom de l'association.
- 2) Nombre des adhérents.
- 3) Financement.
- 4) Besoin éventuel de planeurs, de « bleus » de construction, de manuels, etc...
- 5) Nom du président de l'association
- 6) Où l'entraînement a-t-il lieu ?

- 7) La nature du terrain et à qui appartient-il ?
- 8) Quel est le personnel à la disposition de l'association; y a-t-il des professeurs diplômés ?
- 9) A quelle fédération plus grande, l'association appartient-elle ?
- 10) La composition des adhérents d'après leur nationalité.
- 11) Est-ce que dans des écoles allemandes, on enseigne la construction de modèles de planeurs ? Connaît-on les concours de modèles et qui dirige l'instruction ?

signé : Fr. Burbach. »

Le Parti National-Socialiste avait organisé des groupes de vol plané aussi à Séville et à Madrid. Il ressort de plusieurs rapports que les membres des associations étaient moitié Espagnols, moitié Allemands. Les exercices de ces groupes fournirent d'excellentes occasions pour remettre du matériel de propagande aux complices espagnols et pour se réunir en conciliabule. La police de Barcelone a constaté que, dans les mois de mai, juin et juillet 1936, jusqu'à l'insurrection, les groupes de vol plané ont déployé une activité fiévreuse et que les membres s'étaient réunis beaucoup plus souvent qu'auparavant.

Un délégué politique

La « Windkraft-Zentrale » de Berlin a été employée comme couverture non seulement

par l'espionnage militaire du Reich, mais en général par toutes les autorités national-socialistes dont les machinations s'étendaient à l'étranger.

M. Kurt Tubbesing était l' « agent de liaison » avec les milieux politiques. Dans une lettre adressée par Teubert à Gunz le 5 mars 1936, Tubbesing est qualifié de « délégué politique » ; dans une autre lettre il est dit au sujet de Tubbesing qu'il avait été rapporteur auprès de l' « Office pour l'Etranger du Conseil Allemand de Publicité », et qu'il avait été chargé de la mission spéciale d'entreprendre des études en Espagne. Le « Conseil Allemand de Publicité » est — comme nous l'avons démontré plus haut — une organisation affiliée au Ministère de la Propagande du Reich.

Le voyage d'études de Tubbesing eut lieu au printemps 1936 ; il visita l'Espagne en compagnie de Teubert.

Tubbesing ne chôma pas. Dans une lettre, Teubert constate que les villes de Séville, Madrid, Palma de Majorque, Saragosse et Barcelone ont été visitées.

Deux lettres, adressées le 21 mai à Gunz et à Juan Vidal Salvo, font ressortir le résultat de ce voyage. Tubbesing, cela devient clair, est allé en Espagne sur l'ordre du Ministère de la Propagande. Il a inspecté tous les organismes représentant l'organisation « Anti-Komintern » en Espagne.

Anti-Komintern

L'Anti-Komintern est une organisation dirigée par le docteur Goebbels et le docteur Rosenberg et destinée à propager à l'étranger « la lutte contre le bolchévisme ». Elle constitue une sorte de « holding » des partis fascistes des différents pays auprès desquels elle entretient des représentants et des instructeurs et qu'elle fait inspecter de temps en temps par ses hommes de confiance.

L'Anti-Komintern publie des informations spéciales à l'usage des partis fascistes. Le siège de l'Anti-Komintern est Berlin ; une succursale se trouve à Genève ; il s'agit de l'« Institut Anti-Marxiste International » dirigé par M. Theodor Auber. La documentation envoyée aux partis fascistes part de Genève d'où est distribuée également la correspondance « Anti-Komintern ».

Dans les lettres adressées à Vidal et à Gunz — lettres que nous venons de mentionner — Tubbesing s'exprime ainsi :

« ...Rentré à Berlin, je me suis trouvé littéralement submergé par le travail. Je n'ai pas encore pu rattrapper le temps perdu à cet égard. Car, pendant mon absence, les lettres se sont entassées sur mon bureau. S'y ajoutent les choses agréables que j'ai rapportées d'Espagne — la documentation devait être rangée et revue. Vendredi dernier j'ai pu faire un rapport préliminaire au sujet de mon voyage. Dans le courant de la semaine, je discuterai

de tous les détails avec mon patron et en juin je ferai, devant un auditoire trié sur le volet, une grande conférence sur l'Espagne.

Mon cours d'espagnol — auquel je prends part à la demande expresse du patron — commence également la semaine prochaine. Espérons que tout ira bien ; si les services compétents sont informés, je crois que je viendrai une autre fois en Espagne à moins que la situation politique ne renverse tout. Mais j'espère le contraire dans l'intérêt même de votre patrie.

Mais il y a plusieurs raisons pour lesquelles je n'ai pu vous écrire plus tôt. J'ai vu M. G. — vous savez de qui je parle —, je lui ai expliqué longuement tout ce que vous m'avez dit au sujet de la situation et au sujet du milieu. G. est très sceptique. Jusqu'ici il faut enregistrer des échecs en France et en Espagne. D'abord, on publie maintenant le service de presse en espagnol que vous connaissez ; il est envoyé de Genève à des organismes déterminés qui peuvent le distribuer à leur tour. Il a dit qu'il allait se mettre en rapport avec vous et qu'il réfléchirait à la manière dont il faudra donner suite à ces projets. Il me fait parvenir toute la documentation, mais je ne peux pas vous la transmettre n'étant pas certain qu'elle vous parviendra en effet. Si le docteur vient en Espagne, il vous racontera maints détails que je ne peux vous écrire. La semaine prochaine je verrai Schu., l'ami de V., au mi. de Prop. Il m'a promis de vous envoyer quelques-uns des plus beaux livres. »

Les « choses agréables » que Tubbesing a rapportées d'Espagne, ce sont les rapports des agents de liaison avec les partis fascistes. Le « patron » dont il parle, est, non pas le

docteur Teubert, mais M. Ehrt, directeur de l'Anti-Komintern.

Le cours d'espagnol de M. Tubbesing est un cours d'instruction pour agitateurs et instructeurs des phalangistes espagnols. Il ressort de plusieurs rapports que l'Anti-Komintern et l'« Office de Politique Extérieure » de M. Alfred Rosenberg avaient organisé depuis 1935 des cours spéciaux pour leurs amis fascistes. Ont pris part à ces cours les émissaires de Léon Degrelle, les intimes du colonel de La Rocque, les adhérents de Konrad Heinlein. Primo de Rivera y a délégué ses meilleurs phalangistes. Cette lettre est écrite deux mois avant le début de l'insurrection espagnole. Il n'est pas difficile à deviner à quoi Tubbesing fait allusion en espérant que « tout ira bien » et qu'il fera un autre voyage en Espagne en cas de succès.

Bien entendu M. Goebbels ne saurait manquer dans cette conspiration. Il est le « M. G. » dont parle Tubbesing. Goebbels se plaint de ce que l'on ne fait pas de progrès, ni en France ni en Espagne. Le Front Populaire et le Frente Popular constituent de sérieux obstacles qui se dressent contre les entreprises du national-socialisme dans ces pays. Mais malgré le scepticisme du docteur Goebbels, les efforts continuent en vue de conquérir ces nations. Deux mois avant l'insurrection, la correspondance « Anti-Komintern » est également publiée en langue espagnole.

Mentionnons d'ailleurs que le docteur dont parle Tubbesing dans sa lettre n'est pas le docteur Goebbels, mais le docteur Teubert qui projette un nouveau voyage en Espagne.

Il y a encore un autre personnage du Ministère de la Propagande qui participe directement à cette conspiration : Schubert. « Schu., l'ami de V., au Mi. de Prop. ». Son nom est mentionné dans les lettres du consul de Bolivie, Nielsen-Reyes, il revient dans la correspondance du chef du service de presse du groupe « Espagne », Reder, et il revient ici, dans la lettre de Tubbesing, deux mois avant l'insurrection. Schubert est un des spécialistes les plus avertis du national-socialisme à l'extérieur. Il est même un expert dans les conspirations que le national-socialisme aime à tramer dans les pays étrangers.

Les agents de Rosenberg en Espagne

Par l'intermédiaire de Tubbesing, M. Gunz était entré en rapport avec le réseau d'agents de l'« Office de Politique Etrangère » dirigé par Alfred Rosenberg. On retrouve les agents d'Alfred Rosenberg et ceux de l'Anti-Komintern également dans les principales villes de la péninsule ibérique. A Barcelone, Rosenberg est représenté par le dirigeant du « Fichte-Bund », Alfred Kroeger. Kroeger est ancien officier de carrière qui entretient des « rap-

ports empreints de camaraderie » avec Gunz et Heerdt. Il ressort de plusieurs lettres que Kroeger est allé en Allemagne à plusieurs reprises et qu'il a eu des conversations avec le docteur Teubert et le consul Nielsen-Reyes.

A Madrid, le chef de service de la presse du Parti National-Socialiste, M. Gustav Reder, est le représentant de l'« Office de Politique Etrangère » et de l'« Anti-Komintern ». Reder, dont nous avons décrit l'activité journalistique dans le chapitre intitulé « Presse et Propagande », a été élevé à Madrid jusqu'à l'âge de 15 ans. Il dit dans son *curriculum vitae* qu'il parle espagnol « comme un indigène ». En 1932, Reder est retourné à Madrid où il s'est créé d'importantes relations. Au mois de mars 1932, il adhère au Parti National-Socialiste : il est chargé, par la suite, de maintenir les relations non seulement avec la presse espagnole, mais surtout avec les milieux fascistes. Il dispose, dans les rangs des phalangistes espagnols, d'un homme de confiance, le docteur Louis de Laserna. Dans une lettre en date du 27 février 1935, Reder donne, au sujet de Laserna, les informations suivantes :

« Vers l'année 1932, il a séjourné pendant 18 mois en Allemagne où il vit la révolution nationale. Il devint un germanophile passionné. A l'époque, il a travaillé à l'Institut Anthropologique de la « Kaiser Wilhelm-Gesellschaft » à Dahlem sous la direction du docteur Fischer. Il y reprendra ses recherches maintenant. Il parle très bien

l'allemand. Il est un des membres les plus anciens de l'organisation fasciste espagnole « Phalange » et il m'a dit que Primo de Rivera l'a muni d'une lettre de recommandation personnelle, adressée à M. Baldur von Schirach, chef des jeunesses hitlériennes. »

Reder était en rapport direct avec le fondateur des « Phalanges Espagnoles », Primo de Rivera. Par l'entremise de Reder, Primo de Rivera rendit visite en Allemagne au Parti National-Socialiste. Primo de Rivera eut plusieurs conversations avec MM. Goebbels et Hess, Ministres du Reich, et Rosenberg, chef de l' « Office de Politique Etrangère ». Il fut reçu en audience par M. Hitler.

Reder disposait d'un autre homme de confiance : il s'agit de M. Rueda Arche ayant servi en 1935 dans le 17^e régiment d'infanterie. Reder lui doit de nombreux rapports concernant le moral de l'armée espagnole. Dans une lettre en date du 17 septembre 1935, Arche informe aussi Reder de certains événements dans le port de Malaga et notamment de la présence d'un bateau anglais muni d'une prétendue mission mystérieuse.

De 1930 à 1934, Reder était, à Madrid, propriétaire d'une imprimerie particulièrement utile pour sa collaboration avec les fascistes espagnols. Il a imprimé pour les « Phalangistes » d'innombrables tracts et pamphlets dont il est, en partie, l'auteur.

Des émigrés allemands sont traqués jusqu'à la mort par les conspirateurs nazis.

A Séville, c'est M. Hugo Hans Christoph Fiessler, fondé de pouvoirs de la maison Baquera, Kusche et Martin, S.A., qui fut l'agent de liaison avec les fascistes espagnols. Le même Fiessler a enrôlé avec M. Draeger, consul d'Allemagne, après le début de l'insurrection, des volontaires allemands pour l'armée du général Queipo de Llano. Il a été l'agent de liaison entre les aviateurs allemands et l'Etat-Major du général, il a organisé les émissions allemandes du poste de Radio-Séville, et c'est lui également qui a organisé des battues pour traquer, dans la région de Séville, des antifascistes allemands. Des réfugiés de Séville ont affirmé que les phalangistes espagnols ont incarcéré et assassinés des antifascistes allemands, dénoncés par Fiessler.

A Malaga se trouvait, comme représentant de l'« Office de Politique Etrangère », M. Hugo Leube qui dirigeait en même temps le groupe local nazi. Il était employé de la maison « Aduanas y Consignaciones Llonch, S.A. », courtiers maritimes. Il était chargé d'établir les relations avec les agents au Maroc. Ayant fait, de 1929 à 1932, divers voyages dans ce pays, il était considéré comme particulièrement au courant de la situation.

Leube entretenait, à Malaga, un appareil d'espionnage très bien organisé. Son principal agent était un certain Heinz Mehling. Une lettre de Leube, en date du 16 septembre 1934, établit que Mehling avait volé un citoyen belge du nom de Nathan pour s'approprier certains documents importants. Parmi ces documents se trouvait un rapport concernant des livraisons d'armes aux Arabes, organisées par un ancien général allemand. Dans ce document, daté du 31 août 1934, Nathan précise que le général allemand, son travail à Malaga accompli, doit se rendre à Palma de Majorque.

Palma de Majorque

L'« Office de Politique Etrangère » de Rosenberg a porté une attention toute particulière à cette île. C'est Gil Robles qui, en 1935, comme Ministre de la Guerre, avait chargé des firmes allemandes de la construction des fortifications à Majorque. Toute une armée de mouchards arriva sur cette île d'une haute importance stratégique, avec les ingénieurs qui dirigeaient les travaux.

Le Baron von Behr y exerçait la fonction du représentant de l'« Office de Politique Etrangère ». M. Hellermann, chef de la section « Espagne » raconte à son sujet, dans une lettre du 29 juin 1936 :

« L'organisateur principal de la fête du solistice, bien réussie, était le camarade Baron von Behr qui m'expliqua tout de suite qu'il n'appartenait pas à la base de Palma, mais à l'«Office de Politique Etrangère». Tout d'abord je me méfiais de lui, mais le camarade von Behr me montra, sur ma demande, sa carte de légitimation de l'O.P.E... Le camarade von Behr me dit également qu'il avait été aide de camp de M. von Papen et il me montra des photographies le représentant en compagnie de Goering et de von Papen... ».

Dans cette lettre, Hellermann remarque en outre que Behr est très bien informé par sa femme, Anglaise de naissance, de tout ce qui se passe dans la colonie anglaise.

La « Pariser Tageszeitung » (journal antifasciste allemand, paraissant à Paris) a publié, le 5 juillet 1936, quinze jours avant l'insurrection, un rapport concernant l'activité de M. von Behr et ses relations avec les milieux fascistes espagnols. Ce rapport détermina le Dr. Sauter, chef de la presse de la section « Espagne », à mettre en garde le Consulat général allemand et à lui demander de donner l'ordre à M. Decke, consul allemand à Palma de Majorque, de prendre toutes les mesures qui lui sembleraient utiles.

Après l'insurrection, Behr a exercé, à Palma, des fonctions officielles. Il a collaboré le plus étroitement avec le comte italien Rossi, véritable maître de l'île. C'est lui, qui, avec l'aide des phalangistes, a organisé des bat-

tues sanglantes contre des réfugiés allemands. Un médecin et le pacifiste allemand Heinz Kraschutzki furent ses victimes.

« Contre le capitalisme anglais »

La collaboration du national-socialisme avec le fascisme espagnol peut être démontrée encore par deux exemples. Au début du mois de juillet 1936, un hebdomadaire fasciste, intitulé « Nuestra Revolucion », fut créé à Madrid. Pour le premier numéro, Antonio Primo de Rivera, chef des « Phalanges », envoya, de la prison d'Alicante, un article de salutations.

Le fondateur de la revue, M. Ledesma Ramos, était à la recherche de capitaux. Le chef des monarchistes espagnols, M. Antonio Goicoechea, lui accorda une aide financière. Le « Front du Travail Allemand » le soutint également. Il lui donna une lettre de recommandation pour tous les commerçants allemands de Madrid, en leur demandant de soutenir les nobles buts de « Nuestra Revolucion » par des annonces et des dons d'argent. Dans cette lettre de recommandation, on peut lire :

« Cette revue mettra au pilori l'influence néfaste du capitalisme anglais en Espagne. Elle discréditera sur la péninsule le capitalisme anglais en favorisant l'honnête commerce national-socialiste. »

Des pistolets allemands pour les « Phalanges » fascistes

A partir de mai 1936, un agent allemand rôda à Madrid. Les réactionnaires et les fascistes espagnols le désignaient par deux initiales « A. E. ». C'est « A. E. » qui fournit des armes aux Phalanges de Madrid. La police madrilène a pu établir qu'il avait rencontré, dans la maison de M^e Torres, avocat, 6, Calle Major, M. Lafarga, secrétaire du parti « Renovacion » et qu'il lui avait vendu six pistolets allemands. La livraison eut lieu le 30 juin 1936. L'agent A. E. se rendit en voiture devant le monument de Pablo Iglesias où un certain Letona l'attendait et il lui remit les pistolets. Le 10 juillet, l'agent A. E. livrait six autres pistolets à ce même Letona dans le bureau de l'avocat Torres.

Ces deux petites affaires ayant été menées à bonne fin, les livraisons d'armes furent augmentées. Le 12 juillet 1936, A. E. livrait soixante pistolets, le 14 juillet, 200.

Le parti des « Traditionnalistes » était également parmi les clients d'« A. E. ». Le 9 juillet, ce dernier fit une livraison de 220 pistolets au secrétaire de ce parti, un certain Vicente Uritia. Un employé d'Uritia a déclaré que le parti des « Traditionnalistes » entretenait de très bonnes relations avec les nazis et qu'il avait passé, le 10 juillet, une commande de fusils « Mauser » par l'intermé-

diaire de l'agent « A. E. ». La livraison devait être effectuée à Saint-Sébastien.

Il est donc établi qu'un seul agent nazi a fourni aux groupes fascistes de Madrid 492 pistolets avec munitions. La police de Madrid a pu constater que pour la capitale seule les nazis avaient livré 38.000 fusils et 18.000 pistolets. Ces découvertes donnent déjà une idée des quantités d'armes livrées en Espagne par les nazis avant l'insurrection. Dans la bataille de Madrid, Franco comptait sur l'intervention de la « cinquième colonne », c'est-à-dire des groupes fascistes installés dans Madrid même. Cette « cinquième colonne » avait été armée par le national-socialisme avant la rébellion.

Au su des chefs responsables

Le filet brun d'espionnage et de conjuration, posé par le national-socialisme sur l'Espagne déjà avant l'insurrection n'a pu être dépeint que dans ses traits les plus importants. Ce qui se passait à Madrid se passait également à Séville, Saint-Sébastien, Saragosse, Alicante, Malaga, Carthagène, et dans d'autres villes espagnoles. L'ancien officier allemand Gunz ne dirigeait qu'un des centres d'espionnage de la Reichswehr en Espagne. Il avait des confrères sur la péninsule, dont les documents ne sont pas tombés entre les mains des antifascistes, et qui ont réussi à s'échapper ou qui

ont adhéré publiquement au fascisme espagnol dans le territoire occupé par les rebelles. Les documents trouvés ne dévoilent pas *toute* la politique d'intervention déjà pratiquée par le national-socialisme avant l'insurrection. C'est au su des chefs responsables du Troisième Reich que le national-socialisme, la Reichswehr, l'Office de Politique Etrangère et l'Organisation pour l'Etranger du Parti National-Socialiste ont travaillé à miner la République espagnole et qu'ils ont armé ses adversaires. C'est au su du ministre Goebbels que l'Espagne fut inondée de matériel de propagande pour la préparer à l'assaut. C'est au su du ministre Hess qu'une organisation de cinquante groupes fermés a été créée et chargée de travailler contre la République espagnole. C'est au su du ministre Goering que d'anciens officiers allemands, des putschistes et des aventuriers ont exercé leur activité en Espagne, qu'ils ont espionné et ruiné la République, qu'ils ont fourni des armes aux officiers factieux avant que l'insurrection n'éclatât.

LE FINANCEMENT DE LA PROPAGANDE NAZIE EN ESPAGNE

L'énorme appareil entretenu par le national-socialisme en Espagne a nécessité des dépenses considérables. Les documents trouvés à Barcelone nous permettent de nous faire une idée d'une partie des sommes employées. A la source de ce financement de la propagande nazie en Espagne, on découvre les autorités du Reich, les organisations du parti et leurs satellites, ainsi que l'économie allemande. Les envois du parti passent par l'Organisation pour l'Etranger à Hambourg, tandis que ceux des Ministères de la Propagande et des Affaires Etrangères prennent la voie des chancelleries.

Nous ne mentionnerons ici que les sommes expédiées aux nazis d'Espagne indiquées dans les documents précités. Nous nous abstenons de toute estimation. Nous nous contentons simplement de citer les chiffres fournis par les organisations nazies elles-mêmes en Espagne.

L'or de Hambourg

Dans une note confidentielle adressée le 20 mars 1936 par Burbach au dirigeant pro-

visoire de la section « Espagne » à l'époque, Erich Schnaus, nous trouvons les renseignements suivants sur la situation financière des organisations nazies en Espagne :

« Vous n'êtes certainement pas sans savoir que sur mon ordre le camarade Zuchristian a reçu régulièrement une certaine somme d'argent...

Je vous recommande en conséquence de vous assurer de la façon dont a été utilisé l'argent arrivant de Hambourg...

Je considère, en outre, comme parfaitement naturel que les envois de Hambourg soient entièrement mis à votre disposition. »

La somme mise à sa disposition ressort clairement des livres. La section « Espagne » a reçu de l'Organisation pour l'Etranger une somme mensuelle de 9.000 pesetas. Cette somme comprend le budget courant de la direction de la section « Espagne » qui s'élève mensuellement à 3.000 pesetas ; elle sert à payer 12 dirigeants nazis, y compris le chef de la section « Espagne », qui reçoivent chacun un supplément de 500 pesetas, soit au total une nouvelle somme mensuelle de 6.000 pesetas.

L'Organisation pour l'Etranger subventionne par ailleurs la revue nazie « *L'Echo allemand* ». A ce sujet, Burbach écrivait dans sa note du 20 mars 1936 :

« Vous devez savoir également que pour soutenir « *L'Echo allemand* », j'ai prévu une subvention assez importante qui est régulièrement payée... »

D'après les comptes de la direction de la section « Espagne », cette subvention se monte à 2.000 pesetas par mois, soit 24.000 pesetas pour l'année.

Au total, l'Organisation pour l'Etranger a envoyé à sa section espagnole une somme de 132.000 pesetas, en 1935.

Le « Front du Travail allemand » a accordé à lui seul à la section espagnole, en 1935, un « emprunt » de 60.000 mark, soit 182.000 pesetas. Cet argent était destiné à la construction d'une Maison Brune à Barcelone. Dans une lettre du 22 novembre 1935, adressée par le « Front du Travail allemand » (organisation pour l'étranger) à M. Leistert, chef de la section « Espagne-Portugal », on déclare ce qui suit :

« Comme suite à notre dernier entretien nous nous déclarons prêts à mettre à la disposition du département « Etranger » un emprunt sans intérêt de 60.000 marks pour six ans.

Cet argent devra servir à achever le financement de la Maison Allemande à Barcelone... »

Le budget annuel du « Fichte-Bund allemand »

Le « Fichte-Bund » a inscrit à son budget une somme importante en vue de la propagande en Espagne. Dans une lettre déjà citée du dirigeant nazi en Espagne, Walter Zuchristian, à la date du 25 mai 1935, il est dit que le budget annuel du « Fichte-Bund », en

Espagne, s'élève à 250.000 pesetas. Zuchristian saisit l'occasion de la communication de ces chiffres pour demander une augmentation mensuelle au profit de la section « Espagne ».

Les fonds du Ministère des Affaires Etrangères

Le Ministère des Affaires Etrangères a fourni à la section « Espagne » une contribution de 60.000 pesetas pour la construction de la Maison Brune à Barcelone. Cette somme fut fixée au cours d'une réunion au Ministère des Affaires Etrangères qui groupait notamment Hellermann et un représentant du « Front du Travail allemand ».

Le même Ministère a également financé le déplacement des orateurs nazis qui le 30 janvier et le 1^{er} mai furent envoyés en Espagne. Les versements effectués à cet effet, en 1935, se sont montés à 25.000 pesetas.

Subventions du Ministère de la Propagande

C'est le Ministère de la Propagande qui a fourni les fonds nécessaires à la corruption de la presse espagnole, sous la direction des chefs de presse attachés à la section « Espagne » et aux groupes locaux. Dans la lettre précitée de Burbach à M. Erich Schanus, du 20 mars 1936, il est dit :

« Je vous prie en outre de me fournir les détails concernant le traitement du camarade Reder et de voir si des sommes, venant de l'extérieur, sont utilisées et en quelle quantité, à Barcelone ou ailleurs. »

Les sommes envoyées de l'extérieur, notamment du Ministère de la Propagande ont atteint en 1935 un total de 360.000 pesetas. Celui-ci comprend le « budget ordinaire de la presse de la section » qui est simplement destiné à corrompre les journalistes et à placer des articles. D'après les calculs de Reder, il s'agit d'une somme mensuelle de 15.000 pesetas. Il ressort d'un rapport rédigé par le dernier chef de presse nazi pour l'Espagne, Dr. A.H. Sauter, que ces sommes ont servi à financer le voyage en Allemagne de journalistes et de diverses personnalités espagnoles. Rien que ces voyages ont coûté 80.000 pesetas en 1935. Dans la même année, le Ministère de la Propagande a dépensé la bagatelle de 100.000 pesetas pour tenter vainement d'instituer une seconde agence d'information, à côté du D.N.B. (Bureau d'information allemand). Dans une lettre de Zuchristian, du 22 octobre 1935, on trouve la révélation suivante :

« Bureau de Presse

Concernant le Dr. Oestreich, Transocéan.

Au sujet de cette affaire, voilà des mois que je vous ai averti. Le Dr. Oe. a été envoyé ici de la Transocéan en vue de monter une agence. Comme il était complètement incapable, ce fut un four complet qui coûta au Reich

la bagatelle de 100.000 pesetas. Il devait être nommé attaché de presse.

Le Secrétaire d'Etat Funk est son protecteur. »

Le Secrétaire d'Etat Funk est le fondé de pouvoir du Dr. Goebbels au Ministère de la Propagande et en même temps chef de presse auprès du gouvernement du Reich.

Mainmise sur les fonds du « Secours d'hiver »

Le national-socialisme a présenté la création du « Secours d'Hiver » comme une de ses plus grandes « réalisations socialistes ». Les archives de Barcelone montrent que, pour autant que ces fonds sont rassemblés à l'étranger, ils sont exclusivement employés à la propagande.

La section nazie d'Espagne, en 1935, a dépensé les fonds recueillis pour le Secours d'Hiver non pas au bénéfice des nécessiteux, mais, en plein accord avec ses chefs hiérarchiques, pour la construction de la Maison Brune à Barcelone. Dans une lettre de l'Organisation pour l'Etranger, du 22 juin 1936, adressée à la Section « Espagne », il est expressément dit que la destination des fonds du Secours d'Hiver ne fut pas celle prévue :

« ... Je reviens à nouveau sur ma supposition que cette Maison est construite aux dépens des camarades se trouvant dans le besoin en Espagne. Ceci ne peut pas se justifier. Jusqu'à la conclusion de l'emprunt accordé par le

« Front du Travail allemand », la section « Espagne » n'a laissé passer aucune occasion de noircir la situation des Allemands en Espagne et elle a cherché sans cesse à utiliser 75 p. 100 des fonds recueillis pour y remédier. Si aujourd'hui elle a employé presque toutes les sommes pour la Maison Allemande de Barcelone, il faut donc que ses données antérieures aient été très exagérées ou bien, selon moi, qu'elle ait interrompu tout secours jusqu'aux cas les plus extrêmes... »

Cette critique relevant d'un fonctionnaire de l'Organisation pour l'Etranger jette une lumière brutale sur les méthodes employées par les chefs nazis en Espagne pour détourner les fonds d'hiver, mais elle n'a absolument rien changé. L'Organisation pour l'Etranger, par une lettre du 28 juin 1936 adressée à la Section « Espagne », lui envoie son accord après coup sur l'utilisation différente qui fut faite des fonds d'hiver.

Les fonds ainsi recueillis en territoire espagnol se sont élevés en chiffres ronds à 60.000 pesetas.

Ce que coûtent les agents de la Gestapo et les espions

Dans les archives de Barcelone nous trouvons les noms de 32 agents rétribués de la Gestapo et d'espions de la Reichswehr. Il est certain que cette liste n'épuise pas le nombre des mouchards entretenus par les nazis en

Espagne. Mais nous ne voulons pas sortir de ces chiffres. Le salaire mensuel moyen d'un de ces agents a été de 1.500 pesetas. C'est là le tarif minimum accordé par le Troisième Reich à ses mouchards et espions. Pour 32 agents, cela fait donc un total de 576.000 pesetas par an. Mais ces fonds ne comprennent naturellement pas les sommes nécessaires pour rétribuer les espions occasionnels, assurer la corruption des officiers espagnols, l'achat de documents, et couvrir les frais d'ordre technique.

La contribution de l'économie allemande

Les représentations des firmes allemandes en Espagne ont apporté à la propagande national-socialiste une forte contribution obligatoire. La forme habituelle de cette imposition était le placement, dans chaque firme, de fonctionnaires nazis qui, déchargés de tout travail, se consacraient presque exclusivement à la propagande. Les cinquante chefs du Service des Ports étaient employés dans des agences espagnoles de firmes allemandes et recevaient leur plein traitement. Il en était de même de presque tous les chefs locaux et de la plupart des dirigeants politiques. Dans chaque groupe local d'Espagne, il existait au moins deux fonctionnaires supérieurs nazis entretenus par les firmes allemandes. Leur

traitement s'élevait à un minimum de 500 pesetas par mois. De cette façon les transports maritimes, l'industrie, les maisons d'exportation allemands ont dépensé pour la propagande nazie en Espagne la somme de 1.200.000 pesetas, en 1935.

3 millions de pesetas par an

Dans ce qui précède nous avons laissé de côté toute une série de dépenses. Ce sont par exemple les frais du matériel que l'Organisation pour l'Etranger a introduit en fraude en Espagne par l'intermédiaire de la Luft-Hansa et des compagnies maritimes allemandes, en passant par l'Ambassade du Reich. Ce sont encore les places d'avions et de bateaux offertes par ces sociétés de transport. Ce sont aussi les transports massifs à l'occasion, chaque année, du congrès du parti nazi. Et de même les dépenses pour l'école du Front du Travail allemand à l'étranger, les subventions aux écoles et aux églises allemandes. Il faudrait ajouter les subventions à la Chambre de commerce et les frais du service d'information nazi.

Sur la base des chiffres fournis par les archives et les documents de Barcelone, on peut établir le tableau suivant des sommes qui, dans l'année 1935, furent mises par le Troisième Reich à la disposition de la Section « Espagne » :

<i>Origine</i>	<i>Pesetas</i>
Organisation pour l'Etranger.....	132.000
Front du Travail allemand	180.000
Ministère des Affaires Etrangères	85.000
Ministère de la Propagande.....	360.000
Fonds du « Secours d'Hiver » employés à la propagande	60.000
Budget annuel du « Fichte-Bund » en Espagne	250.000
Agents de la Gestapo et espions..	576.000
Contribution des firmes allemandes	1.200.000
	<hr/>
Total.....	2.843.000
	<hr/>

Ce sont donc en gros 3 millions de pesetas que le national-socialisme a investi dans sa propagande politique en Espagne, selon les données fournies par les archives de Barcelone. Si l'on connaissait toutes les autres dépenses nazies en Espagne, il ne fait pas de doute que cette somme s'élèverait encore de plusieurs millions.

Le national-socialisme ne recule devant aucune dépense pour amener le peuple espagnol sous la botte du fascisme. Dans sa propagande et son travail de sape, des millions ont été dépensés, des centaines de millions ont été transformés en armes, en munitions et en avions qu'il livra aux rebelles pour poursuivre son œuvre sanglante.

QUAND L'ESPAGNE BOUGE, TOUTE LA TERRE TREMBLE

Le dernier document relatif à l'intervention hitlérienne en Espagne qui fut trouvé à Barcelone, porte la date du 17 juillet 1936. A partir de ce moment-là, ce fut, au cours de la guerre, un autre genre de documents qui devait tomber sur la tête des Républicains espagnols : des avions allemands, des obus allemands, des canons allemands, de la mitraille allemande. L'infâme bombardement des enfants de Getafe, la destruction de Guernica, le bombardement naval d'Almería, l'anéantissement de quartiers entiers de Madrid et de Barcelone par des bombes allemandes. Voilà les terribles documents attestant l'intervention hitlérienne.

Le Prince Bismarck, chargé d'affaires de Hitler à Londres, fait au Foreign Office le 8 août 1936, la déclaration suivante :

« Le gouvernement allemand n'a livré aucune arme, aucun matériel de guerre en Espagne, et n'en livrera pas. »

Cette déclaration marquait le commencement de la politique de non-intervention qui devait avoir des suites si tragiques.

Déjà le 24 août 1936, la feuille rebelle *La Tarde*, de Vigo, pouvait publier la nouvelle

du massacre de Getafe sous la manchette : « *Los Junkers nacionales bombardearon Getafe intensamente* ». (Les Junkers nationaux ont intensivement bombardé Getafe.)

Le général Franco avait d'ailleurs décrété que les avions Junkers, Dornier et Messerschmidt, les canons Krupp, les mitrailleuses allemandes deviendraient des armes « nationales ». « Nationale » aussi cette armée composée en grande partie d'Italiens et de Maures, dont les cadres étaient renforcés par des officiers, des sous-officiers, des « volontaires » obligatoires du Reich. Une gendarmerie allemande veillait au maintien de l'ordre sur les lignes de communication « nationales ». Les P.T.T. du gouvernement « national » étaient soumis au contrôle allemand. Des prospecteurs et ingénieurs allemands recherchaient les richesses minérales que pouvaient contenir le sous-sol « national ». Du côté de la frontière franco-espagnole, les travaux de fortification ont été dirigés par des officiers du génie allemands. Ce sont des pièces d'artillerie allemande de gros calibre qui, du territoire « national » menacent la sécurité de la France.

Et c'est à l'ombre bienfaisante de la Non-intervention que tout cela a pu se faire et que Hitler a pu implanter ses troupes et ses armes en Espagne. On démentait cela en 1937 ; en 1938, même le Premier Ministre britannique doit le reconnaître. Le pacte de Non-interven-

tion est troué comme une passoire — son contenu sanglant se déverse tous les jours sur l'armée populaire de la République.

La non-intervention

Les défenseurs de la Non-intervention font toujours valoir deux arguments : la Non-intervention aurait empêché que la guerre d'Espagne ne s'étendit à l'Europe, et, au cas d'une victoire de Franco, les Espagnols rejetteraient d'eux-mêmes Allemands et Italiens à la mer.

Nous avons déjà fait observer que, depuis le commencement de la guerre civile en Espagne, le même prétexte qui l'a déclenchée — la lutte contre le Communisme — a permis au Japon d'assaillir la Chine, à Hitler d'annexer l'Autriche. Si on avait permis au gouvernement légal de l'Espagne de se procurer les armes nécessaires, la guerre civile dans la péninsule ibérique aurait été terminée en quelques semaines. Maîtresse de tout son territoire national, l'Espagne serait une république une et indivisible ; prenant part aux travaux de la S.D.N., étroitement associée à la France et à l'Angleterre, prête à mettre au service de la sécurité collective les forces du pays. La Grande-Bretagne, sans soucis au sujet de ses communications vitales en Méditerranée, aurait eu les mains libres en Extrême-Orient. Et

Hitler n'aurait guère osé envahir l'Autriche en face d'une France dont les communications avec son empire colonial et dont la frontière des Pyrénées n'eussent pas été menacées.

« C'est possible, répliquent les avocats de la Non-intervention, mais l'intervention aurait fatalement conduit à la guerre ». Voyons les faits : En octobre 1936, Litvinow déclara que l'U.R.S.S. ne s'en tiendrait aux stipulations du Pacte de Non-intervention que dans la mesure où elles seraient observées par les autres puissances. Le gouvernement soviétique a livré une aide matérielle à l'Espagne : des avions, des canons, des tanks. Est-ce que cela a menacé la paix ? Est-ce que l'Allemagne et l'Italie ont déclaré la guerre à l'U.R.S.S. ? La presse de Berlin et de Rome a reproduit des centaines de citations de journaux d'opposition français indiquant que du matériel de guerre français passait en Espagne républicaine. Le comte Grandi a même poussé l'audace jusqu'à soumettre au comité de Non-intervention une liste de ces soi-disant livraisons françaises. La presse officieuse des gouvernements autoritaires, et même les organes officiels de ces gouvernements ont constamment prétendu que la France intervenait en Espagne. Est-ce que cela a mené à la guerre ? Evidemment non ! Cette prétendue intervention française en Espagne a simplement fourni aux Etats totalitaires un prétexte pour leur intervention à eux — qui fut et est encore, hélas ! très réelle.

Les Etats totalitaires ont adopté une tactique qui saute aux yeux : faire la guerre mondiale en secteurs isolés, en guerres localisées et menacer le monde de la guerre totale pour empêcher les puissances démocratiques de se porter au secours des Etats victimes d'agression. La force des Etats totalitaires consiste surtout en la faiblesse des démocraties. Le jour où les démocraties seront conscientes de leur force véritable, on verra que le potentiel de guerre industriel, économique, matériel et humain, du Front de la Paix est infiniment supérieur à celui de l'axe Berlin-Rome-Tokio.

Quant au deuxième argument, que le général Franco lui-même, après la guerre, chasserait les Allemands et les Italiens, le *Manchester Guardian* du 23 mars 1938 y fournit une réponse décisive :

« Il ne peut exister aucun doute quant au caractère sérieux de la situation internationale, et ceux qui sont responsables de la conduite de la politique extérieure ne partagent pas, eux-mêmes, l'optimisme qu'ils essaient de répandre. La question espagnole est, peut-être, plus dangereuse que la question de l'Europe Centrale, car un conflit autour de l'Espagne semblerait inévitable, bien qu'il puisse ne pas se présenter ouvertement ou sous forme de guerre.

« L'idée que l'on se fait ici de la question espagnole est que les Espagnols ne tiennent pas aux étrangers. On croit, à tort ou à raison, que la guerre civile touche à sa fin et que, le temps aidant, les Espagnols se débarrassent

ront des Allemands et des Italiens parce qu'ils n'en auront plus besoin. Cette idée se révèle si optimiste qu'il est difficile de croire qu'elle puisse être soutenue sincèrement. Même si le général Franco gagne la guerre, il n'en aura pas terminé avec les difficultés. Il y aura nombre de choses pour lesquelles il aura besoin de l'aide — financière, technique, administrative, militaire — que l'Allemagne et l'Italie ne seront que trop désireuses de lui prêter. Elles pousseront très loin leur désir de s'établir en Espagne afin de menacer les intérêts vitaux du Commonwealth britannique et de l'Empire français.

« Même en se plaçant du point de vue le plus optimiste, il faut admettre que l'élimination de l'influence (et plus que de l'influence) allemande et italienne en Espagne prendra du temps, quelques années peut-être et que ces années-là, qui sont celles à venir, seront critiques dans l'Histoire de la Grande-Bretagne et de la France en tant que puissances méditerranéennes, et à vrai dire en tant que puissances européennes. Personne ne nie ici que la présence permanente d'Allemands et d'Italiens en Espagne est incompatible avec les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne et de la France et la nécessité d'y mettre fin est indiscutable. »

Treize milliards de matériel de guerre allemand à crédit...

D'après la presse financière anglaise, le 1^{er} janvier 1938, Hitler avait déjà livré pour plus de 13 milliards de francs de matériel de guerre

à Franco. Ces livraisons ont été faites à crédit.

La Gazette de Frankfort du 28 décembre 1937, dans un article de son correspondant à Burgos, intitulé : « Qui finance la guerre pour Franco ? » nous en donne d'ailleurs la confirmation entière :

« La production pour l'armée ne pouvait faire face aux demandes constamment accrues occasionnées par la guerre, c'est pourquoi l'on dut de plus en plus avoir recours à l'importation

D'où proviennent les moyens qui permettent à la fois de soutenir cette guerre de grande intensité et de longue durée, qui devient de plus en plus coûteuse, et de veiller à l'organisation de l'*hinterland* ? On peut en grandes lignes indiquer trois sources : les réserves d'or et de devises de la banque espagnole à Burgos, les crédits accordés par l'étranger et les contributions faites par la population

Il n'est pas possible de préciser le total des crédits accordés par des états étrangers à Franco pour fournitures de guerre. Il faut d'ailleurs établir une distinction entre deux genres d'affaires avec l'étranger. Les livraisons d'articles de consommation générale, tels que machine, outils, textiles dont l'Espagne nationaliste a grandement besoin, se font d'après un bilan indéterminé et élastique

Mais le commerce d'Etat à Etat ou de l'exportateur étranger à l'Etat, commerce qui ne borne presque exclusivement à des articles nécessaires directement ou indirectement pour la conduite de la guerre, se fait surtout à crédit. On

ignore les détails sur ces crédits et même sur le total des opérations qui se sont déroulées jusqu'ici. On doit cependant présumer que ces sommes forment une partie très considérable du coût total de la guerre. »

Est-il concevable qu'Adolf Hitler, si Franco devait l'emporter, se contenterait de retirer purement et simplement ses troupes, son matériel et ses techniciens et d'inscrire ces 13 milliards de francs au compte « profits et pertes » ? Les Etats qui font du commerce avec l'Allemagne peuvent en dire long sur la difficulté qu'ils éprouvent à se faire payer leurs livraisons et sur l'art consommé avec lequel le Dr. Schacht s'entend toujours à arranger le clearing au détriment de son partenaire.

Pour le Troisième Reich, ces milliards qu'il a investis dans la guerre d'Espagne ne constituent qu'une hypothèque. Franco devra, pour s'en libérer, se mettre au service du National - Socialisme dans cette guerre d'anéantissement que celui-ci — on ne peut trop souvent le répéter — prépare contre la France et qu'il déclanchera dès que la France aura été suffisamment isolée et encerclée. En attendant, la guerre d'Espagne permet à Hitler et à Mussolini de s'établir sur les arrières de la France dans des positions stratégiques de premier ordre.

La plus dangereuse des illusions est de croire que Franco serait en état, après la guerre, de se débarrasser de Hitler et de Mus-

solini dont il est l'instrument docile et impuissant.

Un journal de Franco, soumis à la censure la plus sévère, ne pouvant publier une ligne sans la permission des autorités rebelles, le *Norte de Castilla* a publié le 26 février 1938, sous la signature du Professeur de Droit international Camillo Barcia Trelles, un papier qui dévoile les vraies intentions de Franco à l'égard de la France :

« Pour le transport de ses troupes africaines, la France peut utiliser deux voies, l'une maritime, l'autre continentale. La première, à travers la Méditerranée, serait exposée aux attaques de l'escadre italienne. Quant à la route continentale, son usage se heurterait à trois obstacles : l'Espagne métropolitaine, Gibraltar, en tant que position de flanc, et la zone espagnole du Maroc. De tels obstacles ne pourraient être surmontés que dans une seule hypothèse : une action concordante franco-espagnole dans la Méditerranée. Cette possibilité doit être écartée, étant donné que lorsque le triomphe complet aura été obtenu par les armées nationales, l'Espagne ne pourra jouer à nouveau le triste rôle d'instrument utilisé par une nation qui poursuit des buts continentaux non seulement étrangers à notre activité, mais peut-être opposée à elle. Les dirigeants de la politique internationale française doivent le reconnaître, et c'est de là que vient le projet du ministre Daladier, qui se base sur l'utilisation de l'Atlantique comme route maritime.

« C'est précisément à cause des difficultés actuelles d'une jonction des effectifs navals de Brest et de Toulon qu'on a fait le projet de

construction d'un canal entre Bordeaux et Narbonne, le long de la vallée de la Garonne, dans le but de relier la Méditerranée au golf de Gascogne, et de permettre ainsi la jonction des deux flottes, sans qu'il soit nécessaire d'utiliser la voie vulnérable du détroit de Gibraltar. Ce déplacement obligatoire de la politique navale française vers l'Atlantique révèle bien clairement qu'à Paris on ne compte pas sur la Méditerranée pour établir la jonction métropolitaine-coloniale. Daladier essaie d'assurer le transport de ses troupes africaines en utilisant des lignes maritimes à l'abri de toute attaque venant de la mer latine.

« Mais un tel projet se heurte à un obstacle dont l'ampleur n'échappe pas à la pénétration des dirigeants de la politique militaire française ; à savoir que, non loin de cette ligne de communication conçue comme la seule utilisable, commence notre zone de protectorat, et celle-ci peut constituer une base d'action, peut-être décisive, en ce qui concerne la possibilité d'utiliser cette voie de transit appelée à joindre la Méditerranée à l'Atlantique. C'est ce que n'ont pas su ou n'ont pas voulu percevoir les inspireurs de la politique du Front populaire français, en ce qui concerne notre guerre de libération. Ils ont ignoré le rôle décisif que l'Espagne peut jouer dans le cas d'une guerre continentale, étroitement liée à l'utilisation des effectifs africains. Notre pays, jusqu'à présent, n'a pas profité de l'avantage que lui donnait sa situation géographique et stratégique, mais tout fait supposer que cette inhibition est passée définitivement à l'Histoire. Ce sont les prémices de cette prédiction que nous offrent les projets de l'actuel ministre de la Défense nationale française. Dans peu de temps, l'Espagne agira dans la politique dynamique de la Méditerranée, et rien à l'avenir

ne pourra être décidé sans sa présence, son aide et son action. Ce que les dirigeants français savent déjà, il est bon que le peuple espagnol ne l'ignore pas. »

L'Espagne est en quelque sorte la balance de l'Europe. Si l'équilibre de ses deux plateaux se trouve dérangé, toute l'Europe en souffre. Vérité énoncée il y a longtemps dans ce vieux proverbe espagnol : « Quand l'Espagne bouge, toute la terre tremble. »

C'est vrai. La terre entière tremble depuis le 18 juillet 1936. L'ombre menaçante de la guerre s'est étendue sur notre planète. Dans la péninsule ibérique, dans cette Chine vaste et mystérieuse, la guerre exerce ses ravages. Le poing brutal du national-socialisme vient d'assommer l'Autriche et se dresse aujourd'hui contre la Tchécoslovaquie. Il est possible qu'avant même que ces lignes n'aient passé à l'imprimerie, de nouveaux événements en Europe centrale, nés de la guerre d'Espagne comme tout le reste, ne soient une nouvelle source d'inquiétude mondiale.

Est-il déjà trop tard pour réagir, pour se garer ? Est-ce que Paris, Londres, Prague, vont voir s'abattre sur elles cette pluie infernale qui a dévasté Madrid et Barcelone ?

Peut-on encore hésiter ? L'intérêt national des démocraties exige que Franco, satrape de Hitler, soit chassé d'Espagne. Et l'intérêt national des démocraties est en même temps l'intérêt vital de la race humaine toute entière.

SOMMAIRE

Préface	7
La croix gammée dans le bassin de la Méditerranée	11
Le « représentant de la souveraineté » et sa « maison d'importations »	29
« Service des Ports » en Espagne	57
Section « Presse et Propagande »	101
La diplomatie national-socialiste en Espagne.	139
L'économie espagnole mise au pas	163
Tempête sur le Maroc	189
Espionnage et conspiration	209
Le financement de la propagande nazie en Espagne	245
Quand l'Espagne bouge, toute la terre tremble.	255



IMPRIMERIE COOPÉRATIVE ETOILE
18-20, Fbg. du Temple, Paris (11°)

